

Évaluation 2013

du Comité Silva Mediterranea



Version : février 2014

Composition du panel :

Christine FARCY, Université de Louvain, Belgique (Présidente)

Alain CHAUDRON, Association Internationale Forêts Méditerranéennes, France

Ameur MOKHTAR, Direction Générale des Forêts, Tunisie

Placido PLAZA, Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes, Espagne

Giuseppe SCARASCIA, Université de Tuscia, Italie

Mise en page, édition : AIFM

Impression : France Document, Marseille

Crédit photo - 1^{ère} de couverture : AIFM

**Evaluation 2013
du Comité CFFSA/CEF/CFPPO
des questions forestières
méditerranéennes
(*Silva Mediterranea*)
de la FAO**

Structure du rapport

Remerciements

Abréviation/Acronymes

Préambule

- 1. Mission d'évaluation**
- 2. Fonctionnement général du Comité**
- 3. Revue du positionnement des groupes de travail**
- 4. Valeur ajoutée générale apportée par le Comité à ses membres**
- 5. Durabilité du Comité en termes de financement**
- 6. Positionnement du Comité sur la scène méditerranéenne**
- 7. Couverture des enjeux par le Comité**
- 8. Synthèse**
- 9. Discussion générale**
- 10. Recommandations**

Annexe 1 : Termes de référence de l'évaluation adoptés en 2012 à Antalya

Annexe 2 : Liste des principaux documents consultés

Annexe 3 : Version française du questionnaire envoyé aux points focaux nationaux

Annexe 4 : Liste des personnes rencontrées

Annexe 5 : Principales activités et principaux résultats des six groupes de travail de *Silva Mediterranea* pendant la période 2009-2012.

Remerciements

Le panel remercie le Comité *Silva Mediterranea*, son Président, son Bureau et son Comité Exécutif Elargi pour la confiance manifestée en lui confiant cette étude.

Il tient également à remercier chaleureusement le Département des forêts de la FAO et le Secrétariat du Comité *Silva Mediterranea* pour leur collaboration efficace, leur réactivité et l'excellent climat qu'ils ont insufflé tout au long de l'année autour de cet exercice.

Le panel remercie enfin toutes les personnes rencontrées dans le cadre de cette évaluation pour la qualité des échanges et la richesse des discussions qui en ont émaillé le cours.

Abréviation/Acronymes

AFD	Agence Française de Développement
AIFM	Association Internationale Forêts Méditerranéennes
BM	Banque Mondiale
CCR	Centre Commun de Recherche (Commission Européenne)
CEE	Comité Exécutif Elargi
CEF	Commission Européenne des Forêts (FAO)
CFFSA	Commission des Forêts et de la Faune Sauvage pour l'Afrique (FAO)
CFPPO	Commission des Forêts et des Parcours pour le Proche-Orient (FAO)
CNULD	Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification
CSFM	Cadre Stratégique pour les Forêts Méditerranéennes
CIHEAM	Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes
COFO	Comité des Forêts (FAO)
EFI	<i>European Forest Institute</i> / Institut Européen de la Forêt
EFIMED	European Forest Institute MEDiterranean regional office
EFFIS	European Forest Fire Information System
EdFM	Etat des Forêts Méditerranéennes
EMUNI	Euro-Mediterranean UNiversity
ENPI	<i>European Neighbourhood and Partnership Instrument</i>
ERDF	European Regional Development Fund
ETP	Equivalent Temps Plein
EUFORGEN	EUropean FORest GENetic resources programme
EUROMED	EURO-MEDiterranean partnership
FAO	Food and Agriculture Organisation
FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial
FIDA	Fond International pour le Développement Agricole
FNUF	Forum des Nations Unies sur les Forêts
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> / Agence de coopération au développement allemande
IML	Institut Méditerranéen du Liège
INRGREF	Institut National de Recherche en Génie Rural, Eaux et Forêts
IUFRO	International Union of Forest Research Organisations
LBA	Legally Binding Agreement
MBI	Market-Based Instrument
MEDFOR	MEDiterranean FORestry and Natural Resources Management
MENA	Middle East and North Africa
OIER	Organisation d'Intégration Economique Régionale
PCFM	Partenariat de Collaboration sur les Forêts Méditerranéennes
PSE	Païement pour Services Environnementaux
REDD	Reducing Emissions from Deforestation and forest Degradation
RGF	Ressource Génétique Forestière
RMFM	Réseau Méditerranéen de Forêt Modèle
SFM	Semaine Forestière Méditerranéenne
TIKA	Turkish International Cooperation and Development Agency
UE	Union Européenne
UPM	Union Pour la Méditerranée
USSE	<i>Unión de Silvicultores del Sur de Europa</i>
WWF	<i>World Wildlife Fund</i>

Préambule

Afin de faciliter la lecture du document mais aussi d'éviter d'éventuelles ambiguïtés, le panel a jugé utile de préciser le sens qu'il donne à certains des termes auxquels il aura fréquemment recours :

Bureau du Comité	Instance du Comité composée du Président et de deux Vice-Présidents élus par le Comité
- Comité - Comité <i>Silva Mediterranea</i> - <i>Silva Mediterranea</i>	Organe statutaire de la FAO composé de membres et constitué de plusieurs instances
Comité Exécutif	Instance du Comité composée du Bureau et des coordonnateurs des organes subsidiaires, responsable de la mise en œuvre du programme de travail pendant l'intersession
Comité Exécutif Elargi	Instance du Comité composée du Comité Exécutif et de représentants de la France et du Maroc, en charge du suivi annuel des programmes des organes subsidiaires
Instances du Comité	Secrétariat, Bureau, Comité Exécutif, Comité Exécutif Elargi et organes subsidiaires
Intersession	Période comprise entre deux sessions formelles du Comité
Membres du Comité	Membres statutaires du Comité à savoir 27 pays et l'Union Européenne (en tant qu'Organisation d'Intégration Economique Régionale)
Organe subsidiaire	Groupe de travail ou réseau de recherche mis en place par le Comité et contribuant à la réalisation de son mandat par l'apport d'informations et conseils
Point focal national	Personne désignée par un pays membre du Comité chargée d'assurer le contact entre ce pays et les instances du Comité pendant l'intersession
Secrétariat du Comité	Instance du Comité composée au minimum d'un secrétaire affecté par la FAO, chargée des tâches de secrétariat

1. Mission d'évaluation

1.1 Termes de référence

Les termes de référence de l'évaluation ont été adoptés lors de la 21^{ème} session du Comité des questions forestières méditerranéennes *Silva Mediterranea* de la FAO qui s'est tenue à Antalya en février 2012 (annexe 1).

En réponse à des questions additionnelles du Département des forêts de la FAO liées en particulier à l'apparition de nouveaux acteurs et initiatives sur la scène forestière méditerranéenne (EFIMED et son réseau, le Partenariat de Collaboration sur les Forêts Méditerranéennes (PCFM), l'Union Pour la Méditerranée (UPM), ...), le panel a élargi son champ d'analyse. En plus de l'examen des travaux et du fonctionnement des six groupes de travail du Comité *Silva Mediterranea* pour la période 2009-2012 qui constituait l'essentiel de son mandat initial, il s'est intéressé à la pertinence des deux nouveaux groupes de travail créés en 2012 mais aussi et surtout au fonctionnement général du Comité au cours de cette période, à sa valeur ajoutée, à son positionnement sur la scène méditerranéenne, à sa couverture des enjeux et enfin à sa durabilité.

En filigrane, le fil rouge du travail est la question de la valeur ajoutée spécifique que le Comité *Silva Mediterranea* apporte ou est susceptible d'apporter à ses membres.

1.2 Méthode de travail

1.2.1 Composition du panel

Le panel indépendant est composé d'experts connaissant bien la région méditerranéenne et ses enjeux :

- Christine FARCY, Université de Louvain, Belgique (Présidente)
- Alain CHAUDRON, Association Internationale Forêts Méditerranéennes, France
- Ameer MOKHTAR, Direction Générale des Forêts, Tunisie
- Placido PLAZA, Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes, Espagne
- Giuseppe SCARASCIA, Université de Tuscia, Italie

Certains ont participé à des activités antérieures du Comité *Silva Mediterranea* tandis que d'autres lui sont extérieurs ce qui permet au panel de disposer à la fois d'une mémoire du processus et d'un recul lui assurant une nécessaire neutralité.

1.2.2 Déroulement

Les travaux ont débuté en janvier 2013. A la demande du Département des forêts de la FAO, le panel lui a présenté un état d'avancement à mi-parcours lors d'une séance de travail organisée le 17 juin 2013 à Rome.

Un premier *draft* a été soumis début novembre à la relecture du Secrétariat du Comité afin de corriger d'éventuelles erreurs factuelles. Un deuxième *draft* a été présenté au Comité Exécutif Elargi (CEE) de *Silva Mediterranea* lors de la session annuelle qui s'est tenue le 4 décembre 2013 à Hammamet en Tunisie ; le panel a pris note des réactions et commentaires exprimés par les membres et observateurs présents et a suggéré la date du 31 décembre 2013 pour l'envoi d'éventuelles remarques additionnelles.

La version définitive du document a été finalisée en janvier 2014. Après traduction en anglais, le rapport final sera présenté à Rome en juin 2014 lors d'une session extraordinaire du Comité organisée en marge du Comité des Forêts (COFO) de la FAO.

1.2.3. Méthodologie

La méthodologie adoptée pour l'évaluation de cet objet complexe qu'est le Comité *Silva Mediterranea* est essentiellement qualitative et s'appuie d'une part sur la triangulation ou le recoupement des informations et d'autre part sur la saturation c'est-à-dire la collecte d'information jusqu'à ce qu'aucun élément neuf significatif ne soit apporté.

Bien que la période de référence de l'évaluation soit 2009-2012, le panel a également pris en considération les éléments et faits marquants de l'année 2013 qui constituent une suite logique, ou sont le produit d'un processus important engagé antérieurement.

Les données et informations proviennent d'analyse de documents souvent disponibles sur le site Internet très riche du Comité (annexe 2), d'un questionnaire adressé aux points focaux nationaux (annexe 3) et d'interviews de coordonnateurs de groupes de travail, de membres de groupes de travail, de fonctionnaires et cadres de la FAO, de points focaux nationaux et d'autres acteurs de la forêt méditerranéenne (annexe 4). Ces rencontres avec le panel complet ou certains de ses membres selon le cas, ont été organisées à Rome du 21 au 24 janvier 2013, lors de la 3^{ème} Semaine Forestière Méditerranéenne (SFM) du 17 au 21 mars 2013 à Tlemcen (Algérie), lors d'une réunion du groupe de travail sur les feux de forêts les 18 et 19 avril 2013 en Slovénie, à l'occasion de la réunion annuelle d'EFIMED à Barcelone les 4 et 5 septembre 2013, et lors des sessions des Commissions des Forêts pour l'Europe (CEF) à Rovaniemi du 9 au 13 décembre 2013 et pour le Proche-Orient (CFFPO) à Amman du 26 au 30 janvier 2014. Des discussions plus informelles avec la présidente ont également eu lieu au gré d'événements ou réunions internationales qui ont jalonné l'année 2013 (réunions européennes à Bruxelles, Conférence FAO sur la forêt et la sécurité alimentaire à Rome, sessions de négociation pour un accord juridiquement contraignant sur les forêts en Europe).

Une séance de brainstorming a été organisée le 24 juillet 2013 à Rome à l'initiative du Département des forêts de la FAO. Elle a réuni des responsables ainsi que les experts de ce Département impliqués dans les groupes de travail du Comité. Elle a permis au panel de tester ou de valider certaines propositions.

Une répartition du travail a été effectuée au sein du panel. Ameer MOKHTAR et Alain CHAUDRON ont plus particulièrement collecté les informations utiles à l'examen des travaux et du fonctionnement des groupes de travail tandis que Placido PLAZA, Giuseppe SCARASCIA et Christine FARCY ont concentré leur attention sur les questions de fonctionnement et de positionnement du Comité. Le texte rédigé par la présidente a été régulièrement soumis à une relecture collégiale.

2. Fonctionnement général du Comité

Après un aperçu de l'histoire du Comité *Silva Mediterranea*, son fonctionnement général actuel sera examiné sous l'angle de son statut, de son mandat, de son fonctionnement interne et de sa gouvernance, ainsi que de son budget.

2.1. Bref historique

L'histoire du Comité remonte au début de XX^{ème} siècle avec le lancement en 1911 d'une association internationale des techniciens intéressés par les questions forestières méditerranéennes qui deviendra en 1922, la Ligue Forestière Méditerranéenne *Silva Mediterranea*. Spécificités de la région et nécessité d'une réponse adaptée constituent les éléments principaux d'un fil rouge qui jalonnent l'histoire du Comité jusqu'à aujourd'hui. L'association qui restera active jusqu'en 1935 traite essentiellement de questions de nature technique et scientifique : choix d'essences, méthodes de traitement et de reboisement, de restauration des pâturages et de lutte contre les feux de forêts.

Après la deuxième guerre mondiale, à la demande des pays, les activités de *Silva Mediterranea* entrent dans le giron de la FAO via la création en 1948 d'un organe statutaire en l'occurrence une sous-Commission rattachée à la Commission Européenne des Forêts. Afin d'être en phase avec l'organisation et les structures internes de la FAO et en particulier avec les six Commissions régionales créées entre 1947 et 1959, la sous-Commission est progressivement placée sous la tutelle conjointe des Commissions forestières concernées (Europe, Afrique et Moyen-Orient). Comme on le verra plus loin, cette évolution n'est pas sans conséquence : le Comité s'ouvre à de nouveaux membres comme l'Iran, le Soudan, le Yémen voire l'Arabie Saoudite et perd en souplesse en raison de la multiplication des organes susceptibles d'agir en interaction.

La figure 1 présente cette chronologie et positionne différentes étapes et événements qui ont jalonné l'histoire du Comité depuis sa création et qui seront évoqués plus loin dans le texte.

2.2. Statut et mandat

2.2.1. Statut

Dans le domaine des forêts, on distingue au sein de la FAO, le Comité des forêts (COFO) qui est l'organe statutaire forestier suprême de la FAO, les six Commissions régionales des forêts¹ ainsi que trois organes statutaires techniques qui sont composés selon le cas de pays et/ou d'experts nommés à titre individuel : le Comité des questions forestières méditerranéennes *Silva Mediterranea*, la Commission Internationale du Peuplier et le Comité Consultatif de la Filière Bois Durable².

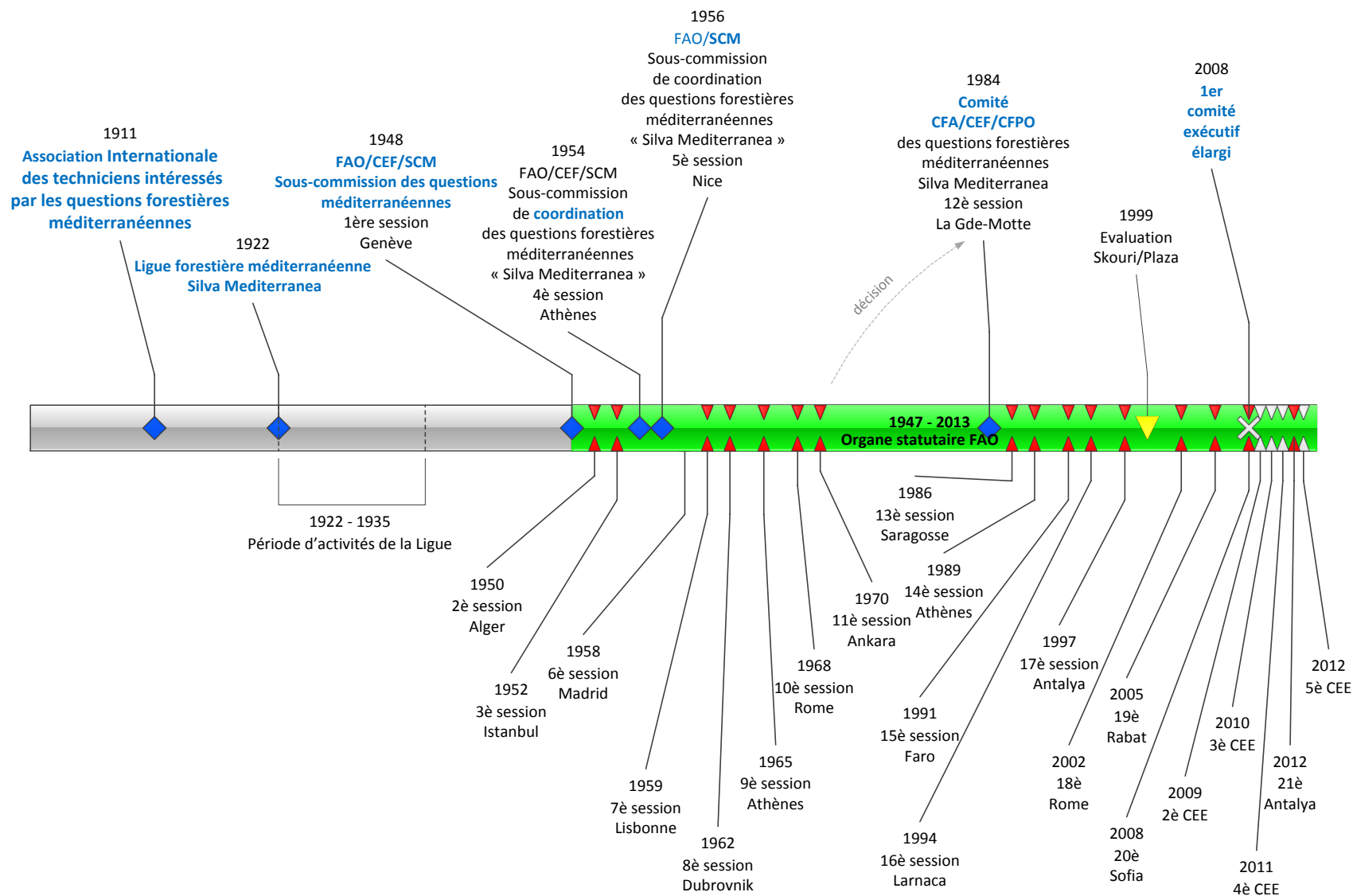
Le Comité *Silva Mediterranea* (formellement Comité CFFSA/CEF/CFPPO des questions forestières méditerranéennes *Silva Mediterranea*) est un organe statutaire technique de la FAO selon l'article 6 de la Constitution de la FAO. Son statut est défini par la résolution 62/59 de la Conférence de la FAO.

Les organes statutaires techniques de la FAO constituent des instances neutres devant permettre un dialogue international susceptible d'appuyer les efforts que font les pays pour se doter de politiques, pratiques et institutions appropriées. Leur tâche est essentiellement d'identifier les problèmes et de donner des avis techniques et politiques à la FAO, à ses membres et à d'autres, selon les circonstances.

¹ Commission des Forêts pour l'Amérique du Nord (CFAN), Commission Européenne des Forêts (CEF), Commission des Forêts et de la Faune Sauvage pour l'Afrique (CFFSA), Commission des Forêts pour l'Asie et le Pacifique (CFAP), Commission des Forêts pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (COFLAC) et Commission des Forêts et des Parcours pour le Proche-Orient (CFPPO)

² www.fao.org/unfao/govbodies/gsb-subject-matter/gsb-forestry/en/

Figure 1 : Aperçu chronologique de l'évolution du Comité *Silva Mediterranea* depuis sa création



2.2.2. Termes de référence

Les termes de référence actuels du Comité *Silva Mediterranea* sont libellés comme suit:

- a) « Réexaminer périodiquement les tendances en matières d'utilisation des terres à vocation forestière, dans la région méditerranéenne, évaluer l'impact des changements affectant les secteurs agricole, industriel et urbain, et fournir en conséquence aux gouvernements des états membres, des conseils sur la réorientation et les améliorations nécessaires pour faire face aux changements ou aux besoins nouveaux. Autrement dit, examiner périodiquement les progrès enregistrés en matière de techniques forestières, dans le cadre du contexte écologique et régional, en vue de mieux évaluer les méthodes d'utilisation des terres forestières ;
- b) Identifier les priorités en matière de recherche forestière dans la région méditerranéenne, définir les projets de recherche d'intérêt commun aux gouvernements des états membres de la région, et recommander au directeur général de la FAO et aux gouvernements membres, l'adoption des mesures nécessaires pour coordonner l'exécution concertée de ces projets par les instituts de recherche de la région ;
- c) Identifier et conduire, en coopération avec les pays membres et avec l'appui des organismes forestiers nationaux appropriés, les études techniques et les enquêtes jugées nécessaires pour aider les gouvernements de la région à l'élaboration des politiques forestières nationales, et pour faciliter la mise en œuvre de ces politiques³ ».

Ce mandat date de 1970 et n'a pas été formellement revu depuis ; dans la pratique, des glissements progressifs se sont néanmoins produits en particulier autour de la composante liée à la recherche. Une révision plus explicite des termes de référence du Comité devrait être entreprise et examinée à la lumière des profondes mutations en cours tant en matière institutionnelle qu'en termes d'enjeux.

2.2.3. Composition

– Membres

Silva Mediterranea est un forum intergouvernemental. Ses membres sont des pays auxquels s'ajoute l'Union Européenne en tant qu'Organisation d'Intégration Economique Régionale (OIER). Le statut de membre suppose la participation au processus de décision.

La particularité du Comité est de s'intéresser à une région implicitement définie par une combinaison de critères historiques, géographiques, climatiques et économiques et d'ainsi se trouver à cheval sur plusieurs Commissions régionales de la FAO :

« Le Comité est ouvert à tous les pays membres des Commissions régionales des forêts de la FAO pour l'Afrique, l'Europe et le Proche-Orient dont les territoires sont situés, en totalité ou en partie, dans le bassin méditerranéen proprement dit, ou dont l'économie, sur le plan des forêts, de l'agriculture ou des pâturages, est intimement associée à celle de la région méditerranéenne⁴ ».

Le Comité est actuellement composé de 28 membres. Le tableau 1 présente leur répartition au sein des trois Commissions forestières régionales concernées.

³ Rapport de la 11^{ème} session de la sous-Commission des questions forestières méditerranéennes « *Silva Mediterranea* » (Ankara)

⁴ Rapport de la 8^{ème} session de la sous-Commission de coordination des questions forestières méditerranéennes (Dubrovnik)

Tableau 1 : Répartition des membres du Comité *Silva Mediterranea* au sein des Commissions forestières régionales de la FAO.

Commission Européenne des Forêts (CEF)	Albanie, Bulgarie, Chypre, Espagne, France, Grèce, Israël, Italie, Malte, Portugal, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Turquie, Union Européenne
Commission des Forêts et de la Faune Sauvage pour l'Afrique (CFFSA)	Algérie, Egypte, Lybie, Maroc, Soudan, Tunisie
Commission des Forêts et des Parcs pour le Proche-Orient (CFPPO)	Algérie, Arabie Saoudite, Chypre, Egypte, Iran, Irak, Jordanie, Liban, Lybie, Maroc, Soudan, Syrie, Tunisie, Turquie, Yémen

Le tableau 1 montre que six pays membres du Comité appartiennent à deux Commissions : les pays situés sur le continent africain faisant également partie du Proche-Orient⁵, la Turquie, ainsi que Chypre qui a rejoint la Commission Européenne des Forêts à la faveur de son adhésion à l'Union Européenne.

Seul forum intergouvernemental s'intéressant aux forêts dans cette région charnière qu'est la Méditerranée, le Comité a occupé pendant des décennies une niche tout à fait spécifique et dispose à ce titre d'une position privilégiée. Le sentiment d'appartenance et d'appropriation est cependant très variable. *Silva Mediterranea* bénéficie auprès de quelques-uns de ses membres d'une certaine image de marque et d'une forme d'attachement sentimental tandis que d'autres membres l'assimilent au Secrétariat ou en ont une image très floue. Certains membres ignorent même qu'ils le sont ; c'est par exemple le cas du Soudan ou de la Jordanie mais aussi de l'Iran, pays qui compte pourtant six millions d'ha de forêts méditerranéennes représentant quelque 55% de la couverture forestière nationale.

– Observateurs

Les termes de référence de *Silva Mediterranea* prévoient la participation de pays non membres du Comité mais aussi d'organisations et d'institutions, aux sessions formelles du Comité et aux travaux des organes subsidiaires. Celle-ci passe par l'octroi du statut d'observateur qui permet d'intervenir dans les discussions ou de soumettre des memoranda ou des déclarations mais n'autorise pas la participation à la prise de décision. On verra par la suite l'ambiguïté de ce statut et la pression croissante des acteurs et du milieu associatif en particulier pour intervenir de façon plus active et décisive au sein du Comité, situation reflétant la mutation actuellement en cours au niveau global avec l'émergence du concept de gouvernance, et que l'on rencontre également dans d'autres comités de la FAO.

On assiste depuis la 20^{ème} session du Comité (2008) à la participation croissante d'observateurs que l'on retrouvera par la suite au sein de Partenariat de Collaboration sur les Forêts Méditerranéennes (PCFM). La proximité du PCFM avec le Comité *Silva Mediterranea* justifie qu'une présentation succincte en soit faite ici afin d'éclairer le lecteur non averti (cf. 6.1.4 pour une présentation plus détaillée). Créé en 2010 autour d'un projet régional mais formellement établi entre la coopération allemande (GIZ) et le Maroc (dénommé dans ce rapport *projet GIZ*), ce partenariat volontaire qui se présente comme une association internationale⁶, regroupe aujourd'hui une quinzaine d'institutions et associations désireuses de coordonner leurs activités dans le but de renforcer les capacités de six pays-cibles qui sont aussi membres de *Silva Mediterranea* : l'Algérie, le Liban, le Maroc, la Syrie, la Tunisie et la Turquie. Son Secrétariat a été confié à l'équipe en charge du Secrétariat de *Silva Mediterranea* afin de faciliter la communication entre les membres du PCFM et les pays membres du Comité visés par cette initiative.

Le Comité *Silva Mediterranea* de la FAO a donc le même secrétaire que la plate-forme temporaire que constitue le PCFM et collabore avec lui de façon étroite mais il s'agit formellement d'entités indépendantes l'une de l'autre comme l'illustre leur logo respectif distinct ; elles diffèrent en termes de statut, de gouvernance, de portée géographique mais aussi de finalité. On verra par la suite que dans la pratique, les choses ne sont pas si claires.

⁵ La définition initiale de l'Afrique par la FAO, limitait celle-ci aux pays situés au sud du fleuve Sénégal

⁶ www.fao.org/forestry/36744-0da0daf97010af0c98cce660f15273b8.pdf

2.2.4. Fonctionnement au sein de la FAO

Les relations entre le Comité *Silva Mediterranea* et les autres organes forestiers de la FAO sont doubles :

- Le lien entre *Silva Mediterranea* et les trois Commissions forestières régionales auxquelles il est rattaché se formalise normalement, lors des sessions bisannuelles de ces Commissions, par la mise à l'ordre du jour d'un point spécifique sur les questions forestières méditerranéennes ;
- Lors du Comité des Forêts (COFO) qui se réunit également tous les deux ans, deux points de l'ordre du jour sont susceptibles d'intégrer les recommandations du Comité : le premier a trait aux décisions et recommandations des organes de la FAO intéressant le COFO et l'autre porte sur les recommandations des Commissions forestières régionales à l'intention de la FAO et en particulier de son programme de travail.

La lecture des rapports des sessions du COFO et des Commissions forestières régionales et la participation aux sessions de la CEF et de la CFPPO, révèlent le caractère ténu, irrégulier et essentiellement informatif de leurs liens avec le Comité *Silva Mediterranea*. On verra par la suite qu'il semble pourtant y avoir des besoins et demandes spécifiques des membres du Comité, qui pourraient, malgré sa complexité apparente, s'inscrire utilement dans la structure informationnelle et décisionnelle de la FAO qui vient d'être très sommairement évoquée.

2.3. Gouvernance et fonctionnement interne

Les éléments principaux du fonctionnement de *Silva Mediterranea* relèvent d'un règlement d'ordre intérieur adopté en 1958 et révisé en 1960 et en 1962⁷. D'autres résultent de décisions prises ponctuellement par le Comité.

2.3.1. Sessions

Le travail du Comité est rythmé par la tenue de sessions formelles qui jusqu'en 2008 étaient bisannuelles ; c'est normalement au cours de ces sessions que des décisions éventuelles sont prises. Les représentants des membres participant aux sessions doivent avoir fait l'objet d'une désignation formelle préalable. Le tableau 2 illustre le niveau de participation des membres aux cinq dernières sessions.

⁷ www.fao.org/unfao/govbodies/gsb-subject-matter/gsb-forestry/detail/en/c/188/

Tableau 2 : Participation des membres aux cinq dernières sessions du Comité *Silva Mediterranea* (en nombre de participants par session et en nombre de participations aux cinq dernières sessions)

Membres	Antalya 1997	Rome 2002	Rabat 2005	Sofia 2008	Antalya 2012	Participation par pays
Arabie saoudite	0	0	0	0	0	0
Slovénie	0	0	0	0	0	0
Syrie	0	0	0	0	0	0
Union Européenne	0	0	0	0	0	0
Yémen	0	0	0	0	0	0
Albanie	0	0	1	0	0	1
Iran	0	1	0	0	0	1
Irak	0	1	0	0	0	1
Jordanie	0	1	0	0	0	1
Libye	0	0	2	0	0	1
Malte	1	0	0	0	0	1
Roumanie	0	0	1	0	0	1
Serbie ⁸	-	-	-	3	0	1
Egypte	1	1	0	0	0	2
Israël	0	0	0	1	1	2
Soudan	1	0	1	0	0	2
Liban	0	1	2	0	2	3
Tunisie	3	1	0	0	1	3
Algérie	0	1	1	1	1	4
Bulgarie	0	2	1	1	1	4
Espagne	0	3	1	1	1	4
Grèce	1	3	0	1	1*	4
Turquie	15	2	0	1	3	4
Chypre	1	2	1	1	1	5
France	3	2	3	1	1	5
Italie	3	7	2	4	3	5
Maroc	1	1	4	1	1*	5
Portugal	4	2	2	1	1	5
Nombre de membres par session	11	16	13	12	13	

* : La Grèce et le Maroc ont dû annuler *in extremis* leur participation à la session de 2012 en raison de conditions climatiques ou de contraintes nationales exceptionnelles. Leur participation a cependant été prise en compte dans le tableau.

Lors des cinq dernières sessions, à l'exception de la session de 2002 à Rome, moins de la moitié des membres étaient présents. Quatorze membres sur vingt-huit n'ont participé qu'à une session ou n'ont participé à aucune des cinq dernières sessions du Comité. Ces membres sont également généralement absents des événements phares organisés par le Comité et ses partenaires comme les semaines forestières méditerranéennes ; parmi eux certains ignorent qu'ils sont membres du Comité. On retrouve dans ce groupe de pays plus en retrait l'Albanie, la Jordanie ou la Lybie mais aussi cinq pays non riverains de la Méditerranée à savoir les deux pays de la péninsule arabique, l'Irak, l'Iran et la Roumanie. On y trouve aussi l'Union Européenne ce qui peut s'expliquer par l'absence d'interlocuteur unique pour les questions forestières en général et a fortiori méditerranéenne dans cette institution où la thématique forestière qui n'est pas une compétence exclusive se voit fragmentée et éclatée au sein de différents services spécialisés.

⁸ 2003 : Communauté d'États Serbie-et-Monténégro – 2006 : Indépendance de la Serbie

Le Comité peut compter sur une douzaine de pays parmi lesquels certains très actifs et présents et ce depuis de nombreuses années ; quelques-uns sont cependant plus silencieux ou plus irréguliers ces derniers temps en raison des crises de différentes natures qui affectent la région. Notons enfin que quelques pays se disent intéressés par le Comité mais ne disposent que de rares ressources humaines et qu'ils se voient dans l'obligation de les affecter aux dossiers prioritaires comme par exemple l'intégration à l'Union Européenne dans le cas de la Croatie.

Le niveau des participants aux sessions est hétérogène et irrégulier. C'est ainsi que l'examen de la liste des participants de la session de 2012 montre que quelques pays sont représentés par un membre d'un groupe de travail voire par le coordonnateur d'un groupe de travail qui en l'occurrence ne fait pas partie du Ministère en charge des forêts. On constate également que seule une toute petite minorité de pays est représentée par des dirigeants de haut niveau c'est-à-dire en capacité de prendre des décisions ; il s'agit en fait pour l'essentiel des deux pays se passant le flambeau de la présidence du Comité. Cette observation devrait être utilement mise en parallèle avec une des composantes du mandat du Comité à savoir la mobilisation du niveau politique.

La plupart des observateurs présents lors de la dernière session du Comité (Antalya 2012) sont aujourd'hui des membres du Partenariat de Collaboration sur les Forêts Méditerranéennes (PCFM).

2.3.2. Bureau et Comité Exécutif

Au cours de son histoire, *Silva Mediterranea* est passé par plusieurs phases récurrentes de questionnement et d'interrogation sur son avenir voire sa survie. S'il a montré une réelle capacité d'adaptation, il a aussi souvent cherché des modalités de fonctionnement plus efficaces voire plus pertinentes ; évolution des tutelles, glissement du mandat, cohabitation entre membres actifs et membres en latence, transition entre des présidences aux personnalités voire projets différents, présence plus ou moins forte du Secrétariat, difficulté d'entretenir l'intérêt au gré de périodes de plus ou moins grande activité ou actualité méditerranéenne sont autant de facteurs qui ont régulièrement mis à l'épreuve la résilience du Comité.

Silva Mediterranea s'est longtemps appuyé sur un Bureau et un Comité Exécutif. Actuellement, le Bureau est constitué à l'issue de chaque session lors de la désignation d'un Président et de deux Vice-Présidents. Le Bureau ainsi formé est en principe actif jusqu'à la session suivante. Il constitue, avec les responsables/coordonnateurs des réseaux ou groupes de travail qui seront exposés au point 2.3.4, le Comité Exécutif qui est censé agir au nom du Comité pendant l'intersession et se charger de la mise en œuvre du programme de travail.

En 2008, deux décisions ont été prises afin de tenter de résoudre la difficile équation d'une cohabitation entre des pays présents et actifs et des pays plus silencieux voire régulièrement absents :

- Le rythme des sessions du Comité qui jusque-là était bisannuel est passé à 4 ans ;
- Un Comité Exécutif Elargi (CEE) se réunissant annuellement a été créé ; il est composé des membres du Comité Exécutif et de représentants de la France et du Maroc.

Concernant la première décision, indépendamment d'autres considérations, on note que le rythme choisi est atypique et qu'il diffère de celui des Commissions régionales et du COFO ce qui aurait pu avoir contribué à déconnecter et isoler le Comité des autres organes de la FAO.

La deuxième décision a permis de créer une mobilisation autour de la thématique des forêts méditerranéennes en s'appuyant sur les forces vives et d'engendrer une nouvelle dynamique très utile et importante au cours de la phase récente de sortie de dormance du Comité.

Ses implications ne sont cependant pas anodines. En effet, depuis la création du Partenariat de Collaboration sur les Forêts Méditerranéennes (PCFM) en 2010, les réunions annuelles du CEE et du Comité de pilotage du PCFM se déroulent au même endroit, aux mêmes dates et en présence des mêmes personnes. Cette situation, au même titre que leur ordre du jour respectif se faisant écho, peut avoir généré et contribué à entretenir une certaine confusion quant au rôle de chacun, même si elles se justifient en terme budgétaire pour éviter la multiplication des dépenses et des réunions régionales sur les forêts méditerranéennes. Pour la plupart des membres et partenaires rencontrés, une confusion de ce type est en effet actuellement palpable, à laquelle pour certains, sont indubitablement associées une perception de manque de transparence et une image de fonctionnement en club fermé.

On assiste aussi à un tournant puisqu'un fonctionnement à deux vitesses du Comité est ainsi entériné qui marginalise de fait une série de membres ne faisant partie ni du CEE ni du PCFM parmi lesquels on trouve des pays forestiers aussi emblématiques que l'Espagne, l'Italie ou l'Iran. On observe également une forme d'estompement de la norme quant au statut des observateurs avec, comme on le verra en détail à la section 3, une immixtion croissante de certains d'entre eux dans des fonctions statutairement réservées aux membres.

On peut donc légitimement se demander si les deux décisions de 2008 ont bien renforcé le Comité ou si, conjuguées à d'autres facteurs, elles n'ont pas contribué à son affaiblissement structurel progressif. Sur la question de la composition du Comité qui était à l'origine de ces décisions, on peut en définitive considérer que la présence de membres inactifs ne pose pas de problèmes majeurs ; l'absence de certains membres clés est en revanche beaucoup plus problématique.

2.3.3. Points focaux nationaux

Pour animer le réseau, assurer la diffusion des informations entre les instances du Comité et ses membres et contribuer au bon fonctionnement interne du Comité, il est prévu de recourir à un réseau constitué de points focaux nationaux nommés par leur pays et généralement attachés à l'administration forestière ; la liste des points focaux nationaux est disponible sur le site Internet du Comité.

Dans la pratique, ce relais semble peu stimulé et peu sollicité mais aussi peu actif et peu réactif ; la percolation interne des informations s'en trouve fragilisée et s'avère *in fine* très insuffisante. C'est ainsi que seuls trois pays en l'occurrence l'Espagne, la France et l'Italie, ont répondu au questionnaire envoyé par le panel d'évaluation à tous les points focaux nationaux de *Silva Mediterranea* (annexe 3). Pourquoi un taux de réponse si faible ?

- La liste des points focaux nationaux est incomplète et en partie obsolète ;
- Certains pays ont manifestement complètement « décroché » ; ils sont dans l'incapacité de répondre utilement au questionnaire ou, ignorant être membres, ne se sentent pas concernés ;
- Certains points focaux nationaux n'ont pas été en mesure de répondre au questionnaire à cause d'une vision très partielle des activités du Comité, celle du groupe de travail qu'ils coordonnent ou auquel un de leurs représentants participe ;
- Certains points focaux nationaux entrés en fonction après la création du PCFM ont une vision fragmentaire voire floue du champ d'action du Comité *Silva Mediterranea* et du rôle du Secrétariat au point d'assimiler les deux.

Les réponses de l'Italie et de l'Espagne qui ne font partie ni du CEE ni du PCFM peuvent quant à elles être interprétées comme la volonté de montrer leur présence et de marquer leur intérêt malgré une certaine distanciation dans la pratique.

Des efforts importants ont été déployés par le Secrétariat du Comité en termes de communication : *Newsletter*, site Internet. Ces outils contribuent indéniablement à une diffusion des acquis du Comité bien

qu'une meilleure distinction pourrait être faite entre les contributions respectives des différents partenaires de *Silva Mediterranea* et celles qui sont lui spécifiques. Un canal de diffusion comme la *Newsletter* est cependant unidirectionnel, formaté et linéaire et ne remplace pas le recours à un réseau de personnes assurant un relais dynamique et adapté entre les instances de *Silva Mediterranea* et ses membres. Si cette tâche devient de plus en plus complexe au niveau national en raison de la multiplication des secteurs et thématiques en jeu ainsi que des parties prenantes impliquées, elle n'en reste pas moins essentielle au bon fonctionnement d'un comité dont l'ambition est la coopération régionale. La mise en œuvre d'une animation spécifique et structurée s'avère en l'occurrence un passage obligé à court terme.

2.3.4. Organes subsidiaires

Les règles de fonctionnement de la FAO prévoient que les organes statutaires comme *Silva Mediterranea* puissent mettre en place des organes subsidiaires ; ceux-ci ne disposent pas de pouvoir de décision qui reste une prérogative du Comité, mais contribuent à l'accomplissement de son mandat en lui apportant information, support et conseil.

Les organes subsidiaires de *Silva Mediterranea* disposent de l'intervalle entre deux sessions pour progresser dans des activités dont ils rendent compte lors des sessions du Comité ou du Comité Exécutif récemment élargi. D'après les règles de procédure du Comité qui s'inscrivent dans la logique de fonctionnement d'une organisation dont les membres sont essentiellement des Etats, ses organes subsidiaires ne peuvent être composés que de représentants des pays membres, et le responsable/coordonnateur se doit d'être élu par ses pairs. Signalons que ces règles de composition sont plus restrictives que celles prévalant pour la maison mère puisque la FAO prévoit la possibilité que des experts intervenant à titre individuel soient membres des organes subsidiaires. Rappelons encore que les règles du Comité prévoient que des observateurs puissent intervenir dans les débats et les travaux des organes subsidiaires.

Au cours de son histoire, *Silva Mediterranea* a vécu des périodes intenses et d'autres plus discrètes. Il a eu l'occasion de « tester » différentes modalités de mise en œuvre de son programme de travail :

- Le Comité s'est régulièrement appuyé sur des groupes de travail, permanents ou *ad hoc*, ou des réseaux de recherche thématiques ; forêts et bassins versants, économie des arbres et arbustes fourragers, aménagement anti-incendie, espèces à usages multiples, peuplements semenciers résineux, cèdre, pin pignon, chêne liège sont quelques-unes des thématiques abordées. Certaines questions posées lors des premiers travaux du Comité comme celle des limites de la région méditerranéenne restent d'ailleurs partiellement d'actualité ;
- Le Comité a alterné des périodes d'intérêt pour des questions techniques et scientifiques avec des phases de soutien plus marqué à des projets ou programmes plus politiques comme par exemple : (1) dans les années 60 avec le Projet de Développement Méditerranéen de la FAO dont l'apparition « marque la transition entre deux périodes d'activités de la sous-Commission : la période de l'étude de la forêt en tant que milieu naturel, et la période de la conception du rôle de la forêt en tant que moyen de développement régional⁹ », ou (2) en 1994 quand le Comité a plutôt l'intention de s'orienter vers un forum intergouvernemental pour la coordination, le suivi et l'orientation du Programme d'Action des Forêts Méditerranéennes.

L'évaluation de *Silva Mediterranea* réalisée par SKOURI et PLAZA en 1999-2000 a entre autres choses suggéré que soit mis sur pied un ensemble de groupes de travail plus souples et plus dynamiques en lieu et place des réseaux de recherche existants. Cette recommandation qui envisageait également l'identification

⁹ Rapport final de la 8^{ème} session de la sous-Commission de coordination des questions forestières méditerranéennes « *Silva Mediterranea* » FAO/SCM/62 (39)

de coordonnateurs et la constitution de programmes de travail spécifiques, s'inscrivait dans la foulée du constat d'un fonctionnement irrégulier, peu structuré et peu efficace des réseaux de recherche et de la nécessité de dépasser le seul cadre de la recherche. Sans prétendre pour autant à un lien de cause à effet, cette recommandation peut être à présent mise en parallèle avec l'apparition d'EFIMED quelques années plus tard ; c'est en 2007 en effet qu'est mise sur pied cette antenne régionale du *European Forest Institute* (EFI) dédiée à la recherche forestière méditerranéenne (cf. 6.1.2.)

Pour la période 2009-2012, le Comité a entériné la constitution ou la poursuite des activités de six groupes de travail dont les thématiques sont respectivement les feux de forêts (GT1), le chêne liège (GT2), le développement durable (GT3), les ressources génétiques forestières (GT4), le changement climatique (GT5) et les mécanismes de financement durable (GT6). En 2012, deux groupes supplémentaires ont été ajoutés : un groupe sur la restauration en zone aride et un autre sur les forêts urbaines et périurbaines. Le groupe chêne liège a par ailleurs été étendu à l'ensemble des produits forestiers non ligneux.

L'examen de la composition, du fonctionnement et du positionnement des groupes de travail fait l'objet d'une section spécifique (point 3). Notons cependant que ces organes subsidiaires jouent un rôle central puisque, en particulier pour la période qui nous intéresse, le programme de travail du Comité est en réalité constitué exclusivement de la somme de leurs programmes de travail

2.3.5. Secrétariat

Le Secrétariat du Comité est assuré par le Département des forêts de la FAO. Il intervient à la demande du Comité mais dispose en réalité d'une certaine marge de manœuvre.

Depuis novembre 2009 et après une période d'activités plus discrètes où il était assuré à temps partiel (15-20%) par le fonctionnaire¹⁰ forestier en charge des zones arides, le Secrétariat est pris en charge à temps plein par Christophe BESACIER, fonctionnaire français mis à disposition de la FAO, avec un soutien du fonctionnaire forestier en charge des zones arides. L'affectation d'une personne à temps plein, déjà jugée essentielle lors de l'évaluation de SKOURI et PLAZA en 1999-2000, semble plus que jamais indispensable vu l'évolution des enjeux et le nombre important et grandissant de tâches confiées au Secrétariat du Comité comme par exemple la double casquette du Secrétariat du Comité et du PCFM. La présence de Christophe Besacier à la FAO est prévue jusqu'en novembre 2014. Sa prolongation ou son remplacement par un ETP est unanimement jugée essentielle à la pérennité et à la durabilité du Comité.

Depuis cette mise à disposition, le Secrétariat a contribué à une redynamisation généralement très appréciée de la thématique et de l'actualité de la forêt méditerranéenne ainsi qu'à une mobilisation importante de nouveaux financements directs et indirects en particulier via le PCFM. Il a été très actif dans plusieurs groupes de travail du Comité, il a été un rouage important dans l'organisation d'événements phares comme les semaines forestières méditerranéennes (2010, 2011, 2013) et un moteur essentiel pour la production récente (2013) de deux documents de référence : l'Etat des Forêts Méditerranéennes (EdFM) et le Cadre Stratégique pour les Forêts Méditerranéennes (CSFM).

Ce regain d'activité était certainement essentiel pour faire revivre un Comité trop souvent sujet à des phases de léthargie. Il semble cependant qu'il aurait été judicieux et pertinent que le Comité demande au Secrétariat de consacrer plus d'énergie et un espace plus important à une réelle (ré)appropriation du Comité par ses membres ainsi qu'à des actions susceptibles d'assurer une coordination interne efficace. Une plus grande clarté aurait également pu être accordée à la répartition des rôles et responsabilités entre le Comité et ses partenaires, en particulier ceux du PCFM ; la structure et l'organisation du site Internet du Comité voire de sa *Newsletter* illustrent cette situation de façon particulièrement parlante.

¹⁰ Le terme anglais *Officer* a été traduit par *fonctionnaire*

Dans le même ordre d'idée, une attention toute particulière devrait aussi être apportée à la qualité et à l'efficacité du tandem Présidence/Secrétariat. Une description plus claire de leurs rôles respectifs pourrait contribuer à une meilleure articulation et une plus grande complémentarité de leurs activités. Une clarification supplémentaire tant du programme de travail du Comité que du rôle de la Présidence et du Secrétariat semble par ailleurs utile quand le pays qui préside le Comité est aussi un des bénéficiaires du PCFM avec lequel pour rappel, le Comité partage le secrétariat.

2.4. Budget

Le Comité ne bénéficie d'aucun type de contributions systématiques et obligatoires de ses membres. Les frais de participation des représentants des membres, de leurs suppléants et conseillers aux activités du Comité (session, réunions et groupes de travail) sont à charge des gouvernements ou organisations respectives. Seuls les experts invités à titre personnel sont pris en charge par le budget du Comité. Au cours de la période récente dont un des objectifs était de redynamiser le Comité, une prise en charge de certains coordonnateurs de groupes de travail et représentants de pays a semble-t-il été effectuée afin de garantir une participation suffisante lors de certains événements.

La précarité des ressources humaines et financières du Comité et de son Secrétariat est réelle et sa dépendance vis-à-vis de la France pour assurer le secrétariat l'est tout autant. Pour la période 2009-2012, le budget dégagé pour assurer le fonctionnement du Secrétariat du Comité est le suivant (tableau 3).

Tableau 3 : Budget alloué pour le secrétariat du Comité *Silva Mediterranea* (2009-2012)

2009	FAO Budget régulier	25 000 USD
		Bureau + moyens de travail + temps fonctionnaire forestier zones arides : Nora Berrahmouni
	France	4 mois Christophe Besacier
2010	FAO Budget régulier	25 000 à 35 000 USD
		Bureau + moyens de travail+ temps fonctionnaire forestier zones arides : Nora Berrahmouni
	France	12 mois Christophe Besacier
		33 000 USD (<i>trust fund</i>)
2011	FAO Budget régulier	30 000 à 40 000 USD
		Bureau + moyens de travail + temps fonctionnaire forestier zones arides : Nora Berrahmouni
	France	12 mois Christophe Besacier
2012	FAO Budget régulier	40 000 USD
		Bureau + moyens de travail+ temps fonctionnaire forestier zones arides : Nora Berrahmouni
	France	12 mois Christophe Besacier
		35 000 USD (<i>trust fund</i>)

Ce budget étant largement insuffisant pour couvrir ses activités, le Comité se voit contraint de trouver des compléments et en l'absence de mécanisme de financement euro-méditerranéen, le Secrétariat s'est vu obligé de jouer un rôle d'ensembliser entre plusieurs sources de financement. Le recouvrement des activités des groupes de travail du Comité avec celles de membres du PCFM comme on le verra en détail au point 3, empêche cependant d'avoir une vision claire de la situation.

C'est ainsi que sont venues s'ajouter des contributions en nature du CIHEAM, du CCR/EFFIS, de l'Italie et de l'Espagne, des contributions plus spécifiques de pays comme l'Italie, la Grèce ou Chypre pour organiser des ateliers, ou de la Turquie, de la France et de l'Algérie pour accueillir les semaines forestières méditerranéennes et plus récemment des contributions françaises à la réalisation, la traduction et l'édition de l'Etat des Forêts Méditerranéennes et du Cadre Stratégique pour les Forêts Méditerranéennes.

L'acceptation début 2013 d'un projet européen de mise en réseau de chercheurs (Action COST) a permis d' étoffer ces contributions d'environ 150.000 euros par an pendant 4 ans.

L'Allemagne et la France constituent par ailleurs deux bailleurs de fond importants sur la scène forestière méditerranéenne dans le cadre de deux projets du PCFM respectivement intitulés dans ce rapport *projet GIZ* et *projet FFEM*¹¹.

Avant d'aller plus avant dans l'analyse des questions budgétaires, il est évidemment utile de se pencher sur le fonctionnement des groupes de travail (point 3). La problématique de la durabilité du Comité dans sa composante financière sera examinée de façon spécifique au point 5.

2.5. Discussion

Seul forum intergouvernemental consacré aux questions forestières dans la région et ce depuis plusieurs décennies, le Comité est aussi longtemps resté l'acteur principal de la coopération régionale sur la scène forestière méditerranéenne y compris en matière de recherche.

Organe statutaire de la FAO depuis 1948, il a joué sa partition de façon assez autonome et n'a semble-t-il pas jugé utile de recourir aux leviers que peuvent constituer les Commissions forestières régionales ou le COFO pour atteindre d'autres sphères de décision.

Depuis quelques années, une dynamique nouvelle a été insufflée par de nouveaux acteurs, partenaires et bailleurs de fond. Regroupés en particulier au sein du PCFM ou sous la houlette d'EFIMED, ils ont contribué à donner une visibilité accrue aux questions forestières méditerranéennes et à mobiliser de nouvelles ressources, ce dont le Comité a indéniablement bénéficié.

Composé statutairement de 28 membres à savoir 27 pays et l'Union Européenne, *Silva Mediterranea* peut réellement compter sur un noyau d'une douzaine de pays qui constitue le moteur effectif de la coopération régionale en la matière. Certaines décisions récentes (session tous les 4 ans et création d'un Comité Exécutif Elargi) ont cependant entériné un fonctionnement à deux vitesses qui marginalise certains pays-clé ce qui apparaît beaucoup plus préjudiciable que de devoir cohabiter avec des pays inactifs.

Combinées à un fonctionnement interne déficient et peu fluide, à une faible appropriation par les membres et à une dynamique d'émergence de nouveaux acteurs et bailleurs de fond, ces décisions ont vraisemblablement contribué à affaiblir structurellement le Comité voire à le mettre en péril. Le Comité est passé par plusieurs phases de léthargie au cours de son histoire, mais le risque de le voir s'assoupir à nouveau pour longtemps voire de disparaître n'a jamais été aussi grand qu'aujourd'hui. Après avoir vu s'installer EFIMED dans le domaine de la recherche forestière méditerranéenne, *Silva Mediterranea* semble à présent s'être petit à petit dilué dans la plate-forme temporaire que constitue le Partenariat de Collaboration sur les Forêts Méditerranéennes à l'émergence duquel il a pourtant contribué directement, au point qu'on assiste à un estompement de la norme, à un déplacement du centre de gravité et à une inversion progressive de la gouvernance entre les deux. En l'absence de termes de référence spécifiques, clairs et (ré)actualisés, les frontières entre le Comité *Silva Mediterranea* de la FAO et le PCFM qui se partagent par ailleurs le même secrétaire, sont de plus en plus floues et confuses. Cette dilution progressive tient aussi à la précarité des ressources propres du Comité *Silva Mediterranea* mais surtout à la difficulté concomitante qu'il semble éprouver à s'inscrire dans une mobilisation continue et suivie du niveau des décideurs, mobilisation qui constitue pourtant une spécificité implicite de son mandat.

¹¹ Projet GIZ (2010-2015) : 7,5M€ (4M€ en 2010 et 3,5M€ en 2012) : « Adaptation au changement climatique des conditions cadres de la politique forestière dans la région MENA » ; projet FFEM (2011-2015) : 2,65M€ en 2011 : « Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux »

3. Revue du positionnement des groupes de travail

3.1. Introduction

Comme indiqué en introduction, le mandat initial du panel se focalisait sur l'évaluation des six groupes de travail de *Silva Mediterranea* au cours de la période 2009-2012. Le centre de gravité de l'étude s'étant orienté vers des questions de fonctionnement et de positionnement, c'est également spécifiquement par ces prismes que les groupes de travail ont été examinés.

Le présent chapitre ne constitue donc pas une évaluation de l'activité et de la production des différents groupes de travail mais une analyse devant permettre de mettre en lumière et de comprendre les mécanismes inhérents au positionnement des groupes de travail du Comité vis-à-vis des autres acteurs. Le lecteur intéressé trouvera toutefois en annexe 5, un descriptif des activités engagées par chacun des groupes de travail du Comité au cours de la période de référence ainsi que la description des principaux résultats obtenus en fin de période ; il pourra également se référer aux six notes de synthèse rédigées par le Secrétariat à l'occasion de la session d'Antalya en 2012¹².

Ce parti pris du panel résulte de son souhait d'être en mesure de fournir au Comité, à ses membres et à la FAO les enseignements et recommandations les plus constructives et les plus utiles possibles. Il s'inscrit par ailleurs d'une part dans la logique du diagnostic posé dans la section précédente soit un fonctionnement insuffisamment fluide du Comité et en particulier de son réseau de points focaux et d'autre part dans la foulée des constats tirés des premières interviews réalisées à savoir une grande hétérogénéité des groupes de travail et surtout un problème de positionnement de la plupart d'entre eux vis-à-vis d'autres acteurs et/ou partenaires de la forêt méditerranéenne. Le premier point rend illusoire la perspective d'une réelle évaluation de l'activité des groupes de travail en termes d'efficacité ou d'impacts. Le second implique qu'un regard prudent soit posé sur le bilan des différents groupes de travail, la paternité des initiatives et des actions étant souvent difficiles à établir.

Précisons que le panel a également pris le parti de n'analyser que ce qui relève spécifiquement du Comité *Silva Mediterranea* ; il a en effet jugé qu'une analyse fouillée de ce qui résulte par exemple de dynamiques propres au Partenariat de Collaboration sur les Forêts Méditerranéennes, dépassait la portée de son mandat et ses capacités d'action.

Ajoutons que l'analyse s'intéresse surtout aux groupes de travail tels qu'ils ont réellement fonctionné, indépendamment de leurs intentions initiales ; ce point est important quand on sait que la composition de plusieurs groupes a évolué au cours de la période et que plusieurs programmes de travail ont subi des modifications, certains s'étant ajustés/connectés *a posteriori* à des projets ou composantes de projets apparus dans l'intervalle, d'autres ayant sensiblement changé de cap.

Précisons enfin que les questions de pertinence et d'adéquation des thématiques abordées par les groupes de travail avec les enjeux actuels et futurs, y compris pour les deux nouveaux groupes créés en 2012, sont traitées dans une autre section (point 7).

Pour finir, rappelons le fil rouge général de ce travail à savoir la valeur ajoutée spécifique que le Comité apporte ou est susceptible d'apporter à ses membres qui sont pour rappel, à l'exception de l'Union Européenne, des gouvernements avec, en filigrane, les questions des raisons de son éventuel maintien sur la scène méditerranéenne et du créneau sur lequel il est susceptible de se (re)positionner.

¹² www.fao.org/forestry/silvamed/4911/en/

3.2. Cadre général de fonctionnement

L'analyse s'intéressera aux types de groupe de travail, aux modalités de coordination et de composition des groupes, à l'implication de la FAO, au champ d'action des groupes et aux recouvrements éventuels avec d'autres initiatives ou projets, à leur financement et à leur valeur ajoutée.

Elle s'appuiera sur un fonctionnement de référence en l'occurrence celui fixé lors de la 18^{ème} session du Comité qui s'est tenue à Rome en 2002 et qui s'inscrit dans le respect des règles internes présentées au point 2.3.4.

Ce cadre prévoit que chaque groupe soit composé de membres du Comité et coordonné par l'un d'entre eux ; un coordonnateur est donc nommé par son pays et est en conséquence susceptible de pouvoir bénéficier du soutien de celui-ci. Les groupes peuvent compter sur l'aide du Secrétariat et de fonctionnaires de la FAO en charge des thématiques considérées. Le cadre général prévoit également que les moyens financiers des groupes de travail soient ceux qu'ils auront réussi à mobiliser. Les groupes se doivent de fixer des objectifs généraux et d'opérer sur base d'un programme de travail de 4 ans correspondant à la durée de l'intersession, programme de travail qui est essentiellement libellé en termes d'activités. Les différents programmes de travail doivent être élaborés par les coordonnateurs et soumis à l'approbation du Comité. Il est enfin prévu que les groupes rendent compte de leurs activités lors des sessions du Comité, le Secrétariat étant chargé de diffuser les informations pertinentes aux pays membres et de réceptionner leurs besoins et *feedbacks* via le réseau de points focaux nationaux.

3.3. Groupe de travail 1 : « feux de forêts »

Type de groupe de travail	Le groupe de travail « feux de forêts » est axé sur la coordination et la coopération régionale et transfrontalière tout en intégrant des aspects de formation.
Coordination et composition	<p>Alors que tous les autres coordonnateurs sont identifiés à des personnes ou des institutions, le coordonnateur du groupe « feux de forêts » est identifié à une fonction, en l'occurrence le responsable de la thématique au ministère espagnol. Il bénéficie donc en théorie d'un soutien direct implicite de son pays.</p> <p>Le groupe « feux de forêts » est également le seul groupe à s'appuyer sur un réseau de points focaux nationaux clairement identifiés et nommés par leur pays respectif. Ce réseau est actuellement constitué de représentants de 12¹³ membres sur les 28 que compte le Comité ; ces représentants se connaissent, se rencontrent au sein des différentes instances internationales traitant des feux de forêts¹⁴ et ont l'habitude de travailler ensemble en bilatéral ou en multilatéral.</p> <p>Signalons que des demandes spécifiques de soutien ont été adressées à la FAO par certains pays membres inactifs de <i>Silva Mediterranea</i> ou ignorant être membres, lors de la dernière session de la CFPPO.</p>
Implication de la FAO	<p>Le groupe a bénéficié d'un soutien actif et intense tant du Secrétariat du Comité que du fonctionnaire en charge des feux au Département des forêts. Ce dernier a assuré la coordination avec les autres instances internationales traitant du sujet et fait le lien avec le programme de travail que la FAO développe autour de cette thématique en particulier : (1) les lignes directrices volontaires pour la gestion des feux parues en 2006 et visant à aider les pays à développer une approche intégrée de gestion des feux ; et (2) l'Alliance pour la gestion des incendies mise sur pied dans le but de stimuler une gestion améliorée des feux et de réduire les dommages provenant des incendies dans le monde entier. Signalons cependant que lors des récentes sessions des commissions forestières régionales (CEF, CFPPO), aucune mention de la contribution du Comité n'a pas été faite par la FAO lors de la présentation de ses actions globales.</p>

¹³ Algérie, Bulgarie, Chypre, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Maroc, Portugal, Tunisie, Turquie

¹⁴ Global Wildland Fire Network; Informal working group of forest fire prevention experts (EU); UN-ECE/FAO Team of specialists on Forest Fires; United Nations Office for Disaster Risk Reduction;

<p>Champ d'action et recouvrement avec d'autres initiatives/projets</p>	<p>Au cours de la période, le principal objectif du groupe de travail était d'animer et de faciliter les échanges d'information et d'expérience en matière de lutte contre les incendies de forêts dans le bassin méditerranéen avec un focus particulier sur la question de la prévention, y compris via l'organisation de formation.</p> <p>Sa principale réalisation est une contribution à l'intégration de pays du Comité¹⁵ au European Forest Fire Information System (EFFIS)¹⁶ dont la coordination est assurée par le Centre Commun de Recherche (CCR) et la Direction Générale de l'Environnement de la Commission Européenne (CE). Le groupe de travail de <i>Silva Mediterranea</i> n'a pas contribué seul à ce processus puisque la thématique est également à l'agenda du projet GIZ qui est dédié au changement climatique; une page spécifique du site Internet de ce projet est d'ailleurs consacrée aux feux de forêts¹⁷ et répertorie les activités organisées sur cette thématique parmi lesquelles figure l'extension de EFFIS aux pays MENA bénéficiaires du PCFM. Il est intéressant de noter que les pays membres de <i>Silva Mediterranea</i> qui ont rejoint EFFIS sont tous bénéficiaires du PCFM alors que d'autres qui ne le sont pas ont demandé à la FAO lors de la dernière session de la CFPPO qui s'est tenue en janvier 2014, qu'elle leur apporte son soutien en matière de lutte contre les feux de forêt.</p> <p>Avec cette intégration à EFFIS, les pays bénéficiaires ont aussi rejoint le EU Expert Group on Forest Fires de la Commission Européenne qui lui est adossé ; ce groupe se réunit tous les six mois et soutient des initiatives comme la mise en œuvre des lignes directrices volontaires de gestion des feux développées sous la tutelle de la FAO voire les engagements pris dans ce domaine par Forest Europe au niveau pan européen. Il permet également la publication annuelle de la situation des feux de forêts après chaque campagne. Signalons que la FAO participe activement aux réunions de ce groupe.</p> <p>Alors que le processus d'intégration se poursuit avec l'arrivée prochaine d'Israël, la coordination espagnole et le groupe de travail de <i>Silva Mediterranea</i> sont à la recherche d'un nouveau souffle qui devrait permettre de définir les nouveaux axes ou orientations d'une coopération régionale indépendamment de la dynamique EFFIS et de l'apport géographiquement circonscrit du PCFM. La question du rôle spécifique que le groupe de travail pourrait/devrait jouer dans le futur à l'échelle régionale est donc posée, celle de la pertinence de la thématique pour les pays membres du Comité ne semblant pas devoir être remise en question à l'heure où une augmentation de la fréquence et de l'intensité des feux est attendue en raison du changement climatique.</p>
	<p>Apport spécifique du Comité</p>
	<p>Le rôle spécifique du Comité, via son Secrétariat, a été de contribuer à donner une impulsion et une direction en l'occurrence celle de rejoindre un réseau plus spécialisé, plus performant et doté de ressources humaines et financières. Il a contribué à l'identification d'une plateforme et soutenu l'adhésion de certains pays membres.</p>

¹⁵ Algérie, Liban, Maroc, Syrie et Tunisie

¹⁶ <http://forest.jrc.ec.europa.eu/effis/>: "The European Forest Fire Information System (EFFIS) supports the services in charge of the protection of forests against fires in the EU countries and provides the European Commission services and the European Parliament with updated and reliable information on wildland fires in Europe".

¹⁷ www.giz-cpmf.org/thematic-issues/climate-change-adaptation/forest-fires-prevention/

Ressources/financements	<p>Par son arrimage judicieux au système européen, le groupe de travail a permis aux pays ayant rejoint EFFIS de bénéficier du soutien du CCR qui finance le déplacement d'un expert par pays pour assister aux réunions (deux réunions par an ; une à Ispra et l'autre dans un des pays membre d'EFFIS). Le groupe a également bénéficié de l'appui du PCFM via le projet GIZ dont une des composantes est dédié à la problématique.</p> <p>Pour le reste, le groupe de travail ne peut que compter sur les ressources nationales qui semblent difficiles à mobiliser, tant en raison de la crise économique et financière que de l'absence de projets suffisamment mobilisateurs hors du réseau d'experts européens ou du projet GIZ.</p>
Valeur ajoutée	Pour les membres du Comité
	<p>Les points focaux nationaux interrogés ont exprimé différents éléments constituant pour eux une valeur ajoutée apportée par le groupe de travail : échange de données, d'informations et d'expériences, contribution à l'élaboration de document cadre.</p> <p>Référence est faite :</p> <p>Par les pays MENA visés par le PCFM, au système EFFIS qui s'appuie sur une plateforme Internet permettant aux membres du Comité de bénéficier directement de ses services et ce indépendamment du fonctionnement interne du Comité ;</p> <p>Au rapport de l'atelier de Rhodes de mai 2010 publié par Forest Europe « Assessment of Forest Fire Risks and Innovative Strategies for Fire Prevention » ;</p> <p>Au document « Wildfire Prevention in the Mediterranean » publié conjointement par <i>Silva Mediterranea</i> et le PCFM en 2011 ;</p> <p>Au rapport annuel publié en 2012 et 2013 par le CCR et la Direction Générale Environnement de la Commission Européenne « Forest fires in Europe, Middle East and North Africa ».</p> <p>La réalité de cette valeur ajoutée pour les pays membres de <i>Silva Mediterranea</i> est cependant conditionnée par un contrôle pertinent du Comité, par une (ré)appropriation par les membres et par la (ré)activation d'un réseau de points focaux fonctionnels au sein de <i>Silva Mediterranea</i> et d'un levier effectif vers la sphère politique.</p> <p>C'est ainsi que d'autres pays membres du Comité mais l'ignorant parfois et ne faisant pas partie des bénéficiaires du partenariat ont récemment adressé à la FAO des demandes de soutien en la matière (Lybie, Jordanie et Soudan).</p>
	Pour d'autres acteurs
	<p>Si l'on examine attentivement les ressorts et éléments moteurs du groupe au cours de la période, on observe une dynamique d'externalisation vers un acteur thématique en l'occurrence EFFIS et son réseau d'experts européens ; celui-ci tire un bénéfice direct de ce processus puisqu'il voit son champ d'action s'élargir spatialement. Il s'en trouve consolidé et renforcé.</p> <p>Le projet GIZ et à travers lui le PCFM, contribuent également à la dynamique et bénéficient de ses retombées directes et indirectes.</p>

3.4. Groupe de travail 2 : « chêne liège »

Type de groupe de travail	Le groupe de travail « chêne liège » s'inscrit dans le soutien à un secteur d'activité tout en se cantonnant essentiellement aux questions de promotion de la filière, en particulier d'un label pour les bouchons.
Coordination et composition	<p>La coordination du groupe de travail a été prise en charge par le Portugal, un des principaux pays producteurs de liège. Cette prise en charge n'a pas été assurée au niveau du ministère mais au niveau de l'institut de recherche national en matière d'agriculture et de forêt. Le coordonnateur a semble-t-il disposé d'une large autonomie et d'un soutien faible du ministère.</p> <p>Le groupe dispose d'une liste de personnes ayant participé à certaines de ses activités mais ne constitue pas véritablement un groupe de travail effectif constitué de membres actifs désignés formellement par les pays membres du Comité.</p>
Implication de la FAO	<p>Le groupe a bénéficié du soutien technique du Département des forêts de la FAO en particulier du fonctionnaire en charge des zones arides qui a apporté son aide à l'organisation d'événements en particulier via la préparation de support informationnel et de communication, d'un atelier avec les pays et partenaires techniques impliqués sur la thématique, à Hammamet, en marge de la session de la CFPPO et à l'élaboration en 2010 d'une proposition de projet au financement de la coopération espagnole, qui n'a malheureusement pas été couronnée de succès.</p> <p>Un lien plus important aurait pu être fait avec le programme de la FAO « Promotion et développement des produits forestiers non ligneux¹⁸ » ou avec les actions développées par la FAO autour de la contribution sociale des forêts.</p> <p>Notons que l'exemple de ce groupe illustre que si un appui technique de la FAO est réellement important, il n'a d'efficacité voire de sens que s'il s'inscrit dans un projet et/ou une stratégie partagé(e) par les pays membres du Comité.</p>
Champ d'action et recouvrement avec d'autres initiatives/projets	<p>Les activités du groupe ont été relativement réduites pendant la période ; elles se sont inscrites dans la dynamique d'événements qui auraient existé sans son implication. Axées autour de la tenue d'atelier ou séminaire, elles ont essentiellement été adossées à l'exposition et au colloque international VIVEXPO qui se tiennent tous les deux ans à Vivès (France) à l'initiative de l'Institut Méditerranéen du Liège (IML). Cet acteur dont les objectifs recoupent ceux du groupe de travail, est depuis 2012 le coordonnateur du sous-groupe « Liège » du nouveau groupe de travail « Produits Forestiers Non Ligneux » du Comité ; l'IML, de taille très réduite (1 ETP), est essentiellement actif en Europe tout en disposant de quelques relais en Afrique du Nord. Notons que d'autres organismes similaires existent par exemple au sein de la Confédération Européenne du Liège¹⁹.</p> <p>Signalons enfin que le Portugal coordonne actuellement une nouvelle Action COST (FP1203)²⁰ consacrée aux produits forestiers non ligneux ; le Maroc, la Tunisie et certaines équipes de la FAO y sont associés mais aucun lien ne semble avoir été envisagé à ce stade avec le groupe de travail du Comité <i>Silva Mediterranea</i>.</p>
	Apport spécifique du Comité
	Le Comité a validé, en 2012, la constitution du nouveau groupe de travail évoqué ci-dessus qui a été élargi à l'ensemble des produits forestiers non ligneux.

¹⁸ www.fao.org/forestry/nwfp/fr

¹⁹ www.celiège.com/Ingles/home/home.htm

²⁰ www.nwfps.eu

Ressources/financements	<p>Les pays membres ne semblent pas s'être réellement impliqués dans ce groupe de travail. Le pays coordonnateur ne semble pas avoir mis de moyens financiers pour soutenir les actions.</p> <p>Un projet qui aurait permis de disposer de ressources pour développer des activités a été envisagé mais n'a pas pu se concrétiser pour des raisons budgétaires liées à la crise économique et financière.</p>
Valeur ajoutée	<p>Pour les membres du Comité</p>
	<p>Les points focaux nationaux interrogés connaissent mal les activités et retombées éventuelles du groupe de travail.</p> <p>Indépendamment des questions de fonctionnement interne du groupe, l'analyse met en lumière un manque de vision et de stratégie partagée au niveau du Comité sur une thématique qui constitue pourtant, pour des pays comme l'Algérie et le Portugal par exemple, une priorité nationale. La question de la valeur ajoutée potentielle apportée par un groupe de ce type est implicitement posée. Qu'est-ce qu'un groupe de travail du Comité <i>Silva Mediterranea</i> apporte de plus à ses membres qu'un organisme extérieur indépendant comme l'Institut Méditerranéen du Liège qui existe par ailleurs ? Ce type de groupe est-il à sa place sous cette forme ? Ne relève-t-il pas du champ d'action d'un instrument différent permettant une ouverture aux acteurs publics et privés de l'amont et de l'aval de la filière ?</p>
	<p>Pour d'autres acteurs</p>
	<p>Comme pour le groupe précédent, on assiste à une dynamique d'externalisation vers un acteur en l'occurrence l'Institut Méditerranéen du Liège qui voit son propre réseau s'étoffer et sa notoriété se renforcer grâce à sa collaboration étroite avec la FAO. Les retombées de son action sur les membres du Comité dépendront du contrôle que le Comité pourra éventuellement exercer sur les moyens d'action et la stratégie de l'IML.</p>

3.5. Groupe de travail 3 : « Forêts Méditerranéennes et Développement Durable »

Type de groupe de travail	Dans sa version actuelle, le groupe de travail s'intéresse à la production conjointe d'analyse, de rapports et de synthèse. Il résulte de la réorientation à la mi-2011 d'un groupe dédié aux échanges autour des questions et approches territoriales.
Coordination et composition	<p>La coordination initiale du groupe de travail était assurée par le Plan Bleu et le Secrétariat du Comité. L'Association Internationale Forêts Méditerranéennes (AIFM) est venue se joindre à eux lors de la réorientation du programme de travail. Le Plan Bleu et l'AIFM ont reçu l'aval de la France pour participer en son nom à la coordination de ce groupe. Tous deux sont membres du PCFM et se sont montrés désireux de progresser autour d'activités précises.</p> <p>Ces trois partenaires constituent le noyau dur du groupe de travail auquel ont été associés d'autres acteurs sur une base volontaire.</p>
Implication de la FAO	La FAO a été fortement impliquée via le Secrétariat.
Champ d'action et recouvrement avec d'autres initiatives/projets	<p>Le programme de travail de ce groupe a été ajusté à mi-parcours. Son champ d'action était focalisé dans un premier temps sur les approches territoriales avec comme priorité l'organisation d'une conférence internationale pour la Méditerranée sur la base d'études de cas.</p> <p>Le plan de travail révisé s'est avéré plus diversifié. Le groupe a contribué à la rédaction et à l'édition de l'Etat des Forêts Méditerranéennes, a préparé la 3^{ème} Semaine Forestière Méditerranéenne et a initié une étude sur l'évaluation économique des biens et services fournis par les écosystèmes boisés dans les pays MENA visés par le PCFM. Pour cette seconde phase, il apparaît difficile d'identifier ce qui résulte spécifiquement du Comité <i>Silva Mediterranea</i>, l'ensemble des activités ayant été portées et réalisées en étroite collaboration avec des acteurs engagés dans le PCFM et dans certains de ses projets. Les rôles et contributions respectifs du Secrétariat du Comité et du Secrétariat du PCFM n'apparaissent pas non plus très clairement.</p>
	Apport spécifique du Comité
	Le Comité a soutenu la première phase d'activité et contribué à la réorientation du groupe.

Ressources/financements	<p>La première phase d'activité a été essentiellement financée via une subvention française (Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt et Région Provence-Alpes-Côte d'Azur) et un soutien de la GIZ pour la prise en charge des déplacements de certains représentants des pays MENA visés par le PCFM.</p> <p>Le panel d'évaluation a éprouvé quelques difficultés à identifier de façon précise les différentes composantes du financement ayant permis la réalisation des activités de la seconde phase. Notons cependant qu'un lien peut être établi avec le projet FFEM²¹ développé dans le cadre du PCFM et dont les maîtres d'ouvrage sont le secrétariat de <i>Silva Mediterranea</i> et le Plan Bleu (deux des coordonnateurs du groupe de travail) qui bénéficient respectivement de 1,59 M€ et 1,06 M€. Approuvé en novembre 2011, le projet FFEM a vu ses conventions de financement signées en juillet 2012. Deux des composantes de ce projet rejoignent les thématiques abordées par le groupe de travail à savoir la composante 2 (Estimation de la valeur économique et sociale des biens et services rendus par les écosystèmes forestiers méditerranéens grâce à l'étude des multiples enjeux liés aux évolutions de l'environnement et leurs effets potentiels sur le développement socio-économique) et la composante 3 (Développement de modes de gouvernance participative et territoriale des écosystèmes forestiers méditerranéens).</p>
Valeur ajoutée	Pour les membres du Comité
	<p>Les points focaux interrogés ou ayant répondu au questionnaire ne semblent pas connaître les activités du groupe de travail.</p> <p>Les activités et documents coproduits par celui-ci constituent cependant une valeur ajoutée indéniable pour les acteurs de la forêt méditerranéenne d'une manière générale.</p> <p>Un effort a par ailleurs été réalisé pour atteindre le niveau politique et décisionnel lors de la troisième semaine forestière méditerranéenne qui s'est tenue à Tlemcen (Algérie) en mars 2013. Les tentatives de ce type sont importantes mais rares. Celle de Tlemcen mérite donc d'être mise en exergue et au crédit du Comité.</p>
	Pour d'autres acteurs
	<p>L'implication d'acteurs du PCFM dans la coordination de ce groupe de travail de <i>Silva Mediterranea</i> mérite réflexion en particulier parce qu'elle se joue dans un contexte de fonctionnement interne déficient du Comité ; les résultats produits y percolent difficilement et bénéficient <i>in fine</i> plus aux acteurs du PCFM impliqués qui gagnent à entretenir le processus, qu'aux pays membres du Comité.</p>

²¹ Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux. Composante 1 : Production de données et élaboration d'outils d'aide à la décision et à la gestion en matière de vulnérabilité des écosystèmes boisés méditerranéens aux effets du changement climatique et en matière de capacité d'adaptation ; composante 2 : Estimation de la valeur économique et sociale des biens et services rendus par les écosystèmes forestiers méditerranéens grâce à l'étude des multiples enjeux liés aux évolutions de l'environnement et leurs effets potentiels sur le développement socio-économique ; composante 3 : Développement de modes de gouvernance participative et territoriale des écosystèmes forestiers méditerranéens ; composante 4 : Optimisation et valorisation du rôle d'atténuation des forêts méditerranéennes (puits de carbone) ; composante 5 : Contribution aux activités de coordination et de communication au sein du PCFM et promotion des résultats du projet et de la spécificité des forêts méditerranéennes sur la scène internationale

3.6. Groupe de travail 4 : « Ressources Génétiques Forestières Méditerranéennes »

Type de groupe de travail	Alors que le Comité s'est longtemps appuyé sur des réseaux scientifiques ou des groupes associés aux activités de recherche, parmi les six groupes identifiés pendant la période, seul le groupe « ressources génétiques forestières méditerranéennes » s'inscrit encore dans cette sphère d'activité.
Coordination et composition	<p>La coordination du groupe est assurée par l'Italie. A l'instar du groupe « chêne liège », elle n'est pas attribuée à un ministère mais à un centre de recherche. Le coordonnateur a été nommé par son pays mais semble avoir bénéficié d'une assez large autonomie.</p> <p>Le groupe est constitué d'experts qui partagent les mêmes questionnements scientifiques. Ces experts majoritairement européens, ne sont généralement pas nommés par leur pays et sont plutôt des participants aux activités du groupe, participants qui interviennent en leur nom propre et qui ont par ailleurs souvent une idée incomplète voire vague du mandat et des objectifs de <i>Silva Mediterranea</i>.</p> <p>Le groupe et ses activités ne semblent pas nécessairement connus des experts travaillant sur les questions génétiques au sein des ministères en charge des matières forestières.</p>
Implication de la FAO	<p>Le groupe de travail a bénéficié du soutien actif du fonctionnaire en charge de la question au Département des forêts de la FAO, qui a assuré le lien avec les activités de la FAO dans le domaine ; il a en particulier facilité la participation des pays africains à la préparation du rapport sur l'état mondial des ressources génétiques forestières. Il a également apporté son appui technique aux activités du groupe. Cependant, lors de la présentation de la préparation de ce rapport mondial qui a été récemment faite par la FAO aux différentes Commissions régionales des forêts ayant un lien avec <i>Silva Mediterranea</i> (Europe, Afrique et Proche-Orient), aucun lien n'a été effectué avec les activités du groupe de travail du Comité.</p> <p>Le groupe a également pu compter sur un appui substantiel du Secrétariat avec lequel des projets ont été montés et qui joue par ailleurs un rôle actif dans la mise en œuvre d'un de ces projets puisqu'il coordonne un des quatre groupes de travail de l'Action COST FP1202²² qui a démarré ses activités début 2013.</p>
Champ d'action et recouvrement avec d'autres initiatives/projets	<p>Ce groupe particulièrement actif intervient à différents niveaux : constitution de bases de données, mise en place de réseaux de conservation <i>ex situ</i>, développements méthodologiques, ... Il veille à l'intégration de chercheurs du Sud et de l'Est de la Méditerranée et à la formation d'étudiants provenant de ces régions. Il pourrait cependant mieux répondre aux besoins parfois plus pratiques des administrations de ces pays en matière de ressources génétiques forestières.</p> <p>Les experts constituant ce groupe se retrouvent également dans d'autres forums comme par exemple le programme européen de ressources génétiques (EUFORGEN)²³ ou une division de la IUFRO²⁴ dont la coordination est assurée par le coordinateur du groupe de travail de <i>Silva Mediterranea</i> en collaboration avec deux experts qui sont également partie prenante du groupe de travail.</p> <p>La question du recouvrement du champ d'action du groupe avec celui d'un des</p>

²² Action COST FP1202 "Strengthening conservation: a key issue for adaptation of marginal/peripheral populations of forest tree to climate change in Europe (MaP-FGR)" www.cost.eu/domains_actions/fps/Actions/FP1202

²³ www.euforgen.org

²⁴ Division 2.02.13 – Breeding and genetic resources of Mediterranean conifers

	<p>acteurs majeurs en matière de recherche forestière méditerranéenne à savoir EFIMED ne peut pas ne pas être posée et ce d'autant plus que la génétique figure comme une des priorités du <i>Mediterranean Forest Research Agenda 2012</i> coordonné par cet organisme mais qu'aucune coordination entre <i>Silva Mediterranea</i> et EFIMED ne semble prévue.</p> <p>Le programme de travail du groupe trouve un écho dans celui de l'Action COST FP1202 mais aussi dans la composante 1 du projet FFEM (Production de données et élaboration d'outils d'aide à la décision et à la gestion en matière de vulnérabilité des écosystèmes boisés méditerranéens aux effets du changement climatique et en matière de capacité d'adaptation) auquel il semble prévu qu'il contribue. Des recouvrements semblent donc exister ici aussi avec le PCFM.</p>
	<p>Apport spécifique du Comité</p>
	<p>Le Comité via son Secrétariat a contribué directement à l'émergence de l'Action COST FP1202 autour de laquelle se sont organisées les activités du groupe.</p>
<p>Ressources/financements</p>	<p>Pour démarrer ses activités, le groupe a pu compter sur la mobilisation de fonds spécifiques prélevés sur le budget du fonctionnaire en charge de la thématique au Département des forêts de la FAO et sur des appuis du CIHEAM afin d'organiser les ateliers au cours desquels l'Action COST a été élaborée.</p> <p>Le panel d'évaluation a rencontré quelques difficultés pour identifier la contribution de la composante 1 du projet FFEM aux activités du groupe bien que le coordonnateur du groupe ait mentionné de façon explicite l'existence d'un tel lien.</p> <p>A partir de 2013, le groupe a bénéficié de l'Action COST FP1202 mentionnée plus haut qui finance les déplacements des chercheurs y compris de pays du Sud de la Méditerranée, à raison de 193 000 € en 2013 et 150 000 €/an pour les trois années suivantes (durée : 4 ans).</p>
	<p>Pour les membres du Comité</p>
	<p>Hormis l'Italie dont est issu le coordonnateur, les points focaux nationaux interrogés ne semblent pas en mesure d'identifier la valeur ajoutée de ce groupe de travail.</p> <p>Vu la composition et le fonctionnement de ce groupe qui semble plus adossé au Comité que réelle partie prenante, on parlera plutôt d'une valeur ajoutée potentielle qui semble importante en termes de partage des résultats de la recherche en particulier avec les pays du Sud et de l'Est mais aussi en termes d'aide à la prise de décisions politiques. Cette valeur ajoutée est cependant conditionnée par une réactivation interne, par une présence effective des membres du Comité au sein des différents projets et par la prise en compte de ces actions régionales dans le cadre du plan d'action mondial sur les ressources génétiques forestières approuvé par le Conseil de la FAO en juin 2013.</p>
	<p>Pour d'autres acteurs</p>
<p>Valeur ajoutée</p>	<p>La catégorie d'acteurs tirant une valeur ajoutée importante du groupe est la communauté de chercheurs en génétique forestière méditerranéenne qui a bénéficié de l'implication de la FAO pour le montage de l'Action COST FP1202. Cette communauté est également active dans d'autres sphères mais a trouvé dans le Comité une opportunité pour développer ses activités dans l'espace méditerranéen.</p> <p>Le PCFM bénéficiera pour sa part de l'expertise du groupe de travail et de certains résultats de l'Action COST dans le cadre de la composante 1 du projet FFEM.</p>

3.7. Groupe de travail 5 : « Forêts Méditerranéennes et Changement Climatique »

Type de groupe de travail	Le groupe de travail « changement climatique » a été une plateforme qui a contribué à la conception d'un projet régional ; une fois le projet élaboré, il a cessé ses activités propres.
Coordination et composition	<p>Le coordonnateur du groupe de travail est le Maroc. Ce pays est aussi le partenaire officiel de la GIZ dans le projet régional « Adaptation des conditions cadres de la politique forestière dans la région MENA » (dit projet GIZ), qui vise le soutien aux politiques publiques et le renforcement des capacités dans les six pays bénéficiaires du PCFM.</p> <p>Le groupe de travail n'a pas d'existence propre et n'est pas composé de membres. Il est assimilé au projet GIZ comme l'illustre la présentation du rapport d'avancement du projet en guise de rapport d'activité du groupe de travail 5, réalisée par le Maroc et la GIZ lors de la 2^{ème} Semaine Forestière Méditerranéenne qui s'est tenue à Avignon en 2011²⁵.</p>
Implication de la FAO	La FAO n'est pas impliquée dans la mise en œuvre directe du projet si ce n'est en sa qualité de secrétaire du PCFM. Elle a néanmoins été chargée de la mise en œuvre de certaines actions financées par le projet GIZ dans la région MENA.
Champ d'action et recouvrement avec d'autres initiatives/projets	<p>Le groupe de travail a passé le relais au projet GIZ. Pour rappel, ce projet régional signé en 2010 entre le Maroc et la GIZ a été le catalyseur qui a permis la création du PCFM et représente aujourd'hui la contribution allemande au PCFM qui s'est étoffé depuis.</p> <p>Lors du passage du témoin implicite entre le groupe de travail du Comité et le projet GIZ et via lui le PCFM, il n'y a pas eu d'actualisation du programme de travail du groupe qui, faute d'activités propres, a même disparu du site Internet du Comité.</p> <p>Il semble également utile de noter qu'à la lecture du projet rédigé par la coopération allemande, on relève une certaine confusion voire une perception incorrecte du mandat et du statut du Comité <i>Silva Mediterranea</i> et de son Secrétariat.</p>
	Apport spécifique du Comité
	Le Comité a été le creuset au sein duquel le PCFM a été imaginé et mis en place et qui a permis à la GIZ de positionner son projet régional dans le cadre d'une dynamique régionale. Le Comité a donc donné l'impulsion et a offert son forum pour une réflexion partagée.
Ressources/financements	Le budget du projet GIZ s'élève à 4 M€ en 2010 avec une rallonge de 3,5 M€ en 2013; il a démarré en 2010 pour une durée de 5 ans.
Valeur ajoutée	Pour les membres
	<p>Les points focaux nationaux interrogés ne connaissent pas les activités développées dans le cadre de ce groupe de travail.</p> <p>Le projet GIZ vise six pays bénéficiaires pour lesquels les retombées attendues sont réelles. Son ambition s'inscrit donc, pour l'instant, dans un schéma de coopération plus bilatéral avec l'Allemagne que régional à l'échelle géographique du Comité <i>Silva Mediterranea</i>.</p>
	Pour d'autres acteurs
	Les pays bénéficiaires du PCFM sont les principaux bénéficiaires de ce projet ainsi que les bailleurs de fond qui y trouvent un levier d'action potentiellement efficace et une opportunité d'étendre la portée géographique de leurs actions et de leur influence.

²⁵ Note n°6 du Secrétariat du Comité *Silva Mediterranea* pour la préparation de la 31^{ème} session du Comité (Antalya, 2012)

3.8. Groupe de travail 6 : « Mécanismes de Financement Durable »

Type de groupe de travail	Initialement axé sur la mobilisation de ressources financières pour renforcer la coopération régionale, le groupe « mécanismes de financement durable » se consacre à la mise en œuvre des activités de routine du Secrétariat du Comité et du PCFM. Il comprend également une composante relevant de la réalisation d'études.
Coordination et composition	La coordination est assurée par le Secrétariat du Comité ou du PCFM selon le cas. Le groupe n'est pas constitué de membres. Experts, fonctionnaires de la FAO ou acteurs du PCFM sont mobilisés ponctuellement autour d'activités précises.
Implication de la FAO	L'acteur principal du groupe est le Secrétariat du Comité et du PCFM.
Champ d'action et recouvrement avec d'autres initiatives/projets	Les actions engagées portent sur le développement d'outils de communication, la contribution à l'amélioration de la stratégie de plaidoyer pour les forêts méditerranéennes et le soutien à des études relatives aux problématiques des mécanismes financiers innovants. Elles sont tournées selon le cas vers le Comité ou vers le PCFM. Le travail portant sur les instruments économiques est quant à lui réalisé de façon plus spécifique dans le cadre du PCFM via la composante 2 du projet FFEM (Estimation de la valeur économique et sociale des biens et services rendus par les écosystèmes forestiers méditerranéens grâce à l'étude des multiples enjeux liés aux évolutions de l'environnement et leurs effets potentiels sur le développement socio-économique) et par la GIZ qui examine la possibilité d'une plateforme de financement pour le PCFM. L'insertion de ces deux dernières initiatives au sein d'un groupe de travail du Comité s'éloigne largement des règles de fonctionnement du Comité et apparaît particulièrement ambiguë.
	Apport spécifique du Comité
	Les imbrications et implications respectives du Comité et du PCFM sont telles que l'apport spécifique du Comité est difficile à identifier pour le panel d'évaluation et les différents acteurs de la coopération régionale sur les forêts méditerranéennes. Le mandat de ce groupe intègre par ailleurs trop de tâches qui relèvent pour la plupart d'une lettre de mission du Secrétariat.
Ressources/financements	Le groupe a bénéficié de ressources variées : EdFM (FAO et France), CSFM (FAO et France), Newsletters (FAO), site Internet (FAO et France), étude économique (composante 2 du projet FFEM) et organisation de la 3ème Semaine Forestière Méditerranéenne (Allemagne et France).
Valeur ajoutée	Pour les membres du Comité
	Les points focaux nationaux du Comité interrogés ne sont pas en mesure de décrire clairement les activités entreprises par ce groupe. Les actions de communication et de plaidoyer intéressent directement les pays membres du Comité (EdFM, CSFM, Position paper, ...). La valeur ajoutée est cependant conditionnée par la (ré)activation d'un réseau de points focaux fonctionnels au sein de <i>Silva Mediterranea</i> mais aussi d'un levier politique.
	Pour d'autres acteurs
	Les membres du PCFM et la communauté forestière méditerranéenne dans son ensemble sont des bénéficiaires de plusieurs activités de ce groupe de travail plus informel et plus directement piloté par le Secrétariat.

3.9. Synthèse

Le tableau suivant reprend d'une façon synthétique et comparative les éléments principaux de l'analyse.

Tableau 4 : Eléments de synthèse de l'analyse du positionnement des groupes de travail de *Silva Mediterranea* pour la période 2009-2012

Groupe de Travail	Type	Coordination	Composition	Implication FAO		Recouvrement	Rôle Comité	Valeur ajoutée		Dynamique
				Secr.	Fonctionnaire			Pour les membres	Pour d'autres acteurs	
Feux de forêts	Coordination et coopération régionale	Ministère	Points focaux thématiques	Très forte	Très forte	Groupes extérieurs PCFM	Impulsion Coordination	Forte (conditionnelle)	Très forte	Externalisation
Chêne liège	Soutien filière	Institut de recherche	-	Moyenne	Forte	Groupe extérieur	Impulsion	Faible	Forte	Externalisation
Dével. durable	Echange	Secrétariat Plan Bleu	Coordonnateurs	Très forte	Faible	PCFM	Creuset et coordination	Forte (conditionnelle)	Forte	Externalisation
	Analyse	Secrétariat Plan Bleu AIFM	Coordonnateurs							
Ressources génétiques	Recherche	Institut de recherche	Experts à titre individuel	Très forte	Très forte	Groupes extérieurs PCFM	Montage projet	Forte (conditionnelle)	Forte	Partenariat ou opportunité
Changement climatique	Projet de coopération	Haut-Commissariat	-	Faible	Faible	PCFM	Creuset	Déséquilibrée	Très forte	Externalisation
Mécanismes de financement	Secrétariat	Secrétariat	Secrétariat Volontaires	Très forte	Faible	PCFM	Secrétariat	Forte (conditionnelle)	Forte	Internalisation
	Analyse						Impulsion Coordination			Externalisation

3.10. Discussion

De l'analyse qui vient d'être faite, on peut noter le caractère très hétérogène des différents groupes de travail, tant dans leur finalité que dans leur fonctionnement interne et leur contribution à la valeur ajoutée générale du Comité pour ses membres.

Les groupes s'éloignent assez fortement du schéma de fonctionnement prévu lors de la 18^{ème} session du Comité et des règles de procédure internes de la FAO. On a ainsi constaté le caractère souvent ténu du lien tissé entre les coordonnateurs des groupes de travail et leurs autorités nationales respectives. Les soutiens nationaux aux coordonnateurs sont trop faibles et les coordonnateurs bénéficient d'une large autonomie. Le terme de groupe de travail semble par ailleurs abusif ; un seul groupe est en effet constitué de membres nommés par leur pays respectif. Dans la pratique, on observe aussi des noyaux durs de quelques membres autour du coordonnateur et du Secrétariat avec une mobilisation informelle d'acteurs intéressés par la thématique principale et/ou certaines actions emblématiques des groupes de travail. Ces acteurs n'interviennent pas nécessairement au nom d'un pays et la frontière entre les statuts de membre et d'observateur semble avoir tendance à s'estomper.

Le rôle très actif du Secrétariat du Comité dans plusieurs groupes est également ressorti sans qu'une distinction ne soit toujours aisée à réaliser par les membres du panel avec les actions conduites comme secrétaire du PCFM. Il a contribué tant au montage voire la mise en œuvre de projets, qu'à l'animation, la recherche de financement et la production de documents cadre. Il est partie prenante dans la phase de mise en œuvre d'un des projets. Un groupe de travail a par ailleurs repris sous son ombrelle, ses activités de routine. Les fonctionnaires thématiques de la FAO ont également apporté un soutien technique substantiel et très apprécié à trois groupes de travail.

Enfin, on a noté la faiblesse des liens au sein du Comité et une vision interne très partielle des groupes de travail, de leur composition, de leur champ d'action et *a fortiori* de leurs résultats mais aussi un manque d'appropriation des groupes de travail par les pays membres.

La confusion avec les actions conduites en partenariat avec d'autres acteurs est patente, faute d'une vision stratégique partagée et appropriée au sein du Comité. L'analyse transversale qui vient d'être menée a en effet permis de mettre en évidence de façon très claire qu'aucun groupe de travail ne peut être considéré comme relevant spécifiquement du Comité, que tous s'appuient de façon plus ou moins forte sur une autre structure et qu'il est bien difficile d'attribuer au Comité la paternité exclusive de la valeur ajoutée éventuelle des activités réalisées au sein des groupes de travail. Une dynamique assez générale d'externalisation a également été constatée, externalisation qui n'est pas problématique en tant que telle mais qui le devient quand elle est conjuguée comme c'est le cas ici à un fonctionnement interne déficient. Ne pouvant s'appuyer sur son propre réseau interne de points focaux et d'experts thématiques au sein des groupes de travail et suite à l'appel d'air vigoureux provenant de l'extérieur, le Comité semble avoir petit à petit glissé voire évolué vers une dynamique de services rendus par/à des partenaires ou acteurs qui tirent des groupes de travail du Comité et de l'implication du Secrétariat, une valeur ajoutée supérieure à celle engrangée par les pays membres du Comité. La désignation d'acteurs extérieurs en tant que coordonnateurs de certains groupes du Comité, sans l'aval d'un pays membre, s'inscrit dans cette logique.

Cette situation révèle aussi clairement que le Comité n'est pas seul sur le créneau visé par ses groupes de travail. La question est donc de savoir si les pays méditerranéens ont vraiment besoin du Comité pour mettre en œuvre des actions concrètes alors que d'autres acteurs plus spécialisés, plus efficaces et plus réactifs que lui et qu'ils financent déjà directement ou indirectement, sont disponibles. Certains bailleurs de fond rencontrés, s'interrogent d'ailleurs sur le bien-fondé du maintien des deux voire des trois structures de coordination que sont *Silva Mediterranea*, le PCFM et EFIMED.

4. Valeur ajoutée générale apportée par le Comité à ses membres

Cette section se concentre sur la représentation que se font les points focaux nationaux de la valeur ajoutée actuelle et potentielle qu'apporte ou pourrait apporter le Comité aux pays membres. Les informations proviennent des questionnaires envoyés par le panel d'évaluation aux points focaux nationaux et des interviews réalisées avec plusieurs d'entre eux. La succession d'éléments repris ci-dessous est constituée d'extraits des formulaires complétés ou des notes d'entretiens.

4.1. Valeur ajoutée actuelle

- Grande valeur historique et rôle de haut niveau de connexion au niveau gouvernemental sur les thèmes les plus pertinents intéressant la forêt méditerranéenne
- Ses membres venant des administrations disposent d'une plus grande capacité de modifier la prise de décisions et de créer des lignes d'action politique déterminées
- Forum de débat où s'échangent opinions et expériences
- Capacité à rassembler des décideurs institutionnels
- Groupe tous les pays et aborde toutes les thématiques
- Réseau reliant directement les gouvernements méditerranéens (administrations) avec l'appui technique de la FAO
- Réponse commune au niveau régional sur un type de forêt aux caractéristiques propres et spécifiques qui constitue une réalité forestière différente de celle qui prédomine au niveau européen
- Production de documents de support lors/pour la définition ou la révision de politiques forestières
- Production récente de documents cadre (EdFM et CSFM) qui seront d'une grande utilité pour le développement de politiques visant à impulser et valoriser les forêts méditerranéennes
- Lien avec le Partenariat de Collaboration sur les Forêts Méditerranéennes
- Obtention de projets labellisés FAO sans la lourdeur de la procédure habituellement requise.

4.2. Souhaits évoqués par les membres

- Avoir une incidence sur la prise de décision et les politiques dans le domaine forestier
- Contribuer et mieux se coordonner à/avec d'autres forums forestiers au niveau régional et/ou international (Forum des Nations Unies sur les Forêts, *Forest Europe*)
- Clarifier le positionnement par rapport à d'autres institutions (EFIMED, PCFM, AIFM) afin d'éviter une duplication inutile des efforts ou la confusion des rôles
- Donner des *inputs* aux discussions actuellement en marche au niveau international (*UNFF and review of the IAF, post-2015 development agenda, etc.*)
- S'inspirant du processus volontaire des Conférences Ministérielles sur la Protection des Forêts en Europe (aujourd'hui *Forest Europe*), constituer un forum de développement, à caractère volontaire, d'une politique forestière régionale spécifique aux questions méditerranéennes
- Profiter de synergies avec d'autres groupes de travail et organisation en vue d'échange d'opinion et d'expérience qui enrichit tout le monde et sert de base à l'identification de problèmes et solutions communes
- Développer des liens entre la recherche sur le terrain et la mise en œuvre de politique intégrée entre différents pays méditerranéens avec les conseils de la FAO et idéalement avec un support financier à long terme
- Adopter un positionnement plus clair soit en finançant des projets très précis *in situ*, soit en se concentrant sur le fond et en se dotant de publications de référence, étayées par les experts présents dans le réseau. Ces publications pourraient faire le point en termes de recherche, de positionnement politique et d'économie sur les sujets forestiers spécifiques à la Méditerranée
- Marquer une présence active à travers l'organisation d'événements propres et la participation à d'autres événements relevant du niveau mondial ou régional

- Intégrer les pays ou bassins versants méditerranéens situés dans d'autres continents (Chili, Australie, Californie, ...)
- Montrer l'importance du milieu forestier dans les régions méditerranéennes
- Montrer la contribution que les forêts méditerranéennes et le secteur forestier peuvent apporter à la génération d'emplois et au développement social et économique en milieu rural
- Promouvoir les externalités positives des forêts méditerranéennes dans les domaines économique, social et environnemental.

4.3. Discussion

Ce qui frappe à la lecture de cette énumération, c'est l'écart qui existe entre les représentations et souhaits exprimés et l'orientation générale des activités engagées par le Comité au cours des dernières années. Rappelons en effet que le programme de travail actuel du Comité est exclusivement constitué de la somme des programmes de travail des groupes de travail. Or, la liste est assez cohérente et on y décèle en filigrane un fil rouge relevant essentiellement du champ de la politique régionale et internationale. Elle semble donner la priorité à la composante « forum intergouvernemental » du mandat du Comité plutôt qu'à la réalisation d'actions concrètes, composante qui n'a pas été privilégiée ces dernières années bien que les produits de certains groupes de travail (EdFM et CSFM) soient susceptibles d'y contribuer dans le futur.

Cette situation évoque un manque de capitalisation d'un outil potentiellement utile et puissant dans la concertation au niveau de la politique forestière régionale et comme forum de coopération régionale. La valeur ajoutée d'une action commune en matière forestière, malgré les disparités régionales en termes socio-économiques, semblent suffisamment pertinente pour justifier aux yeux des pays membres l'existence d'une instance comme le Comité *Silva Mediterranea*. La présence active et croissante d'autres acteurs sur la scène méditerranéenne et l'absence d'une coordination générale constituent des arguments supplémentaires en faveur d'une évolution de *Silva Mediterranea* en ce sens.

Notons qu'une telle évolution n'aurait pas été envisageable dans la situation léthargique dans laquelle se trouvait le Comité il y a quelques années. Une période de transition se focalisant sur une redynamisation générale devait sans doute être une étape intermédiaire nécessaire. Il semble cependant à présent urgent de procéder à un changement de cap.

5. Durabilité du Comité en termes de financement

La durabilité du Comité dépend de sa pérennité en tant qu'institution, de la pertinence et de l'efficacité de son action mais aussi des ressources humaines et financières dont il peut disposer. Nous examinerons ici essentiellement sa durabilité en termes de financement en distinguant celui qui est nécessaire à la mise à disposition d'un secrétaire à plein temps et celui utile au financement des activités du Comité dans son ensemble.

Sur la question du Secrétariat, la FAO ne semble pas en mesure d'affecter un membre de son personnel qui soit dédié à temps plein au Secrétariat du Comité. Il semble que la France reste désireuse de poursuivre son soutien au Comité *Silva Mediterranea* et qu'elle envisage de prolonger la mise à disposition d'un fonctionnaire français au-delà de 2014. L'Italie et la Turquie projetteraient également d'apporter leur contribution à cet élément clé du fonctionnement du Comité.

D'une manière générale, la portée géographique très large de *Silva Mediterranea* et son intersection avec des régions et continents différents constituent un atout et une richesse ; elle est en revanche source de difficultés et de contraintes quand il s'agit de questions de financement. Il n'existe en effet aucun instrument financier unique susceptible de soutenir un projet bénéficiant à l'ensemble des membres du Comité.

Comme on l'a vu jusqu'ici, hormis les contributions volontaires des pays membres, il y a des financements directs et indirects ; ils s'inscrivent soit dans la sphère de la coopération au développement soit dans la sphère des instruments de voisinage et de partenariat de l'Union Européenne. Dans le premier cas, il s'agit d'actions entreprises sous l'égide du PCFM ; certains pays-cibles sont visés par des bailleurs de fond ayant une politique et une stratégie de coopération propres. Dans le second, des pays voisins de l'Union Européenne sont invités à rejoindre certaines de ses initiatives et à contribuer aux objectifs définis par ses états membres.

Le poids respectif du financement indirect du Comité relevant de la coopération au développement est par ailleurs trop important. Certains pays en bénéficient et d'autres s'en trouvent *de facto* marginalisés. Il y a par ailleurs lieu de ne pas sous-estimer les conséquences que peut éventuellement engendrer une trop grande dépendance de ce type en termes de liberté d'action.

Dans le cas de l'Union Européenne par ailleurs, un soutien général au Comité semble difficile en raison de l'absence de politique forestière européenne commune. Un recours est cependant possible via des programmes entrant dans le champ d'action de services dédiés à des thématiques spécifiques. Quelques programmes susceptibles d'intéresser le Comité sont repris ci-dessous ; précisons qu'ils doivent être portés par les Etats membres ou les institutions nationales ou internationales éligibles.

– European Regional Development Fund (ERDF)

- INTERREG IVC²⁶ fournit des financements pour la coopération interrégionale essentiellement dans les domaines de l'innovation, l'économie de la connaissance, l'environnement et la prévention des risques ;
- MED Programme²⁷ est un programme transnational de coopération territoriale européenne qui s'intéresse aux questions transfrontalières comme la gestion des risques environnementaux. Doté de plus de 250 M€, il couvre les régions côtières et méditerranéennes de neuf états membres de l'Union Européenne ;

²⁶ www.interreg4c.eu/accueil_en.html

²⁷ www.programmamed.eu/index.php?id=5175&L=1

- LIFE est un instrument financier de l'UE soutenant des projets de conservation de la nature et de l'environnement au sein de l'UE ainsi que dans certains pays candidats et voisins. LIFE+ (2007-2013) est ouvert aux acteurs et institutions publiques et privées enregistrées dans l'UE ; sur base d'appels d'offre annuels, il comprend une composante portant sur la nature et la biodiversité, une autre sur la politique et la gouvernance environnementale et une troisième sur l'information et la communication ;
- Le Programme Multilatéral de Coopération Transfrontalière du Bassin de la Mer Méditerranée²⁸ fait partie de la nouvelle politique européenne de voisinage et de son instrument financier *European Neighbourhood and Partnership Instrument* (ENPI) ;
- L'innovation au service d'une croissance durable: une bioéconomie pour l'Europe est une stratégie publiée en février 2012 par la Commission Européenne et pour laquelle la région méditerranéenne dispose indéniablement d'atouts.

La piste du Secrétariat de l'Union Pour la Méditerranée (UPM), organisation intergouvernementale constituée de 43 pays membres²⁹, a été examinée ; celui-ci pourrait éventuellement intervenir utilement dans le soutien au montage et à la recherche de financement pour certains projets entrant dans le cadre de son mandat. Actuellement organisé autour de six thèmes dont l'eau et l'environnement, l'énergie, l'éducation, le développement entrepreneurial, le transport et la société civile, le Secrétariat de l'UPM veille à la mise en œuvre de projets jugés d'avenir, portés à l'unanimité par ses 43 pays membres et labellisés en conséquence par l'organisation.

Le panel a essentiellement exploré des pistes euro-méditerranéennes. Il serait certainement judicieux d'examiner également d'autres instruments régionaux en particulier plus à l'est, mais aussi des mécanismes globaux de financement de soutien à la gestion durable des forêts comme le *Global Environment Facility* (GEF), REDD+, la Banque Mondiale (BM) ou le Fond International de Développement Agricole (FIDA) voire la mobilisation de fonds privés et de fondations. L'augmentation récente de la visibilité des problématiques forestières méditerranéennes grâce aux actions de *Silva Mediterranea* et des partenaires du PCFM et d'EFIMED, constitue sans aucun doute un levier utile sur lequel s'appuyer dans le futur lors de la recherche de nouvelles sources de financement du Comité.

Le Comité fonctionne aussi on l'a vu grâce à des contributions volontaires de pays membres ; celles-ci sont généralement peu structurées et portent sur des personnes plutôt que sur des structures. Un modèle s'inspirant du processus *Forest Europe* (anciennement Conférence Ministérielle sur la Protection des Forêts en Europe) pourrait peut-être être utile et donner au Comité une certaine autonomie à moyen terme. En voici le fonctionnement à titre d'exemple. Ce processus qui concerne 47 pays paneuropéens est rythmé par des cycles de 4 ou 5 ans ponctués par des conférences réunissant les ministres des forêts des pays membres. Chaque cycle est piloté par un Comité Général de Coordination (GCC) constitué de cinq pays qui en assurent le financement ; le pays hôte de la conférence à venir assure le secrétariat pendant l'intersession. A la fin de chaque cycle, un nouveau pays volontaire intègre le GCC et le plus ancien le quitte. Les contributions relèvent donc d'un choix volontaire de pays qui s'engagent pour quelques années et qui contribuent activement au pilotage du processus.

Il reste évidemment la piste du financement obligatoire qui en définitive, dans un cas de figure comme celui de *Silva Mediterranea*, est la seule susceptible d'offrir au Comité une véritable liberté d'action. Elle n'est cependant pas la plus facile à mettre en place en raison de la volonté politique partagée qu'elle requiert au sein du Comité et qui semble bien illusoire vu le niveau actuel très hétérogène de participation et d'implication de ses membres.

²⁸ www.enpicbmed.eu/en

²⁹ Les 15 pays des rives sud et orientale de la Méditerranée et les 28 pays de l'Union Européenne

6. Positionnement du Comité sur la scène méditerranéenne

Ce chapitre a pour objet de dresser un panorama des initiatives, programmes et acteurs gravitant autour des questions forestières méditerranéennes et ayant une portée régionale ; il devrait permettre d'enrichir la réflexion sur le positionnement stratégique du Comité sur la scène forestière méditerranéenne.

Sur le plan politique, deux initiatives successives devant poser les bases d'un nouveau partenariat régional se sont succédé depuis 1995. Depuis quelques années également, signe d'un regain d'intérêt pour les défis et enjeux de la région, un nombre croissant d'acteurs y compris de bailleurs de fond, se manifeste sur la scène forestière méditerranéenne. Divers réseaux et autres consortiums forestiers ou connexes se sont constitués dans le domaine de la recherche, de l'enseignement voire de la coopération au développement. Certains acteurs sont d'ailleurs présents dans plusieurs d'entre eux. Différents projets intéressants ou portant sur la forêt méditerranéenne ont également vu le jour.

Les lignes qui suivent en présentent les principaux en cours en 2013. Elles se termineront sur les processus internationaux connexes en particulier celui des négociations d'un accord juridiquement contraignant sur les forêts en Europe avec lequel un lien pourrait être imaginé dans le futur.

6.1. Principaux réseaux et consortiums méditerranéens

Les réseaux et consortiums présentés ici sont tous internationaux. On distinguera ceux s'inscrivant dans le champ de la coopération régionale intergouvernementale, ceux appartenant à la sphère de la recherche et/ou l'enseignement, ceux qui sont focalisés sur les échanges d'expérience et ceux relevant de la coopération au développement. Les textes proviennent de leurs sites Internet respectifs. Ne sont pas reprises ici les organismes et autres associations défendant des intérêts ou orientations spécifiques.

6.1.1. Coopération régionale intergouvernementale

– Euro-Mediterranean Partnership (EUROMED)

En novembre 1995, suite à une décision du Conseil Européen, une conférence euro-méditerranéenne des ministres des affaires étrangères s'est tenue à Barcelone en Espagne. Elle a marqué le lancement du Partenariat EURO-MEDiterranéen (EUROMED) connu également sous le nom de processus de Barcelone dont l'objectif est de poser les bases d'un nouveau partenariat régional. Le processus EUROMED couvre la coopération politique, économique et sociale ; les 27 Etats Membres de l'UE, neuf pays méditerranéens partenaires et divers observateurs y participent. La plupart du soutien financier provient du *European Neighbourhood and Partnership Instrument (ENPI)* de l'Union Européenne. Les fonds sont alloués à des programmes de pays individuels en fonction de leurs besoins et de leurs capacités. Un nouvel élan a été donné à EUROMED en 2008 via l'Union Pour la Méditerranée.

***– Union Pour la Méditerranée (UPM)*³⁰**

L'Union Pour la Méditerranée (UPM) a été créée par 43 chefs d'Etats et de gouvernements euro-méditerranéens à Paris en 2008. Il s'agit d'un partenariat intergouvernemental en vue d'augmenter le potentiel d'intégration régionale et la cohésion entre partenaires euro-méditerranéens. L'UPM s'appuie d'une part sur un Secrétariat basé à Barcelone qui fonctionne autour du soutien à des projets concrets labellisés par l'organisation et d'autre part sur des réunions ministérielles et de hauts-fonctionnaires qui valident ou entérinent des instruments d'ordre stratégique qui gagnent ainsi en visibilité politique ; le CSFM pourrait vraisemblablement s'y intégrer. L'UPM fonctionne actuellement sur base de thématiques prioritaires ; la forêt pourrait y figurer par le biais de sa composante environnementale en particulier son lien avec la question de l'eau, voire par le biais de sa contribution au développement de l'emploi en milieu rural.

³⁰ www.ufmsecretariat.org

6.1.2. Recherche, enseignement et renforcement de capacités

– Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Mediterraneennes (CIHEAM)³¹

Le CIHEAM est une organisation intergouvernementale régionale créée en 1962 ayant pour mandat de contribuer à la formation des ressources humaines et des cadres de l'agriculture méditerranéenne dans un esprit de coopération. Depuis la session du Comité *Silva Mediterranea* qui s'est tenue à La Grande Motte en 1984, il a contribué, dans le cadre de ses accords institutionnels avec la FAO, au redémarrage des activités du Comité et à sa revitalisation, au renforcement de ses réseaux de recherche et à l'élaboration d'une offre de formation spécialisée en matière de gestion des ressources naturelles. Son institutionnel bien implanté dans les pays du bassin ainsi que ses liens au niveau des décideurs en matière de politique agricole peuvent être un atout intéressant pour les travaux du Comité.

Le CIHEAM est membre du PCFM ; il n'est pas membre d'EFIMED mais fait partie de son réseau d'institutions.

– EFIMED³²

EFIMED est le bureau régional méditerranéen de l'Institut Européen de la Forêt. Basé à Barcelone, il a été créé en 2007 et est le premier bureau régional créé par l'institut.

EFIMED coordonne un réseau de plus de 60 institutions³³ qui ne sont pas pour autant membres de l'institut et qui proviennent de 17 pays méditerranéens en majorité européens. En font partie *Silva Mediterranea* et divers membres du PCFM. EFIMED assure la promotion de la recherche et de la mise en réseau sur les forêts, la foresterie et les produits forestiers méditerranéens. EFIMED a récemment développé une stratégie de recherche pour les forêts de la région : *Mediterranean Forest Research Agenda 2010-2020*. Un des axes stratégiques d'EFIMED est de développer une recherche utile pour les décideurs et donc de travailler sur l'interface entre recherche et politique. Il soutient également le renforcement de capacités en particulier dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

EFIMED fait partie du PCFM. On a cependant pu observer une certaine prise de distance d'EFIMED par rapport au PCFM et au Comité *Silva Mediterranea* en 2012 et 2013.

– Euro-Mediterranean UNiversity – EMUNI³⁴

Depuis sa création en 2008, l'Université Euro-Méditerranéenne (EMUNI) qui est la concrétisation d'un des projets prioritaires de l'Union Pour la Méditerranée (UPM), est devenue une institution internationale qui rassemble les connaissances d'experts et l'expérience des pays euro-méditerranéens et contribue ainsi de manière significative à la création d'un système unifié et intégré d'enseignement supérieur et de recherche. Association internationale d'universités, son siège est en Slovénie. EMUNI peut entreprendre des activités de recherche dans tous les champs scientifiques y compris la foresterie ; les programmes d'études sont validés par les universités partenaires dans les pays membres.

– Mediterranean Forestry and Natural Resources Management (MEDFOR)³⁵

Le consortium MEDFOR est composé de 7 universités classées au niveau mondial. Il est soutenu par un panel de consultation qui inclut 7 organisations internationales de recherche et de vulgarisation s'intéressant à la foresterie méditerranéenne. La coordination du panel de consultation est assurée par EFIMED. Le consortium est chargé de l'organisation de MEDFOR qui est un programme de Master *Erasmus Mundus* de deux ans devant contribuer à l'amélioration de la foresterie méditerranéenne en particulier dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de l'élaboration des politiques. Lancé en 2011, le programme met l'accent sur l'éducation des dirigeants de la future génération d'ingénieurs, gestionnaires,

³¹ www.ciheam.org

³² www.efimed.efi.int

³³ www.tinyurl.com/liste-consortium-efimed

³⁴ www.emuni.si/en/strani/451/About-EMUNI.html

³⁵ www.medfor.eu

chercheurs et enseignants impliqués dans la forêt méditerranéenne et la gestion de ses ressources naturelles.

– Plan Bleu³⁶

Le Plan Bleu est un centre d'observation, d'analyse et de prospective, mis en place à la fin des années 70 dans le cadre du Plan d'Action pour la Méditerranée du Programme des Nations Unies pour l'Environnement et de la Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée (Convention de Barcelone). Le centre est administré par une association non gouvernementale de droit français (loi de 1901) intitulée "Plan Bleu pour l'environnement et le développement en Méditerranée".

Ses activités incluent le développement de bases de données et de méta-données sur l'environnement, l'économie et la société ; l'analyse et la prospective concernant les principaux enjeux de développement durable à l'échelle du bassin méditerranéen ; la publication et la diffusion des résultats de ses études et synthèses ; le développement et l'animation de réseaux d'experts dans les pays méditerranéens ; et l'aide à la construction des capacités.

Le Plan Bleu est membre du PCFM et fait partie du réseau d'institutions d'EFIMED.

6.1.3. Echange d'expérience

– Association Internationale Forêts Méditerranéennes (AIFM)³⁷

L'Association Internationale Forêts Méditerranéennes (AIFM) a été créée en 1996 à l'initiative de l'association française Forêt Méditerranéenne, avec l'aide de la Société portugaise des sciences forestières puis de l'Association *Foresta Mediterranea* en Italie, avec l'appui de l'UNESCO (MAB), de la FAO (*Silva Mediterranea*), du PNUE (PAM), et grâce à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi qu'à l'Etat français. Elle a pour but de faciliter les échanges de connaissances, d'expériences ou de conceptions au sujet des forêts méditerranéennes de manière transversale, pluridisciplinaire et internationale. Pour cela, elle œuvre, entre autres, au développement de programmes de coopération décentralisée.

L'AIFM est membre du PCFM ; elle n'est pas membre d'EFIMED mais fait partie de son réseau d'institutions.

– Réseau Méditerranéen de Forêt Modèle (RMFM)³⁸

Depuis sa création en 2008, 13 régions et pays de la région méditerranéenne ont rejoint le Réseau Méditerranéen de Forêt Modèle. Le réseau étudie les particularités de la région méditerranéenne, développe des objectifs communs et établit des modèles de collaboration entre les membres. Le réseau favorise l'échange de connaissances, la coopération dans des domaines d'intérêt commun et développe les capacités d'innovation et des modes d'apprentissage.

Le RMFM est membre du PCFM et fait partie du réseau d'institutions d'EFIMED.

6.1.4. Coopération au développement

– Partenariat de Collaboration sur les Forêts Méditerranéennes (PCFM)³⁹

Le Partenariat de Collaboration sur les Forêts Méditerranéennes a été initié en 2010 autour d'un projet régional financé par la coopération allemande auquel est venu s'adjoindre fin 2011 le projet FFEM financé par la France. L'initiative est le résultat d'une réflexion menée entre autres au sein du Comité *Silva Mediterranea* à laquelle ont également contribué la FAO, le Plan Bleu et le CIHEAM. Ce partenariat volontaire constitué de différentes institutions a pour objectif de mieux coordonner et intégrer les activités de ses membres afin de créer des synergies pour renforcer la capacité des six pays-cibles (Algérie, Liban,

³⁶ www.planbleu.org

³⁷ www.aifm.org

³⁸ www.mmfn.info/sitio

³⁹ www.fao.org/forestry/silvamed/66624/fr

Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie). Le Secrétariat du Comité *Silva Mediterranea* intervient également comme secrétaire du PCFM. Les contributions des membres dépendent de leur mission et de leur compétence et peuvent être réalisées de différentes manières (contributions financières, expertises techniques, études ou contributions aux instances de pilotage). La durabilité du partenariat dépendra de la dynamique de projets qu'il parviendra à susciter.

Bien que son intitulé en soit une déclinaison, le PCFM ne se situe pas dans le même registre que le Partenariat de Collaboration sur les Forêts (PCF)⁴⁰ actif au niveau mondial et présidé par la FAO. Le PCF est un mécanisme de coordination inter-agences qui permet aux institutions membres de rationaliser et aligner leurs travaux respectifs en vue d'un objectif général commun et ce, sur la base d'une relation *equal footing*. Le PCFM est quant à lui un consortium constitué d'acteurs très variés devant permettre aux partenaires de développer et mettre en œuvre conjointement des projets de coopération au bénéfice de pays-cibles cités précédemment. Son nom qui laisse supposer une extension géographique à l'ensemble du bassin méditerranéen si ce n'est à la région climatique, génère par ailleurs une ambiguïté puisque le PCFM ne porte que sur une fraction de ceux-ci.

6.2. Principaux projets forestiers méditerranéens

Sont repris ici quelques-uns des principaux projets internationaux récents intéressant directement ou indirectement les forêts méditerranéennes. La liste n'est pas exhaustive et omet certainement d'autres projets de coopération régionale entrepris en particulier dans la région du Proche-Orient que le panel n'a malheureusement pas pu analyser avec le niveau de détail voulu. Le panel estime cependant que cette restriction ne devrait pas limiter la portée des conclusions tirées de l'analyse.

- Adaptation au changement climatique des conditions cadres de la politique forestière dans la région MENA – *Projet GIZ*, 2010-2015, 7 500 000 €, GIZ⁴¹

L'objectif de ce projet est d'améliorer les conditions pour une gestion durable des écosystèmes forestiers et pour la préservation de leurs services environnementaux dans le contexte du changement climatique dans les pays bénéficiaires du projet (Algérie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie). Ce projet formalisé entre le Maroc et la GIZ, s'inscrit dans le cadre du Partenariat de Collaboration sur les Forêts Méditerranéennes (PCFM) à l'émergence duquel il a contribué.

- AGORA - *Advancing Mediterranean Forest research Capacities*, 2010-2012, 1 000 000 €, 7^{ème} Programme Cadre (FP7), Union Européenne (UE)⁴²

AGORA dont la coordination est assurée par EFIMED, vise à faire progresser les connaissances scientifiques sur la gestion durable des forêts en Tunisie et au Maroc grâce à la coopération scientifique, le réseautage et le renforcement des capacités. Il s'appuie sur les ressources disponibles dans les différentes institutions européennes de recherche forestière de la région méditerranéenne. Bien qu'EFIMED fasse partie du PCFM et que les pays visés par le projet en soient deux des bénéficiaires, le projet ne s'inscrit pas dans le cadre du PCFM.

- European NWFPs network - COST Action FP1203, 2013-2017⁴³

L'objectif de cette Action COST dont la coordination est assurée par le Portugal est de construire un réseau multidisciplinaire de chercheurs et gestionnaires travaillant sur les produits forestiers non ligneux à travers l'Europe, d'examiner l'état actuel de la technique, de mettre en évidence l'innovation existante, de partager des informations et des expériences, d'identifier les thèmes de recherche et de rechercher des synergies de recherche. Le Portugal est membre du Comité *Silva Mediterranea* et coordonnateur du groupe

⁴⁰ www.cpfweb.org/fr

⁴¹ www.giz-cpmf.org

⁴² www.efimed.efi.int/portal/projects/agora/english_version

⁴³ www.nwfps.eu

de travail sur les produits forestiers non ligneux. Une jonction avec l'Action COST traitant du même thème ne semble cependant pas avoir été faite.

- FOR CLIMADAPT - *Adaptation of Mediterranean woodland to climate change*, 2010-2013, 1 700 000 €, MED Programme, UE⁴⁴

FOR CLIMADAPT vise l'amélioration de l'adaptabilité des espaces naturels méditerranéens aux risques du changement climatique, en particulier les risques d'érosion, les incendies et le dépérissement. Il s'appuie sur le partenariat suivant: le Parc National du Vésuve (Italie) (chef de file), la Région d'Ombrie (Italie), l'Office National des Forêts (France), Forêt Méditerranéenne (France), la Région Nord-Egée (Grèce), l'Association de Défense de l'Héritage de Mertola (Portugal) auxquels s'ajoutent l'AIFM et le CTFC.

- FORESTERRA - *Enhancing Forest REsearch in the MediTERRanean through improved coordination and integration*, 2012-2015, 1 998 000 €, FP7, UE⁴⁵

FORESTERRA fait partie de l'initiative ERA-NET de l'UE⁴⁶ dont le but est de renforcer la coordination des activités de recherche. Il vise le renforcement de la coordination scientifique des programmes méditerranéens de recherche forestière ainsi que la coopération scientifique entre les pays du bassin méditerranéen et les autres pays de climat méditerranéen. FORESTERRA a des partenaires provenant de 12 pays méditerranéens et est associé à EFI et au CIHEAM.

- Map-FGR - *Strengthening conservation: a key issue for adaptation of marginal/peripheral populations of forest tree to climate change in Europe*, COST Action FP1202, 2012-2016, UE⁴⁷

Cette Action COST dont la coordination est assurée par l'Italie se focalise sur la problématique des populations marginales et/ou périphériques d'arbres forestiers sur lesquelles les effets du changement climatique devraient être plus importants. L'étude de ces populations est importante pour comprendre l'évolution des espèces et progresser dans l'élaboration de stratégie de gestion. Les membres de Map-FGR sont essentiellement européens ; quelques pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée y sont associés ainsi que la FAO et EFIMED.

Cette Action COST a été conçue dans le cadre des activités du groupe de travail « ressources forestières génétiques méditerranéennes » de *Silva Mediterranea* en collaboration avec le PCFM.

- MEDLAND 2020 - *Design of a future common integrated land management scheme to protect natural resources in synergy with social and economic valorisation*, 1 000 000 €, 2013-2014, MED Programme, UE⁴⁸

MEDLAND 2020 est un projet de capitalisation ; son objectif global est de renforcer l'impact des projets MED finalisés sur la gestion durable des terres et des ressources naturelles dans le bassin méditerranéen. Il vise à promouvoir un système commun de gestion intégrée des terres pour protéger les ressources naturelles, en synergie avec une valorisation sociale et économique dans le bassin méditerranéen. Le projet comprend 13 partenaires dont l'AIFM, le CTFC et le CIHEAM, provenant de sept pays de l'UE riverains de la Méditerranée (France, Espagne, Italie, Croatie, Slovaquie, Grèce et Portugal) et d'un pays invité (Albanie).

- NEWFOREX - *NEw Ways to value and market FORest Externalities*, 2010-2013, 3 500 000 €, FP7, UE⁴⁹

NEWFOREX dont le titre est assez explicite, se focalise sur 5 cas d'étude européens dont un méditerranéen. NEWFOREX compte 11 partenaires dans 7 pays européens dont EFIMED et le CTFC. La coordination du projet est assurée par l'Université de Copenhague.

⁴⁴ www.forclimadapt.eu/en

⁴⁵ www.foresterra.eu/index.html

⁴⁶ www.ec.europa.eu/research/fp6/index_en.cfm?p=9_eranet

⁴⁷ www.cost.eu/domains_actions/fps/Actions/FP1202

⁴⁸ www.medland2020.eu/fr

⁴⁹ www.newforex.org/

- Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux, projet FFEM, 2011-2015, 2 650 000 €, FFEM⁵⁰

La finalité du projet qui s'inscrit dans le cadre du Partenariat de Collaboration sur les Forêts Méditerranéennes (PCFM) est d'inciter les acteurs à gérer et/ou restaurer les espaces boisés méditerranéens avec une perspective de fourniture durable des biens et services environnementaux. Les six pays visés par le PCFM en sont les destinataires. Les maîtres d'ouvrage en sont la FAO via le secrétariat du Comité *Silva Mediterranea* et le Plan Bleu.

- PROFORBIOMED - Promotion of residual forestry biomass in the Mediterranean Basin, 2011-2014, 4 240 000€, MED Programme, UE⁵¹

PROFORBIOMED vise le développement et la promotion de l'utilisation de la biomasse forestière résiduelle pour la création d'un secteur de l'énergie durable du bois dans la région méditerranéenne, avec l'émergence, à moyen terme, d'un marché de la biomasse pour l'énergie. Le projet comprend 18 partenaires dont l'AIFM et le CTFC, provenant de six pays méditerranéens : France, Grèce, Italie, Portugal, Slovénie et Espagne.

- Star Tree, 2013-2016, 7 500 000 €, FP7, UE⁵²

Star Tree est un projet paneuropéen qui entend soutenir l'exploitation durable des ressources forestières pour le développement rural. Il s'agit d'un projet devant permettre de montrer comment les arbres à usages multiples et les produits forestiers non ligneux peuvent être utilisés pour renforcer et diversifier les activités économiques dans les zones rurales. EFI, la FAO et le CTFC font partie de ce projet comprenant 24 partenaires européens ainsi que la Turquie.

- SylvaMED, 2010-2013, 1 278 000€, MED Programme, UE⁵³

SylvaMED est un projet européen de coopération territoriale qui fait partie du programme MED. Il entend démontrer que les paiements pour les services écosystémiques (PES) et les *Marked-Based Instruments* (MBI) sont réalisables et durables à la fois écologiquement et économiquement, et qu'ils fournissent à long terme des ressources naturelles et des revenus supplémentaires pour les populations locales. Le projet s'intéresse à des zones fortement boisées et est centré sur la France, la Catalogne, la région de Ligurie en Italie, la Slovénie et la Grèce. Parmi les partenaires impliqués, on trouve le CIHEAM, le CTFC et EFIMED.

6.3. Processus internationaux connexes

- Accord Juridiquement Contraignant sur les forêts en Europe

Depuis janvier 2012, des négociations sont en cours au niveau paneuropéen autour d'un projet de traité international sur les forêts. Alors que des conventions internationales existent sur la biodiversité, le climat ou la désertification dans lesquelles la forêt est partie prenante, aucune ne traite à ce jour de la forêt dans sa globalité. Initié dans le cadre de *Forest Europe*, ce processus devrait aboutir à une convention cadre juridiquement contraignante. Rédigée de façon assez générique, elle serait ouverte à des pays signataires non européens. Le texte prévoit le développement ultérieur de protocoles spécifiques qui pourraient être régionaux ou thématiques.

⁵⁰ www.tinyurl.com/projet-ffem

⁵¹ www.proforbiomed.eu/fr

⁵² www.star-tree.eu

⁵³ www.sylvamed.eu

6.4. Discussion

Le panorama qui vient d'être sommairement dressé et qui n'est certainement pas exhaustif, montre une diversité d'initiatives signe que des opportunités et des leviers existent bel et bien.

Le nombre de nouveaux organismes de coopération régionale, de structures scientifiques et de programmes de recherche et de formation s'intéressant à la filière forêt-bois-environnement, au niveau de la région méditerranéenne, a augmenté de façon significative depuis les années 1970. Cette évolution s'est faite en parallèle avec l'évolution du Comité *Silva Mediterranea* vers sa forme actuelle.

Si les organismes de coopération régionale ont ciblé leur action sur l'intensification des relations intergouvernementales dans plusieurs domaines du développement économique et environnemental et de la planification intégrée, les projets et les structures de recherche et de formation sont clairement consacrés à la conservation et à l'aménagement des écosystèmes forestiers méditerranéens et recouvrent largement les thématiques et les objectifs de certains groupes de travail de *Silva Mediterranea*.

Que l'on s'en tienne à son mandat formel ou que l'on considère les activités réellement entreprises, le positionnement de *Silva Mediterranea* qui ne dispose pas d'un cadre stratégique propre, apparaît peu clair. On observe diverses zones de recouvrement tant en termes de domaines d'action qu'en termes de thématiques. Les pays membres du Comité sont par ailleurs impliqués dans différents projets sans qu'un partage de l'information en amont ou en aval ne semble envisagé avec les autres membres du Comité voire avec le Secrétariat. Il en est de même pour le PCFM. Le besoin de coordination est manifeste.

Un acteur comme EFIMED semble s'être stabilisé dans une niche spécifique et avoir gagné en légitimité au point d'avoir développé une stratégie régionale spécifique en matière de recherche forestière, résultat d'une approche concertée et partagée.

On peut également aisément constater que ces programmes et structures rencontrent deux limitations importantes qui peuvent provenir d'une coupure du lien avec le niveau des décideurs, des politiques et des parties prenantes : d'une part, la difficulté de traduire les résultats de la recherche en plans stratégiques et en actions concrètes et, d'autre part, le risque que les scientifiques fonctionnent en circuits fermés en raison d'un déficit de rapport avec la réalité et d'une capacité réduite d'adresser des questions de recherche vraiment significatives. Sur tous ces sujets la valeur ajoutée et le rôle du Comité *Silva Mediterranea* peuvent devenir significatifs en contribuant à établir des liens entre la recherche, les cadres stratégiques gouvernementaux nationaux et régionaux et les actions concrètes sur le terrain.

7. Couverture des enjeux par le Comité

Ce chapitre se penchera d'abord, sur la couverture des enjeux par le Comité au cours de la période de référence et des années à venir, et ensuite sur la pertinence des thématiques qui sont au cœur des groupes de travail du Comité.

7.1. Appui sur le Cadre Stratégique pour les Forêts Méditerranéennes

Produit récent discuté et validé à Tlemcen (Algérie) en mars 2013, le Cadre Stratégique pour les Forêts Méditerranéennes (CSFM) présente une série de recommandations structurées en axes stratégiques susceptibles de répondre à trois objectifs jugés primordiaux : (1) développer et promouvoir les biens et services, (2) favoriser la résilience face aux changements globaux et (3) renforcer les capacités et mobiliser les ressources ; pour chaque axe stratégique, une série de résultats sont attendus. Construit et validé au cours d'un large processus de consultation des acteurs et partenaires de la forêt méditerranéenne, ce document synthétique qui couvre l'ensemble des enjeux actuels, devrait être progressivement décliné par les différents pays membres du Comité en vue d'enrichir ou mettre à jour leurs politiques forestières. Ce processus pourrait bénéficier d'une analyse préalable visant à comparer les politiques et programmes nationaux existant.

Certaines recommandations pourraient certainement être judicieusement préparées ou mises en œuvre grâce au concours du Comité *Silva Mediterranea* ou d'autres acteurs ou consortiums actifs sur les questions forestières méditerranéennes. Il ne revient bien entendu pas au panel d'évaluation de réaliser le travail de positionnement stratégique que le Comité devrait engager préalablement à une discussion avec les différents intervenants intéressés. Le panel est cependant en mesure de proposer au Comité une grille de lecture qui pourrait être utile pour cet exercice collectif. Gageons que le résultat concret sera au moins aussi intéressant que l'apprentissage auquel aura donné lieu le processus lui-même.

L'idée serait de partir des axes stratégiques et recommandations du Cadre Stratégique pour les Forêts Méditerranéennes et de les décliner en termes de couverture des enjeux par le Comité au cours de la période 2009-2012 en distinguant le Secrétariat, les groupes de travail et les membres et le cas échéant de préciser le partenaire ou les partenaires extérieurs impliqués. La qualification de la couverture des enjeux correspondrait à une cote de 0 (nulle) à 3 (très bonne). Le même exercice serait ensuite réalisé pour la période à venir à savoir 2013-2016. Un exemple est donné au tableau 4.

7.2. Thématiques de groupes de travail du Comité

Sans vouloir interférer avec l'exercice évoqué ci-dessus ni anticiper sur les recommandations que le panel pourrait faire quant au fonctionnement et au positionnement stratégique du Comité, quelques éléments utiles peuvent dès à présent être avancés à la lumière de l'analyse présentée au point 3.

D'une manière générale, il semble important que les thématiques envisagées fassent partie du domaine d'expertise de la FAO et idéalement que la contribution des experts de la FAO mobilisés pour contribuer aux actions du Comité *Silva Mediterranea* fasse officiellement partie des termes de référence de leurs fonctions respectives au sein du Département des forêts de la FAO.

De façon plus spécifique, les thématiques des groupes de travail 3 et 5 à savoir respectivement le développement durable et le changement climatique apparaissent trop transversales et trop peu précises pour pouvoir fédérer utilement et efficacement les énergies au sein d'un groupe de travail.

Tableau 5 : Grille d'analyse pour l'examen de la couverture passée et future des enjeux par le Comité

Cadre stratégique Objectif - Recommandations	2009-2012				2013-2016			
	<i>Silva Mediterranea</i>			Autre acteur/ partenaire	<i>Silva Mediterranea</i>			Autre acteur/ partenaire
	Secrétariat	Groupe de travail	Membres		Secrétariat	Groupe de travail	Membres	
Axe 1 – recommandation 1 « Valoriser les filières-bois et produits forestiers non-ligneux (liège, miel, champignons) tout en préservant les ressources forestières méditerranéennes »								
Axe 1 – recommandation 2 « Développer les connaissances sur la quantité et la qualité des biens et services qui sont produits et utilisés afin d'améliorer les plans de gestion et d'accroître la durabilité de la gestion forestière »								
Axe 1 – recommandation 3 « Associer l'ensemble des parties prenantes, en particulier les populations locales et le secteur privé, dans les processus de conception, de formulation, de mise en œuvre et de suivi des politiques forestières »								
Axe 1 – recommandation 4 « Reconnaître, faire mieux connaître et explorer les services fournis aux populations par les forêts urbaines et périurbaines »								

Concernant le groupe « développement durable », la thématique sous-jacente des approches territoriales (*landscape approach*) qui avait été plus particulièrement abordée en début de période, est à l'ordre du jour dans de nombreux forums internationaux et devrait gagner en importance dans le futur ; elle reste cependant trop générale voire trop théorique ou paradigmatique pour constituer à elle seule le moteur d'un groupe de travail.

La question des feux de forêts qui fait d'ailleurs l'objet d'un axe stratégique spécifique au sein du CSFM, semble incontournable dans la région et devrait l'être de façon croissante dans le futur puisqu'on doit s'attendre à une virulence et une fréquence accrues des feux en raison du changement climatique. Une meilleure coordination et une coopération transfrontalière renforcée en la matière sont essentielles. Une attention particulière devrait également être apportée aux actions de restauration après le passage des feux.

La thématique des produits forestiers non ligneux comme par exemple les pignons de pain ou le liège apparaît particulièrement pertinente en Méditerranée berceau de produits emblématiques. Le liège est ainsi considéré comme une priorité dans certains pays comme l'Algérie où elle figure en première place dans le plan quinquennal 2015-2019 et où une réactivation récente du Conseil National Interprofessionnel du Liège (CNIL) a été effectuée. Le thème est également porteur en raison de ses connexions étroites avec la question émergente de la bio-économie.

La thématique des ressources génétiques forestières méditerranéennes est également cruciale dans la région à l'heure du changement climatique et d'une part, des besoins de restauration avec des demandes précises des pays du Sud de la Méditerranée surtout en termes d'applications concrètes (choix d'espèces, peuplements et vergers à graine, comptoir à graines, ...) et d'autre part, des besoins de préparation de l'avenir des massifs forestiers et en particulier de leur adaptation au climat annoncé par les scientifiques.

La constitution d'un nouveau groupe de travail sur les forêts urbaines et périurbaines dans une région où la population urbaine est devenue majoritaire semble judicieuse. Les pays membres du Comité partagent des contraintes climatiques similaires et devraient tirer un bénéfice direct d'une approche voire d'une stratégie partagée en la matière.

La question de la restauration des écosystèmes forestiers en zones arides est également importante dans la région bien que les particularités méditerranéennes de la problématique soient moins claires que dans le cas de figure précédent ce qui réduit d'autant sa pertinence pour le Comité.

8. Synthèse

La synthèse des éléments principaux issus de l'analyse sont présentés ci-dessous dans un diagramme SWOT au sein duquel sont identifiées les forces et faiblesses du Comité ainsi que les opportunités ou menaces extérieures qui se présentent à lui.

Forces	Opportunités
<ul style="list-style-type: none"> – Plate-forme d'échange intergouvernementale unique en matière forestière (à créer si elle n'existait pas déjà) – Couverture d'une région charnière – Expérience accumulée et réseau d'influence – Interaction recherche, technique et niveau politique – Arrimage FAO (leadership mondial, appui technique, Secrétariat, multilatéralisme, neutralité, professionnalisme, reconnaissance) – Existence de documents cadre de référence (CSFM, EdFM) 	<ul style="list-style-type: none"> – Actualité thématique méditerranéenne brûlante (bio-économie, services écosystémiques/environnementaux ...) – Région de recouvrement de différentes conventions globales (UNCBD, UNFCCC, UNCCD) – Entrée en scène de nouveaux acteurs, y compris bailleurs de fond, sur la scène méditerranéenne – Rôle multifonctionnel de la foresterie dans la région avec comme corollaire une ouverture bienvenue aux autres secteurs et à la sécurité alimentaire dans le monde tant rural qu'urbain – Redécouverte inévitable à moyen terme de l'intérêt politique euro-méditerranéen – Recours potentiel à des données territoriales disponibles à l'échelle régionale (connaissance et suivi de l'environnement)
Faiblesses	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> – Manque d'intérêt et faible appropriation par plusieurs pays membres – Faible prise en compte des diversités linguistiques (anglais, arabe, espagnol, français) – Valeur ajoutée des groupes de travail insuffisante pour les membres – Fluidité et faible transparence du fonctionnement interne et de la gouvernance – Positionnement stratégique insuffisant – Estompement de la norme et tendance à l'externalisation des activités des groupes de travail avec des risques de perte/détournement de la valeur ajoutée au bénéfice d'acteurs extérieurs – Particularité de l'ancrage FAO (poids relatif faible de la forêt méditerranéenne, comitologie interne) – Précarité du financement et des ressources humaines – Connexion insuffisante avec les décideurs – Inertie face à des structures plus souples comme les partenariats et face à une évolution rapide des enjeux – Manque de traduction des recommandations du Comité au niveau supérieur ou dans les forums internationaux 	<ul style="list-style-type: none"> – Crise économique, financière et sociétale – Crises/mutations politiques dans de nombreux pays de l'espace méditerranéen – Multiplication des centres de pouvoir et des centres décisionnels due à l'arrivée de nouveaux acteurs et bailleurs de fond (par exemple PCFM) sans coordination régionale et termes de référence spécifiques – Absence de mécanismes de financement communs aux différentes rives de la Méditerranée – Faible visibilité de la valeur économique directe et surtout indirecte des forêts méditerranéennes – Risque de marginalisation de la forêt méditerranéenne dans le contexte du changement climatique (portée du Comité) – Fragmentation de la thématique forestière et par conséquent multiplication des acteurs qui la traitent

9. Discussion générale

Avant de présenter ses recommandations de façon synthétique, le panel souhaite partager ici les éléments essentiels d'une discussion générale qui se concentre sur les aspects de fonctionnement et de positionnement tout en restant en retrait sur les questions d'ordre plus stratégique estimant qu'il s'agit d'un espace réservé à la FAO et au Comité. La figure 2 présente un diagramme général reprenant les éléments d'un schéma possible de positionnement stratégique de *Silva Mediterranea* qui devrait en faciliter la lecture.

9.1. Vers un cadre renouvelé

Il semble exister un réel intérêt des administrations forestières de la région pour un forum neutre intergouvernemental d'échanges, et une impérieuse nécessité de coordination autour des questions forestières dans la région. Le panel considère qu'un tel forum devrait être créé s'il n'existait pas déjà.

Il y a également des demandes explicites des membres en faveur d'une articulation plus effective de *Silva Mediterranea* avec les instances internationales de haut niveau traitant directement ou indirectement des forêts, afin que les questions forestières méditerranéennes y trouvent une caisse de résonance utile pour mieux faire face aux enjeux sociaux et environnementaux qui lui sont spécifiques. Le panel estime que l'arrimage avec le Département des forêts de la FAO qui est le chef de file en matière forestière au niveau mondial et qui préside le CPF, constitue en l'occurrence un atout majeur. Une plus grande visibilité de *Silva Mediterranea* au sein du CPF et lors du COFO devrait cependant être envisagée ; celle-ci devrait contribuer à un positionnement plus fort avec les COP de la UNCCD, UNCBD et UNFCCC et à une mobilisation plus soutenue et plus continue des décideurs de la région, paramètre indispensable au développement d'un Comité devenu plus politique qu'opérationnel.

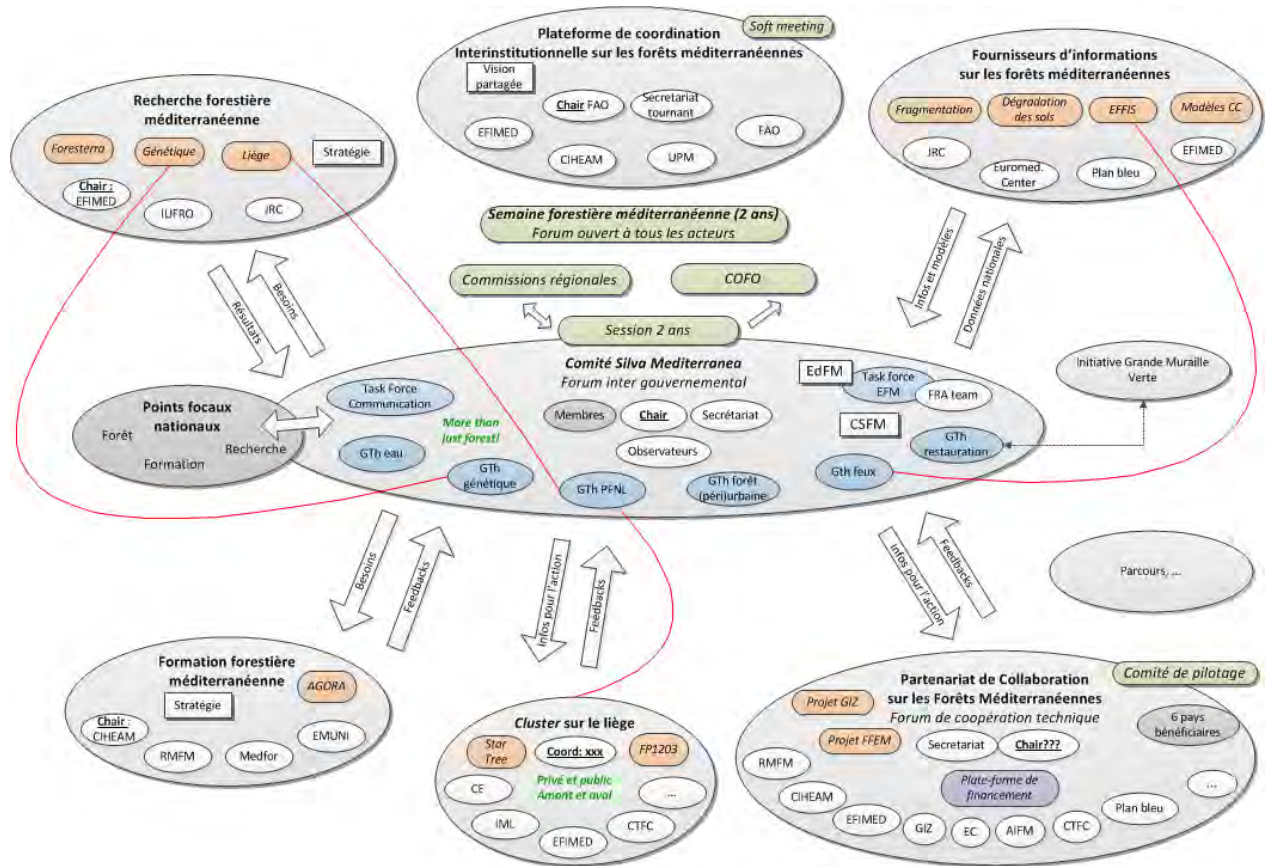
Les efforts que requiert cette évolution ne se justifient cependant que s'ils s'appuient sur un intérêt réel des membres du Comité pour une coopération régionale tout en comprenant les intérêts de chacun. Le panel encourage une réappropriation et une mobilisation des pays autour d'une vision commune et l'identification de domaines prioritaires parmi les axes et/ou recommandations du CSFM; il estime que cette étape constitue un point de départ incontournable.

Une telle évolution suppose un ajustement voire une révision du mandat de *Silva Mediterranea* en particulier quant à son rôle dans l'animation de la recherche forestière, et un recentrage sur deux pieds : le dialogue en matière de politique forestière et l'identification des priorités de coopération régionale. Un Etat des Forêts Méditerranéennes périodiquement actualisé devrait s'avérer particulièrement utile dans ce cadre renouvelé.

Le panel estime qu'une réflexion sur la composition de *Silva Mediterranea* devrait être entreprise après un tour systématique des capitales des pays membres actuels afin d'actualiser l'argumentaire de chacun en faveur d'un éventuel maintien comme membre du Comité.

Le panel recommande au Comité de garder un œil attentif sur l'évolution des négociations pour un accord juridiquement contraignant sur les forêts en Europe. Si la version actuelle du texte devait être définitive, une adhésion des pays non européens membres du Comité *Silva Mediterranea* serait possible tout comme le développement ultérieur de protocoles particuliers dédiés par exemple aux problématiques forestières de la région méditerranéenne. Une articulation avec le Comité devrait alors être prévue.

Figure 2 : Eléments d'un positionnement possible de *Silva Mediterranea* sur la scène forestière méditerranéenne



9.2. Des liens plus lisibles avec les partenaires

En l'absence de termes de référence spécifiques voire dans certains cas de stratégie propre, le positionnement respectif des différents acteurs de la forêt méditerranéenne apparaît peu clair. L'évolution du Comité vers une instance plus politique qu'opérationnelle devrait lui permettre d'évoluer dans un espace mieux démarqué du champ d'action de ses partenaires.

Le panel encourage vivement les acteurs à développer des initiatives permettant de clarifier encore mieux la situation ; il considère que cette suggestion est particulièrement importante dans le cas du Partenariat de Collaboration sur les Forêts Méditerranéennes dont l'objectif implicite de coopération technique devrait être plus clairement affiché et mieux balisé. La proximité du PCFM avec les bailleurs de fond engagés dans la coopération au développement constitue une spécificité de cet instrument qui rend son éventuelle mutation vers une structure à visée plus large, difficile voire inappropriée. Un changement éventuel du nom par trop ambigu de cet instrument ne devrait pas être écarté.

Comme l'illustre la figure 2, le panel recommande la création d'une structure légère de coordination entre les principales organisations intergouvernementales ayant un mandat portant en tout ou en partie sur les forêts méditerranéennes (FAO, EFIMED, CIHEAM, UPM). L'idée est que ces organisations, s'appuyant sur une vision partagée, y trouvent un espace de concertation au sein duquel elles puissent procéder à un alignement de leur travail et de leur champ d'action respectifs et ainsi réduire voire éviter la dispersion des efforts, la fragmentation et les redondances. Cette structure pourrait par exemple entériner la place occupée par EFIMED dans la coordination de la recherche forestière méditerranéenne et préciser son rôle dans les zones d'interface entre d'une part, la recherche et le développement de capacités et d'autre part, la recherche et le développement de politiques. Il s'agirait d'une structure pérenne de concertation dépassant les mandats temporaires et indépendante d'éventuelles influences extérieures. Présidée par la FAO avec un secrétariat qui pourrait être tournant, elle fonctionnerait sur base d'une relation *equal footing* et serait composée de responsables des différentes organisations impliquées.

L'instauration récurrente d'une Semaine Forestière Méditerranéenne organisée conjointement par les différents acteurs de la forêt méditerranéenne, tiendrait lieu de forum ouvert aux différents secteurs, parties-prenantes et sensibilités et devrait permettre au Comité de rester en phase avec les réalités et attentes concrètes du terrain tout en étant au fait des innovations et idées émergentes. Une réflexion interne à la FAO pourrait dans le même temps être utilement entreprise afin de clarifier voire faire évoluer le rôle devenu par trop ambigu des observateurs au sein des organes statutaires comme *Silva Mediterranea* et des organes subsidiaires que ceux-ci ont jugé nécessaire de mettre en place.

9.3. Un fonctionnement interne plus fluide

Le panel considère que les sessions du Comité devraient retrouver leur rythme initial bisannuel qui est d'une part en phase avec celui des forums internationaux, de la FAO en particulier, et constitue d'autre part un bon compromis permettant de garder le souffle nécessaire entre deux sessions tout en évitant les éventuels décrochages de pays membres. L'organisation des sessions en marge du COFO plutôt que dans le pays présidant le Comité, devrait permettre de susciter à la fois une participation plus effective des membres et la présence d'interlocuteurs de plus haut niveau. Peut-être faudrait-il alors envisager d'organiser les semaines forestières méditerranéennes dans le pays qui préside *Silva Mediterranea*?

Sur le fonctionnement interne du Comité, le panel estime que le recours systématique à des termes de référence clairs et précis pour les différents intervenants (Président, Secrétariat, Bureau, Comité Exécutif, points focaux nationaux) et une mise à jour du règlement d'ordre intérieur devraient permettre une activité plus fluide, plus efficace, plus transparente et plus cohérente, ainsi qu'une transition plus souple lors du renouvellement des mandats. Il recommande par ailleurs au Comité de reconsidérer une instance

comme le Comité Exécutif Elargi qui, de l'avis du panel, a pu être une source de confusion dans la gouvernance du Comité.

Le panel estime que les efforts de *Silva Mediterranea* et en particulier de son Secrétariat, devraient à l'avenir se concentrer davantage sur le renforcement de la dynamique interne du Comité. Il encourage une réflexion approfondie, créative et innovante sur les modalités d'interaction entre les instances du Comité et ses membres, en particulier sur les modalités de fonctionnement et d'animation de son réseau de points focaux nationaux. Le panel suggère qu'à cette occasion, des solutions souples basées sur des mandats de durée limitée et un principe de tournante puissent éventuellement être mises en places afin d'éviter les chasses gardées et de bénéficier de l'efficacité engendrée par la nécessaire coordination qu'une telle option suppose. Vu l'implication de la FAO dans divers partenariats et comités et sachant que le recours au concept de point focal national y est fréquent, le panel considère qu'il pourrait être judicieux qu'une réflexion transversale basée sur un échange d'expériences soit engagée sur la question au sein de la FAO.

Le panel juge cependant utile de rappeler que ces différentes instances sont au service des pays membres c'est-à-dire au service des stratégies et projets qu'ils auront jugé utile d'élaborer conjointement. Le panel encourage une vigoureuse remobilisation des pays membres pour que ceux-ci se réapproprient le Comité *Silva Mediterranea*.

9.4. Des organes subsidiaires d'interface

L'objectif des organes subsidiaires qui n'ont pas de pouvoir de décision est de faciliter le travail du Comité et l'accomplissement de son mandat. Afin de garder une cohérence et d'éviter d'éventuels déséquilibres, le panel estime important que les organes subsidiaires mis en place respectent la portée géographique du Comité et se concentrent sur des problématiques intéressant l'ensemble des membres.

Le panel préconise en la matière un lien explicite avec la stratégie que le Comité aura élaborée. Sans anticiper sur ce processus, le panel propose deux types d'organe subsidiaire.

- Des *Task Forces* mobilisées autour de questions très ciblées ou de projets ponctuels du Comité; comme illustré à la figure 2, une *Task Force* pourrait se concentrer sur la communication lors d'événements spécifiques et une autre sur la mise à jour régulière de l'Etat des Forêts Méditerranéennes ;
- Des groupes ou plateformes thématiques assurant, pour les questions prioritaires identifiées par le Comité, la veille, le suivi et l'interface avec les initiatives, programmes et projets en cours ou à venir sur la scène forestière méditerranéenne en ce compris le programme de la FAO ; ces groupes thématiques contribueraient à l'alimentation et l'animation du réseau de points focaux nationaux pendant l'intersession et constitueraient les interlocuteurs thématiques des membres du Comité lors des sessions formelles.

Cette formule plus souple et plus légère devrait permettre au Comité d'élargir son champ d'action thématique sans disperser ses efforts.

Ces organes subsidiaires seraient constitués de représentants nommés par leur pays auxquels les fonctionnaires de la FAO en charge des matières viendraient prêter main forte. Le Comité pourrait aussi désigner ponctuellement et sur un mode *ad hoc* des experts intervenant en leur nom propre ; cette option devrait cependant passer par une révision des règles de procédure du Comité qui pour rappel sont plus restrictives que celles prévalant pour la maison mère.

Une souplesse devrait être laissée quant au format de ces organes subsidiaires dont les modalités de fonctionnement devraient pouvoir s'adapter aux spécificités des questions abordées. L'identification systématique d'un coordonnateur est cependant nécessaire ; le choix de la personne qui est un représentant d'un pays membre du Comité, devrait pouvoir se faire sur base de l'inspiration et la créativité qu'elle est susceptible de susciter. Le mandat de ce coordinateur devrait cependant être limité dans le temps afin d'entretenir une dynamique générale, de partager les responsabilités entre les différents pays membres de *Silva Mediterranea* et de susciter un climat de confiance basé sur la transparence. Les experts engagés dans le processus devraient pouvoir compter sur un soutien continu de leurs institutions nationales afin de pouvoir jouer leur rôle et participer aux réunions spécifiques ou formelles du Comité. Le recours à une externalisation ou à une sous-traitance ne devrait être que ponctuel et à la condition que le Comité garde un contrôle sur le processus et son ou ses produits via par exemple une forme légère de cahier des charges ; il devrait ne concerner que des actions d'appui, les règles de fonctionnement de la FAO excluant le recours à de telles modalités pour la coordination d'un organe subsidiaire.

L'instauration d'une meilleure coordination entre le Comité *Silva Mediterranea* et ses partenaires telle qu'évoquée plus haut ainsi que le travail de veille des groupes thématiques, devraient contribuer à l'élargissement de la palette des possibilités offertes aux pays membres sans alourdir le fonctionnement du Comité ni exiger des fonds supplémentaires. Prenons l'exemple de la constitution d'un *cluster* sur le liège évoqué à la figure 2. Une telle initiative pourrait être développée par les intervenants privés et publics actifs aux différents stades de la filière en collaboration avec la sphère de la recherche et certains pays membres du Comité, mais sans une implication du Comité lui-même si ce n'est le cas échéant en amont, à l'initiative du projet, et en aval, lors du partage des leçons apprises ou résultats susceptibles d'en être tirés. Un lien serait donc établi avec le groupe thématique en charge de la question au sein du Comité *Silva Mediterranea*.

Une transition progressive des groupes de travail actuels du Comité vers cette nouvelle formule devrait être aménagée. Certains devraient pouvoir évoluer de façon assez naturelle dans cette direction tandis que d'autres devraient sans doute subir une mutation plus profonde.

9.5. Quelles modalités de financement ?

Les différentes recommandations du panel supposent que la FAO et les pays continueront à soutenir l'existence d'un secrétariat fonctionnant à temps plein. Elles tiennent également compte des contraintes budgétaires et de la précarité des ressources du Comité. L'organisation des sessions en marge du COFO est un exemple ; elle pourrait permettre d'augmenter la fréquence des sessions formelles et le niveau de représentation au sein du Comité tout en diminuant les coûts de déplacement.

Recentré sur des questions plus politiques, le Comité se verrait par ailleurs moins contraint que dans la formule privilégiée ces dernières années, de développer lui-même des projets sans lesquels il ne pouvait que difficilement mettre en œuvre son programme de travail.

Une meilleure coordination interne et interinstitutionnelle et une meilleure intégration des bureaux régionaux et des Commissions forestières régionales de la FAO devraient quant à elles contribuer au développement de nouvelles opportunités ce qui devrait inciter voire motiver les pays membres à soutenir de façon plus continue voire plus structurée le fonctionnement du Comité.

Le panel suggère au Comité *Silva Mediterranea* d'explorer de nouvelles pistes de financement régionales ou globales et de réfléchir à la solution évoquée au point 5 d'un recours à des contributions volontaires tournantes d'un groupe de pays membres désireux de s'impliquer temporairement et de façon plus active dans le pilotage du Comité *Silva Mediterranea*.

9.6. Vers une ouverture progressive aux autres secteurs et disciplines

Face aux mutations en cours et à la complexité des enjeux mais aussi compte-tenu du parcours parfois difficile mais souvent très riche de *Silva Mediterranea*, le panel souhaite évoquer l'ouverture voire l'association très utile qui pourrait être faite avec les experts des sciences humaines et sociales. On pense en particulier mais sans exclusive aux sciences de la communication ou aux sciences politiques sans oublier l'apport précieux d'un regard historique pour l'ancrage des projets dans la réalité ou l'ébauche de possibles futurs. Une articulation progressive de la thématique forestière avec les secteurs et territoires connexes (eau, agriculture, villes, tourisme, ...) pourrait également être bénéfique grâce à sa contribution à l'élaboration progressive de solutions plus englobantes. Le panel encourage le Comité à ne pas hésiter à faire preuve de créativité en la matière.

10. Recommandations

10.1. Vers un cadre renouvelé

Le panel recommande

Au Comité *Silva Mediterranea*

- De procéder à une révision de son mandat en vue d'un recentrage sur (1) le dialogue en matière de politique forestière et (2) l'identification et le suivi des priorités de coopération régionale
- De procéder à une réflexion sur la composition de *Silva Mediterranea* après un tour systématique des capitales des pays membres actuels (*cette recommandation est jugée prioritaire*)
- D'élaborer une vision commune et une stratégie propre s'appuyant sur une identification des domaines prioritaires parmi les axes et/ou recommandations du Cadre Stratégique pour les Forêts Méditerranéennes (*cette recommandation est jugée prioritaire*)
- D'élaborer ensuite un programme d'actions à la réalisation duquel viennent contribuer les différentes instances du Comité
- De viser une mobilisation et une participation plus soutenue et plus continue des décideurs de haut niveau de la région aux sessions du Comité (*cette recommandation est jugée prioritaire*)
- De viser une articulation effective du Comité avec les instances et forums internationaux traitant directement ou indirectement des questions forestières
- De suivre l'évolution des négociations d'un Accord Juridiquement Contraignant sur les forêts en Europe et les négociations UNFCCC, UNCDD, UNCBD en lien avec les forêts
- De mettre à jour périodiquement l'Etat des Forêts Méditerranéennes.

Au Département des Forêts de la FAO

- D'accorder une visibilité accrue au Comité *Silva Mediterranea* lors du COFO et de contribuer à une plus grande visibilité et une meilleure prise en compte de la problématique des forêts méditerranéennes dans l'agenda des instances et forums internationaux (tels que UNFF, CPF, UNFCCC, UNCCD, UNCBD, World Forestry Congress) (*cette recommandation est jugée prioritaire*)
- De sensibiliser régulièrement les bureaux régionaux et les Commissions forestières régionales de la FAO et les représentations de la FAO dans les pays sur les questions traitées par le Comité *Silva Mediterranea*
- De mener une réflexion transversale sur le statut et le rôle des observateurs au sein des organes statutaires et subsidiaires et d'en faire bénéficier le Comité.

10.2. Des liens plus lisibles avec les partenaires

Le panel recommande

Au Département des Forêts de la FAO

- De mettre en place une plateforme légère de coordination entre les principales organisations intergouvernementales s'intéressant aux forêts méditerranéennes à savoir FAO, EFIMED, CIHEAM, UPM (secrétariat tournant, *equal footing*) (*cette recommandation est jugée prioritaire*)
- D'assurer la présidence de cette plateforme.

Au Comité *Silva Mediterranea*

- D'intensifier les échanges bidirectionnels (besoins et feedback/résultats) avec les sphères de la recherche, de la formation, du renforcement des capacités et de la production d'informations
- D'encourager la participation des acteurs de ces différentes sphères comme observateurs aux sessions du Comité

- De contribuer à l’instauration récurrente d’une Semaine Forestière Méditerranéenne comme lieu de forum ouvert aux différents secteurs, acteurs et sensibilités
- D’envisager avec les partenaires la tenue de ce forum dans le pays présidant le comité
- De solliciter le Secrétariat du Comité pour assurer la coordination de l’organisation de cet événement
- De revoir sa communication (site Internet, Newsletter, ...) afin qu’une distinction claire soit faite entre ses contributions propres et celle de chacun de ses partenaires (cette recommandation est jugée prioritaire).

Le panel suggère

Aux partenaires du Comité *Silva Mediterranea*

- De contribuer à une clarification du panorama général et si nécessaire de mettre à jour ou de définir des termes de référence permettant de baliser leur champ d’action respectif
- De contribuer à l’instauration récurrente d’une Semaine Forestière Méditerranéenne comme lieu de forum ouvert aux différents secteurs, acteurs et sensibilités et d’y participer activement
- D’envisager l’éventualité d’un changement de nom du Partenariat de Collaboration sur les Forêts Méditerranéennes.

10.3. Un fonctionnement interne plus fluide

Le panel recommande

Au Département des forêts de la FAO

- D’assurer un Secrétariat à plein temps pour le Comité (cette recommandation est jugée prioritaire)
- De mener et animer une réflexion interne transversale sur le fonctionnement et l’animation des réseaux de points focaux nationaux et d’en faire bénéficier le Comité.

Au comité *Silva Mediterranea*

- D’orienter les activités du Secrétariat du Comité vers le renforcement du lien avec les pays membres et de la dynamique interne et vers la réactivation effective et continue du réseau de points focaux nationaux (cette recommandation est jugée prioritaire)
- De baliser les rôles respectifs du président, du secrétaire, des membres du Bureau et du Comité Exécutif par la rédaction de termes de référence et de remettre à jour le règlement d’ordre intérieur
- De revenir à des sessions bisannuelles du Comité
- D’organiser les sessions du Comité à Rome en marge du COFO
- De reconsidérer l’existence du Comité Exécutif Elargi.

Aux pays membres du Comité

- D’assurer un fonctionnement pérenne, efficace et dynamique du point focal national (cette recommandation est jugée prioritaire)
- De s’assurer qu’un relais est établi au niveau national entre le point focal national du Comité et les acteurs et secteurs concernés.

10.4. Des organes subsidiaires d'interface

Le panel recommande

Au Département des forêts de la FAO

- D'inscrire la contribution des fonctionnaires de la FAO aux activités du Comité dans la description de leur poste respectif (*cette recommandation est jugée prioritaire*)
- D'encourager la mobilisation des fonctionnaires du Département au bénéfice des activités du Comité
- D'assurer une animation/coordination interne entre fonctionnaires du Département associés au Comité.

Au Comité *Silva Mediterranea*

- De veiller à assurer la connexion entre la stratégie à venir du Comité et les activités de ses organes subsidiaires
- D'envisager la constitution de deux nouveaux types d'organes subsidiaires : (1) des groupes thématiques d'interface et (2) des Task Forces
- De privilégier la mise en place d'organes subsidiaires respectant la portée géographique du Comité et se concentrant sur des problématiques intéressant l'ensemble des membres
- De privilégier les thématiques ciblées pour lesquelles le Département des forêts de la FAO dispose d'experts et de poursuivre à tout le moins autour des thématiques des feux de forêts, de la biodiversité/ressources génétiques forestières, des PFNL, des forêts urbaines et périurbaines et de la lutte contre la désertification/restauration des forêts et terres dégradées
- D'assurer une transition progressive des groupes de travail existant vers ces nouveaux types de groupe
- D'identifier des coordonnateurs qui soient des représentants des pays membres sur base de critères de motivation et de limiter la durée de leur mandat
- De ne recourir que de façon ponctuelle et conditionnée à l'externalisation et la sous-traitance et de développer le cas échéant une forme des cahiers des charges ou de charte reprenant les engagements respectifs.

Aux membres du Comité

- De procurer à leurs représentants engagés dans les activités du Comité (coordonnateur, *Task Force* ou groupe thématique) les ressources et le soutien nécessaires (*cette recommandation est jugée prioritaire*)

10.5. Des contributions volontaires plus structurées

Le panel recommande

Au Comité

- D'explorer de nouvelles pistes de financement régionales ou globales
- D'envisager l'éventualité d'une structuration progressive des contributions volontaires des membres s'inspirant du modèle de *Forest Europe* (groupe tournant de pays assurant le pilotage et le financement).

ANNEXES

Annexe 1 : Termes de référence de l'évaluation adoptés en 2012 à Antalya



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

AFWC/EFC/NEFC COMMITTEE ON MEDITERRANEAN FORESTRY QUESTIONS - *SILVA MEDITERRANEA*

TWENTY-FIRST SESSION

ANTALYA, TURKEY, 2-3 FEBRUARY 2012

SECRETARIAT NOTE 8: EVALUATION OF THE WORKING GROUPS FOR THE PERIOD 2009-2012

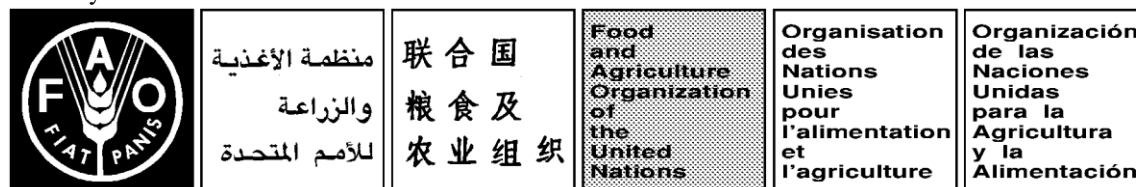
PROPOSED TERMS OF REFERENCE

I. BACKGROUND

Mediterranean forests share many common and unique features. As far back as 1911, countries in the region recognized the need to work together on shared forestry problems and create the *Silva Mediterranea* Committee, which became in 1948 an FAO statutory body: the Committee on Mediterranean Forestry Questions. It remains the only international forum dedicated to Mediterranean forest issues in which the Mediterranean countries from the African Forestry and Wildlife Commission, the European Forestry Commission and the Near East Forestry Commission can meet, share experiences and establish cooperative programmes. Twenty-six countries and the European Commission are members of the Committee. The *Silva Mediterranea* Committee works with the administrations and institutes of its member countries to examine trends in forest and land use in the region and to identify priorities for research and implement studies and surveys. Member countries exchange information and technology and share resources and expertise as they work together on selected topics of mutual interest. Until 2008, the *Silva Mediterranea* Committee used to meet every two years to work towards regional cooperation and sustainable development. In 2008, it was decided to hold formal sessions every four years. Extraordinary sessions can be organized to examine important or urgent matters.

In response to a recommendation by the United Nations Conference on Environment and Development (Rio de Janeiro, Brazil, 1992) that all countries set up National Forest Action Programmes, the *Silva Mediterranea* Committee developed a conceptual framework, the Mediterranean Forest Action Programme, to support Mediterranean countries in establishing their own forest policies.





Where research was needed, the Committee established cooperative research networks on subjects identified during sessions. At the 18th Session of *Silva Mediterranea* Committee, held in Rome in 2002, the future of the Committee was the main topic on the agenda. The Committee proposed that the research networks be phased out and replaced by working groups with a specific mandate and clear objectives, outputs and time frames. The participants noted that the *Silva Mediterranea* Committee had to be more responsive to the needs of countries, in particular in the following areas:

- Improving the responses and contribution of the forest sector to the well-being and socio-economic advancement of the population, including poverty alleviation and food security;
- Contribution of the forest sector to the implementation of the international conventions on biological diversity, climate change and desertification control;
- Forest sector planning through national forest programmes;
- Achieving sustainable forest management.

At the 20th Session of the *Silva Mediterranea* Committee, held in Sofia (Bulgaria) in 2008, it was decided to revitalize the existing working groups and create two new working groups on "Mediterranean Forests and Climate Change" and "Sustainable Financing Mechanisms".

Today the six active working groups are the following:

- Working Group on Forest Fires (WG1);
- Working Group on Cork Oak (WG2);
- Working Group on Mediterranean Forests and Sustainable Development (WG3);
- Working Group on Forest Genetic Resources (WG4);
- Working Group on Mediterranean Forests and Climate Change (WG5);
- Working Group on Sustainable Financing Mechanisms (WG6).

At the meeting in Sofia, members of the *Silva Mediterranea* Committee asked each working group to develop a work plan for the period 2009-2012. These work plans were presented and approved during a special session of *Silva Mediterranea* which took place at the 19th Session of COFO (in 2009).

II. EVALUATION OF THE SIX *SILVA MEDITERRANEA* WORKING GROUPS

An impact assessment was planned to be carried out at the end of the work plans (available on the *Silva Mediterranea* website), to be jointly implemented by the coordinators of the working groups, the secretariat of the *Silva Mediterranea* Committee hosted by the Forestry Department of FAO, and a consultant to be recruited for this purpose. This activity would result in a report which would specify the work accomplished, relevant impacts and follow-up actions required, with the aim to identify "strengths" and "weaknesses" and improve performance.



This review takes place in a very strategic moment for the *Silva Mediterranea* Committee. In fact, the 2nd Mediterranean Forest Week, which was held from 5 to 8 April 2011 in Avignon (France), provided lots of useful recommendations to orientate the future activities of several working groups. The meeting also discussed the work plan of the Collaborative Partnership on Mediterranean Forests (see item 13), providing positive grounds for raising awareness, commitment and funds from partner institutions and involving them in activities related to *Silva Mediterranea*'s working groups.

The present formal session of the *Silva Mediterranea* Committee offers the opportunity to present the activities of the working groups during the period 2009-2012, to verify interest and commitment from members in the long-term perspective, and to discuss the terms of references (ToRs) of this evaluation, in order to prepare relevant work plans for the period 2013-2016.

There are a number of strategic questions which need to be answered in order to increase relevance, effectiveness and efficiency of the working groups:

- How do the working groups position themselves within the many organizations and institutions dealing with similar issues in the Mediterranean?
- Are the current vision, mission and approach of the working groups appropriate enough?
- Is the way working groups are organized and functioning effective enough?
- Are the priorities, on which the working groups are focusing, addressing the real, burning and priority issues?
- How can the financial sustainability of the working groups be ensured in view of the 2013-2016 work plan?
- Is there scope to do more active fundraising with different potential donors for the activities of the Working Groups?

Objectives and structure of the evaluation of the working groups

In order to address the above-mentioned questions, a consultant will be recruited to undertake, through either phone interviews or questionnaires, a thorough consultation with the coordinators of the working groups, the secretariat, partner institutions and sample active and inactive member countries. The consultant, who will work under the overall supervision of the Director, Forest Assessment, Management and Conservation Division (FOM), the Officer in charge of the Arid Zone Forestry Programme and the secretariat of the *Silva Mediterranea* Committee, will prepare a report presenting the conclusions of the survey as well as the recommendations to improve the performance of the working groups. The consultant will be based in Rome and will be funded through voluntary contributions from members and/or partner organizations.



The consultant will review the reality, dynamics and experiences of the working groups, the sharing of responsibilities and the level of participation of members in on-going activities, as well as the extent of involvement of the secretariat in triggering and moving activities forward.

Additionally, the consultant will identify the bottlenecks and constraints, both financial and administrative, which hinder a smoother implementation of the activities foreseen by the work plans and will provide recommendations on how to improve the results expected from the working groups.

More in particular, the evaluation for the period 2009-2012 is expected to:

- document and review the achievements of the working groups with regard to the 2009-2012 work plans (see work plans on the *Silva Mediterranea* website);
- identify and measure quantitative indicators in order to assess the adherence of the results of the working groups to the work plans and the overall efficiency of the groups, these will include:
 - activities implemented;
 - products delivered;
 - meetings organized or attended;
 - publications released;
 - project proposals submitted; etc.
- review the structure, management set-up and arrangements of the working groups, make recommendations for changes, if deemed necessary;
- look at the long-term sustainability of the approaches introduced by the work plans and mechanisms to ensure continuity in view of the forthcoming 2013-2016 work plans, including financial issues;
- assess how effectively the designated coordinators of the working groups are supported by their countries. According to the rules of the *Silva Mediterranea* Committee, countries leading the working groups should nominate the relevant coordinators;
- provide guidance to the revision of the work plans for approval by the working groups;
- review the approaches and methodology followed in the development of the work plan and in the identification of priority activities;
- make suggestions on improvements, where necessary.

Budget and timeline for the evaluation of the working groups on the period 2009-2012 are to be established. The 21st Session of the *Silva Mediterranea* Committee will provide an apt occasion to look at these issues in detail and in a participatory manner, involving coordinators of the working groups and all other concerned professionals.

Annexe 2 : Liste des principaux documents consultés

Sites Internet

Voir notes de bas de page

Documents du Comité *Silva Mediterranea*

Lettres d'information de *Silva Mediterranea* (1 à 15)

Rapports des sessions du Comité *Silva Mediterranea* (1 à 21)

Compte rendus des réunions du Comité Exécutif Elargi (1 à 5)

Autres

Ben Salem, B., 1986. Bref historique de *Silva Mediterranea*, Unasylya, 153.

Besacier, Ch., Ducci, F., Malagnoux, M., Souvannavong, O. (Eds), 2011. Status of the Experimental Network of Mediterranean Forest genetic resources. CRA SEL, Arezzo Italy/FAO, Rome.

Collectif, 2010. Assessment of Forest Fire Risks and Innovative Strategies for Fire Prevention, 4-6 May 2010, Rhodes, Greece. Workshop report, Forest Europe-Liaison Unit Oslo, Oslo.

Collectif, 2011. Wildfire prevention in the Mediterranean. A key issue to reduce the increasing risks of Mediterranean wildfires in the context of climate changes. Position paper.

EFIMED, 2009. A Mediterranean Forest Research Agenda (2010-2020), Barcelona.

European Commission, 2012. Forest fire in Europe, Middle East and North Africa. JRC technical report.

European Commission, 2013. Forest fire in Europe, Middle East and North Africa. JRC technical report.

FAO, 2006. Fire management : voluntary guidelines. Principles and strategic actions. Fire Management Working Paper 17, Rome.

FAO, 2009. Forest fires and the law. A guide for national drafters based on the Fire Management Voluntary Guidelines. FAO legislative study 99, Rome.

FAO, 2013. Cadre Stratégique pour les Forêts Méditerranéennes, Rome.

FAO, 2013. Etat des Forêts Méditerranéennes, Rome.

GIZ, 2010. Adaptation au changement climatique des conditions cadres de la politique forestière dans la région MENA (Afrique du Nord-Moyen orient). Projet régional GIZ *Silva Mediterranea*-PCFM.

Lanly, J-P., 1997. Foresterie circumméditerranéenne et coopération internationale. Compte-rendu de l'Académie d'Agriculture de France, 83,3.

Secrétariat du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), 2011. Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux, Note d'engagement de projet (NEP), Paris.

Skouri, M., Plaza, P., 1999. Revue externe de *Silva Mediterranea*, rapport.

Annexe 3 : Version française du questionnaire envoyé aux points focaux nationaux (aussi disponible en anglais et en espagnol)

VERSION FRANCAISE

**Evaluation 2013 des groupes de travail du Comité des questions forestières méditerranéennes -
Silva Mediterranea : Questionnaire à l'intention des points focaux nationaux**

Merci de renvoyer au plus tard pour le 22 avril 2013 à Christine Farcy, présidente du panel
E-mail : christine.farcy@uclouvain.be

1. *Silva Mediterranea* est-il important ? Pour qui ? Pourquoi ?

--

2. Quels sont les bénéfices retirés par votre pays/institution des activités des groupes de travail de *Silva Mediterranea* depuis 2009

GT Feux de forêts	
GT Chêne liège	
GT Changement climatique	
GT Développement durable	
GT Ressources Génétiques Forestières	
GT Mécanismes de Financement Durable	
Commentaires généraux sur les groupes de travail	

3. Avez-vous un intérêt direct ou une implication directe dans des événements organisés par *Silva Mediterranea* comme les Semaines Forestières Méditerranéennes

--

4. Quelles sont les principales forces et faiblesses de *Silva Mediterranea*

En termes de fonctionnement	
Forces	
Faiblesses	
En termes de positionnement	
Forces	
Faiblesses	

5. Quelle est la principale valeur ajoutée actuelle de *Silva Mediterranea* par rapport aux autres organisations actives sur la scène forestière méditerranéenne (EFIMED, Partenariat de Collaboration sur les Forêts Méditerranéennes, ...) ?

--

6. Quelle pourrait-être la valeur ajoutée potentielle de *Silva Mediterranea* par rapport aux autres organisations actives sur la scène forestière méditerranéenne (EFIMED, Partenariat de Collaboration sur les Forêts Méditerranéennes, ...) ? A quelles conditions ?

--

7. Quelle est l'évolution souhaitable de *Silva Mediterranea* ?

En termes de fonctionnement :
En termes de positionnement :

8. Le cas échéant, quelles pistes de financement explorer pour assurer une durabilité du Comité ?

--

9. Autres

--

Annexe 4 : Liste des personnes rencontrées

Prénom et nom	Pays	Organisation	Fonction	Implications au cours de la période récente
Moujahed ACHOURI		FAO	Représentant régional adjoint	En charge de <i>Silva Mediterranea</i> de 2007 à 2009
Rafik AINI	Tunisie	Ministère	Directeur du développement sylvo-pastoral	Projet GIZ - PCFM
Nabil ASSAF		FAO	Représentant de la FAO en Algérie	-
Joelle BARAKAT	Liban	Association	Chargée de mission	Projet FFEM - PCFM
Driash BAYAT	Iran	Ministère	Gestionnaire de projet national	-
Ismaël BELEN	Turquie	Ministère	Directeur-Général adjoint	Président de <i>Silva Mediterranea</i> (2012-2016) Point focal national
Samir BELHAJ SALAH	Tunisie	Ministère	Directeur adjoint de la protection des forêts	Point focal du GT1 « Feux de forêts »
Rachid BENABDALLAH	Algérie	Ministère	Chargé de mission	Expert national feux de forêts
Fayçal BENCHEKROUN	Maroc	Haut-Commissariat	Directeur de la planification	Point focal national
Nora BERRAHMOUNI		FAO	<i>Forestry Officer</i> (zones arides)	Appui technique au GT2 « Chêne liège » et appui au secrétariat
Christophe BESACIER		FAO	<i>Forestry Officer</i>	Secrétariat de <i>Silva Mediterranea</i> depuis novembre 2009 Secrétariat du PCFM Coordonnateur du GT6 « Mécanismes de financement durable » Co-coordonnateur du GT3 « Développement durable »
Marion BRIENS		Plan Bleu	Chargée de mission	Co-coordinatrice du GT3 « Développement durable »
Valentina CARAVAGLIA		FAO	Consultante	Appui scientifique au secrétariat
Elias CHNAIS	Liban	Association	Chargé de mission	Projet FFEM - PCFM
Lorenza COLLETTI	Italie	Ministère	Forestier principal	Point focal national Point focal du GT1 « Feux de forêts »
Patrick DEBLONDE	France	Ministère	Chargé de mission	Point focal du GT1 « Feux de forêts »
Jean de MONTGOLFIER		Plan Bleu	Administrateur	PCFM
Fulvio DUCCI	Italie	Centre de recherche	Chercheur	Coordination GT4 « Ressources génétiques forestières »
Elsa ENRIQUEZ ALCALDE	Espagne	Ministère	Chef de service	Coordination GT1 « Feux de forêts »
Bruno FADY	France	Centre de recherche	Chercheur	Expert du GT4 « Ressources génétiques forestières »
Sukran GOKDEMIN	Turquie	Centre de recherche	Chercheur	Expert du GT4 « Ressources génétiques forestières »
François GUERBER		Union Pour la Méditerranée	Expert	-
Abdel Hamied HAMID		FAO	<i>Officer</i> régional	Mobilisation récente des pays
Abdelaziz HAMMOUDI	Maroc	Haut-Commissariat	Chef de division	Point focal national

Prénom et nom	Pays	Organisation	Fonction	Implications au cours de la période récente
Elena HERNANDEZ PAREDES	Espagne	Ministère	Chargée de mission	Coordination du GT1 « Feux de forêts »
Abderrahim HOUMY	Maroc	Haut-Commissariat	Secrétaire Général	Président de <i>Silva Mediterranea</i> (2005-2008) Coordonnateur du GT5 « Changement climatique »
Srecko JURICIC	Croatie	Ministère	Chef de Division	-
Alexander KASTL	Allemagne	GIZ	Responsable régional	Projet GIZ – PCFM
Dominique LEGROS		Plan Bleu	Responsable d'unité	PCFM
Ludwig LIAGRE	France	GIZ	Coopérant	PCFM
Eduardo MANSUR		FAO	Directeur	Tutelle du Secrétariat de <i>Silva Mediterranea</i>
Caterina MARCHETTA		FAO	Consultante	Appui logistique au Secrétariat
Inazio MARTINEZ de ARANO		EFIMED	Chef du Bureau	PCFM
Chadi MOHANNA	Liban	Ministère	Directeur Général	Point focal national
Inès MORENO RUIZ	Espagne	Ministère	Chargé de mission	Expert national feux de forêts
Marc PALAHI		EFIMED	Ancien chef du Bureau	PCFM
Evi PAVIZOTI	Grèce	Centre de Recherche	Chercheur	Expert du GT4 « Ressources génétiques forestières »
Renaud PIAZZETTA	France	Institut Méditerranéen du Liège	Directeur	Coordination du nouveau sous-GT2 « Chêne liège »
Catherine RIVOAL	France	Ministère	Chargé de mission	Point focal national
Eduardo ROJAS BRIALES		FAO	Sous-Directeur Général	Tutelle du Comité
Youssef SAADANI	Tunisie	Ministère	Directeur général	Membre
Tatiana SARMIENTO		AIFM	Chargée de mission	Co-coordinatrice du GT3 « Développement durable »
Hassan SBAY	Maroc	Centre de Recherche	Chercheur	Expert du GT4 « Ressources génétiques forestières »
Ernst SCHULTE		Commission Européenne (DG ENV)	Chef d'unité	Expert feux de forêts
Isa SHOBAKI	Jordanie	Ministère	- Sous-secrétaire Général - Président du Comité Exécutif de la CFPPO	-
Jose Maria SOLANO	Espagne	Ministère	Conseiller du Directeur Général	Point focal national
Oudara SOUVANNAVONG		FAO	<i>Forestry Officer</i> (ressources génétiques)	Appui au GT4 « Ressources génétiques forestières »
Pilar VALBUENA	Espagne	Réseau Méditerranéen de Forêt Modèle	Responsable communication	PCFM
Maria-Carolina VARELA	Portugal	Centre de Recherche	Chercheur	Coordination GT2 « Chêne liège »
Pieter VAN LIEROP		FAO	<i>Forestry Officer</i> (feux)	Appui au GT1 « Feux de forêts »
Giuseppe VENDRAMIN	Italie	Centre de recherche	Directeur de recherche	Expert du GT4 « Ressources génétiques forestières »

Annexe 5 : Principales activités et principaux résultats des six groupes de travail de *Silva Mediterranea* pendant la période 2009-2012.

Groupe de travail 1 : « Feux de forêts »

La question des incendies de forêt qui est inhérente à la région méditerranéenne, est à l'agenda du Comité pratiquement en continu depuis ses débuts. Alors que les incendies de forêts sont à l'ordre du jour de la 1^{ère} session du Comité en 1948, quelque 40 ans plus tard à la Grande Motte, la prévention et la maîtrise des feux de forêts sont reconnues comme prioritaires. Les activités du groupe de travail s'inscrivent donc dans une continuité.

Au cours de la période, le principal objectif du groupe de travail « Feux de forêts » dont la coordination est assurée par l'Espagne est d'animer et de faciliter les échanges d'information et d'expériences en matière de lutte contre les incendies de forêts dans le bassin méditerranéen avec un focus particulier sur la question de la prévention. Il s'appuie sur un réseau de points focaux nationaux devant faire l'interface avec les acteurs et services pertinents. Pour ses membres, le rôle du groupe est d'être un animateur et de faciliter les échanges d'informations et d'expériences tant positives que négatives.

Le programme de travail annoncé pour 2009-2012 est repris ci-dessous ; il est complété des principales réalisations effectuées au cours de la période.

Programme de travail 2009-2012		
Objectifs fixés	Activités prévues	Réalisations
Mise à jour du réseau du groupe de travail	Demander la désignation d'un point focal aux différents services nationaux ayant des responsabilités en matière de gestion des incendies	La dernière mise à jour a été faite en février 2012 avant la 21 ^{ème} session du Comité
	Intégrer, après sa création officielle (en avril 2010), les futurs points focaux du réseau de la région Proche-Orient sur les incendies de forêts et d'espaces naturels comme point focaux du Groupe de travail de <i>Silva Mediterranea</i> sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne	Le réseau n'a pas été créé et la Commission des Forêts et des Parcours pour Proche-Orient a abandonné cette idée en janvier 2012 lors de sa session à Antalya
Favoriser l'intégration de tous les pays méditerranéens au <i>European Forest Fire Information System</i> (EFFIS)	Envoyer une invitation aux pays n'ayant pas encore adopté EFFIS	Lettre envoyée à Ernst Schulte en 2012
	Assurer la coordination des réactions des pays invités	Coordination avec Ernest Schulte (CE) et Jesus San Miguel (CCR)
	Promouvoir l'intégration des pays membres du futur réseau de la région Proche-Orient sur les incendies de forêts et d'espaces naturels comme membres actifs d'EFFIS	L'Algérie, le Liban, le Maroc et la Tunisie ont rejoint le système EFFIS ; la Turquie a confirmé son engagement et a joué un rôle moteur en partageant son expérience avec les nouveaux membres d'EFFIS Collaboration à l'organisation de l'atelier sur l'extension d'EFFIS à l'Algérie, le Liban, le Maroc, la Syrie et la Tunisie en octobre 2011 à Rabat, avec le CCR, l'Espagne, l'Italie, la Turquie, la GIZ et le Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre et la Désertification du Maroc Collaboration avec le service forestier italien et la GIZ à l'organisation d'une session de formation sur les causes d'incendies de forêts et les moyens d'investigation, qui s'est tenue à Sabaudia (Italie) du 22 au 26 octobre 2012

Promouvoir les initiatives de prévention au niveau local	Diffuser les documents techniques sur les expériences locales	Peu de réalisation effective essentiellement en raison d'un problème de langue ; à noter la publication de l'expérience de la région de Valence (Espagne) sur la prévention des feux au niveau local
	Recenser les initiatives existantes dans le bassin méditerranéen	Organisation de sessions lors de la 2ème Semaine Forestière Méditerranéenne qui s'est tenue à Avignon en avril 2011 Contribution au développement du Position Paper sur la prévention des feux de forêts dans la région méditerranéenne rédigé conjointement entre autres par le Secrétariat du Comité, le groupe de travail et certains membres du PCFM, et à l'animation de la concertation en vue de cette adoption Collaboration avec Forest Europe, USSE, Chypre et la Grèce à l'organisation de l'atelier « Évaluation des risques d'incendie de forêt et stratégies innovantes pour la prévention des incendies » qui s'est tenu à Rhodes (Grèce) du 4 au 6 mai 2010
	Promouvoir le financement des projets par les pays donateurs	Promotion des activités d'extension d'EFFIS
	Faciliter les collaborations (échanges d'expériences, traduction de lignes directrices, ateliers et stages de formation visites d'échange ...) de ce futur réseau du Proche-Orient avec d'autres pays du Groupe de travail de <i>Silva Mediterranea</i> sur les incendies de forêt dans la région méditerranéenne	Réalisé dans le cadre des initiatives d'extension d'EFFIS. En particulier via la participation de pays du Proche-Orient aux réunions du groupe d'experts de la Commission Européenne Collaboration à la présentation du Position Paper lors la 5ème Conférence Internationale sur les Feux de Forêts « Living with Fire Addressing Global Change through Integrated Fire Management » qui s'est tenue à Sun City en Afrique du Sud du 9 au 13 mai 2011 ^a
Promouvoir les accords bilatéraux entre pays pour des actions conjointes sur les zones frontalières et la coopération dans les activités de suppression des feux.	Recenser les accords existants dans le bassin méditerranéen	Un inventaire a été entrepris en 2012 ; quelques réponses ont été obtenues : – Algérie/Tunisie : échange de ressources, d'information et de mesures de prévention – Croatie/Hongrie, Slovaquie, Pologne, Autriche, France, Montenegro, Russie, Macédoine, Albanie : échange de ressources – Grèce/Chypre, France, Hongrie, Malte, Russie, Ukraine et USA : échange de ressources et de mesures de prévention – Portugal/Espagne : échange de ressources – Pays de l'UE/Mécanisme de protection civile de la Commission Européenne : échanges de ressources
	Diffuser les informations sur les accords, en envoyant le modèle approuvé lors de la Conférence de Sydney en 2003	Pas réalisé
	Rendre ces informations sur les accords disponibles sur le site Internet de <i>Silva Mediterranea</i> et sur d'autres sites pertinents de la FAO sur les incendies de forêt	Pas réalisé en raison du caractère fragmentaire de l'inventaire réalisé

^a www.fire.uni-freiburg.de/southafrica-2011/04-Wildfire-2011-Recommendations-Regional-Session-IV.pdf

Promouvoir la participation de tous les pays méditerranéens à l'Alliance pour la gestion des incendies portée par la FAO	Convoquer une réunion de promotion en invitant tous les pays méditerranéens	Pas réalisé pour des raisons budgétaires
	Diffuser des informations sur les directives volontaires	Réalisé chaque fois qu'une occasion s'est présentée
	Promouvoir la participation de tous les futurs membres du nouveau réseau de la région Proche-Orient sur les incendies de forêts et d'espaces naturels à l'Alliance pour la gestion des incendies portée par la FAO	Réalisé en partie, le processus d'intégration à EFFIS étant encore en cours. Les activités du groupe de travail ont été présentées par le responsable de la thématique à la FAO lors de la dernière réunion des membres de l'Alliance en juillet 2012

Les principales réalisations à l'actif du groupe de travail sont essentiellement des contributions à des produits réalisés conjointement avec d'autres partenaires ou à des produits indirects ayant bénéficié d'activités du Comité :

- Collectif, 2010, Assessment of Forest Fire Risks and Innovative Strategies for Fire Prevention. 4-6 May 2010, Rhodes, Greece. Workshop report. Forest Europe-Liaison Unit Oslo
- Collectif, 2011. *Position Paper* sur la Prévention des Feux de Forêts dans la région Méditerranéenne.
- EC/JRC, 2012. Technical reports – Forest Fires in Europe, Middle East and North Africa 2011.

En 2013, le groupe de travail a contribué à la rédaction du chapitre de l'Etat des Forêts Méditerranéennes consacré aux feux de forêts ; le chapitre sur l'évolution des risques de feux de forêts dans le contexte du changement climatique a été rédigé par EFFIS.

En 2013 également, le JRC a publié son rapport technique annuel :

- EC/JRC, 2013. Technical reports – Forest Fires in Europe, Middle East and North Africa 2012.

Groupe de travail 2 : « Chêne liège »

Silva Mediterranea s'est intéressé depuis ses origines aux espèces phare de la région : chêne liège, cèdre, pin pignon ont fait l'objet de réseaux de recherches spécifiques.

Le réseau de recherche sur la sylviculture du chêne liège a été créé lors de la 15^{ème} session du Comité qui s'est tenue à Faro au Portugal en 1992. En 1997, il a émis l'idée d'une marque commerciale ou label du liège dans le but de promouvoir les produits dérivés du liège. Cette marque aurait pour objectifs à court terme d'inciter les consommateurs à préférer les bouchons de liège et autres produits à base de liège à d'autres substituts similaires et de mettre au point une stratégie commune parmi les pays qui produisent et commercialisent le liège. Dans un contexte à plus longue échéance, cette initiative visait à atteindre la certification de tous les produits à base de liège, ainsi que des critères de qualité rigoureux pour les différents produits, et notamment les bouchons de liège.

Le programme de travail annoncé pour 2009-2012 est repris ci-dessous ; il est complété des principales réalisations effectuées au cours de la période.

Programme de travail 2009-2012		
Objectifs fixés	Activités prévues	Réalisations
Gérer les peuplements de chêne liège de façon appropriée	Mettre en œuvre les meilleures pratiques de gestion pour une meilleure valorisation des peuplements de chêne liège, en effaçant l'idée de l'irréversibilité de leur maladie et en démystifiant le déclin/décadence des chênes liège et chênes verts	Pas réalisé
	Promouvoir la valorisation multifonctionnelle des chênes liège en démontrant que, outre le liège, leurs peuplements fournissent d'autres biens pertinents et de multiples services	Organisation d'un atelier sur « la conservation, la gestion durable et la restauration des forêts de chêne liège en Afrique du Nord » en avril 2010 à Hammamet en marge de la session de la Commission des Forêts et des Parcs pour le Proche-Orient de la FAO
Augmenter l'utilisation du liège	Démontrer les caractéristiques écologiques renouvelables et importantes du liège	Pas réalisé
	Souligner que défendre le liège, c'est défendre l'utilisation des bouchons de liège, le produit phare de la chaîne de liège	Promotion du liège en marge de la session du COFO à Rome en octobre 2010 (exposition photo et dégustation de vins de différents pays méditerranéens)
	Promouvoir les différentes utilisations du liège autres que les bouchons (bio-architecture, liens avec l'atténuation du changement climatique, innovations industrielles et commerciales, etc.)	Participation aux biennales du liège et de la forêt méditerranéenne (VIVEXPO) à Vivès en 2010 et 2012 avec l'Institut Méditerranéen du Liège Contribution à la publication de deux Lettres d'Information du Comité consacrées à ces événements
Simplifier le langage technique hermétique	Diffuser l'information de manière intensive dans les groupes cibles (producteurs, grand public, consommateurs finaux, politiciens)	Contribution à la rédaction du chapitre sur le chêne liège pour l'Etat des Forêts Méditerranéennes

La 21^{ème} session du Comité en février 2012 a « *recommandé de faire évoluer/élargir le mandat du Groupe de Travail initialement focalisé sur le chêne liège (et, par conséquent, changer le nom) à l'ensemble des Produits Forestiers Non Ligneux Méditerranéens afin de renforcer la participation active de tous les pays intéressés* ».

Groupe de travail 3 : « Forêts méditerranéennes et développement durable »

Le groupe de travail a été créé lors de la 19^{ème} session du Comité de 2002. Sa création s'inscrivait dans le cadre de l'accord de partenariat entre la FAO et le Plan Bleu conclu cette année-là et renouvelé en 2005 avec le soutien de la France.

En 2009, les objectifs du groupe coordonné par le Plan Bleu et la FAO s'intégraient dans le cadre des approches territoriales dans le but de promouvoir la gestion durable des écosystèmes boisés ; ils sont repris ci-dessous. Une activité a été organisée en 2011 avant que le programme de travail ne soit revu.

Programme de travail 2009-2012		
Objectifs fixés	Activités prévues	Réalisations
Poursuivre et renforcer les échanges et la promotion d'expériences sur la gestion durable et la gouvernance des espaces et ressources forestiers	Etudes de cas : autres pays, thématiques innovantes Rapports nationaux, suivi des indicateurs	Organisation d'une session « Forêts, sociétés et territoires » qui s'est tenue en 2011 lors de la 2 ^{ème} Semaine Forestière Méditerranéenne
Faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies forestières nationales qui contribuent au développement durable	Analyses régionales en Méditerranée Organisation d'un second forum régional en juin 2011	– Présentation de plusieurs cas d'étude – Recommandations sur la gouvernance territoriale (cf. Newsletter spécifique)
Encourager le développement de projets de gestion durable et intégrée dans les espaces agro-sylvo-pastoraux	Liste de référence de bonnes pratiques Plateforme d'échange (partage d'expérience régionale)	
Communiquer sur les activités du groupe de travail et promouvoir les forêts méditerranéennes à l'échelle internationale		

En 2011, la FAO et le Plan Bleu rejoints par l'AIFM ont décidé de tenter de réactiver un groupe aux objectifs initiaux très larges et très transversaux; les activités ont alors été recentrées sur les trois points suivants :

Programme de travail revu (2011-2012)		
Objectifs fixés	Activités prévues	Réalisations
	Contribution à la rédaction de la 1 ^{ère} édition de l'Etat des Forêts Méditerranéennes	Réalisation effective pour les chapitres 1 et 3 (coordination Plan Bleu)
	Contribution à la préparation de la 3 ^{ème} Semaine Forestière Méditerranéenne avec l'idée de promouvoir les échanges d'expériences et de nouvelles activités pilote de gestion intégrée des forêts et organisation d'ateliers pour l'échange d'expériences et l'évaluation des leçons apprises	Réalisation effective
	Réalisation d'une étude sur l'évaluation économique des biens et services fournis par les écosystèmes boisés, dans le cadre du projet FFEM sur le paiement des Services des Ecosystèmes et REDD+ dans le bassin méditerranéen	Etude encore en cours à l'échelle géographique des pays bénéficiaires du PCFM dans le cadre de la composante 2 du projet FFEM

Groupe de travail 4 : « Ressources génétiques forestières méditerranéennes »

Les questions de recherche liées à la génétique intéressent le Comité depuis longtemps. C'est ainsi qu'en 1967 déjà, le réseau de recherche « peuplements de conifère » s'intéressant à la sélection de peuplements de conifères pour la production de graines destinées aux programmes de reboisement avait pour but la mise en place d'essais de provenances de pins, cèdres et cyprès. En 2008 à Sofia, le groupe change de nom et s'élargit aux ressources génétiques forestières méditerranéennes au sens large.

Piloté par l'Italie, le groupe de travail s'inscrit dans une continuité et a pour objectif la promotion de la conservation des espèces en danger et la préservation de la diversité génétique pour l'adaptation des écosystèmes forestiers dans un contexte de changement climatique.

Son programme de travail arrêté en 2011 et les réalisations effectuées au cours de la période sont repris ci-dessous.

Programme de travail révisé en 2011		
Objectif	Activités	Réalisations
Amélioration des stratégies nationales sur les ressources génétiques forestières et des rapports nationaux sur les ressources génétiques forestières		Les pays du Nord-Ouest (Espagne, France, Italie, Grèce, Turquie et Liban) ont participé activement à cette composante. Pour le Maghreb, le Maroc et la Tunisie sont très actifs, soit en accueillant des réunions, soit en fournissant des données soit en participant activement aux ateliers techniques et/ou préparatoires. Un atelier a été organisé par la FAO en Tunisie pour appuyer les pays du Sud de la Méditerranée à la préparation des rapports nationaux pour l'Etat des Ressources Génétiques Forestières Mondiales
Mise en œuvre des activités à long terme du groupe de travail	Base de données sur les ressources génétiques forestières en Méditerranée	INRA-Avignon est chargé de mettre à jour la base de données DB Foradat (www.avignon.inra.fr/ForSilvaMed) et tous les pays fournissent les informations demandées sur les ressources <i>ex situ</i> et les tests de terrain (espèces concernées : <i>Pinus halepensis</i> , <i>Cedrus</i> sp., <i>Abies</i> sp., <i>Cupressus</i> sp., ...). Une partie de ces informations est aussi insérée et/ou liée dans le projet européen de base de données <i>Treebreedex</i> (www.treebreedex.eu), avec une référence spécifique à l'origine des données en l'occurrence FAO <i>Silva Mediterranea</i> . La base de données Foradapt DB a aussi été liée avec le projet <i>Trees4Future</i> (www.trees4future.eu). Le Directory of Seed Sources of the Mediterranean Conifers coordonné par Muzzaffer Topak (1997, FAO) a été mis en ligne : www.fao.org/docrep/006/ad112e/AD112E00.htm Une extension aux feuillus est prévue dans le futur
	Réseaux de conservation <i>ex situ</i> dans les pays méditerranéens	Le réseau est très actif. Un livre a été publié en 2011 (Besacier et al., 2011); 53 auteurs de 9 pays membres du Comité y rapportent les résultats de tests internationaux communs établis depuis 1970. L'information est fournie pour 15 espèces. Ce livre constitue les Actes de l'atelier organisé par le groupe de travail à Arezzo en 2007
	Nouvelles méthodologies pour la conservation (y compris dans les méthodes de conservation <i>in situ</i>)	De nouvelles méthodologies ont été développées dans le cadre du projet FFEM dans les 6 pays visés par le PCFM. Le groupe de travail a contribué au montage du projet
	Espèces ciblées pour la conservation et la gestion des ressources génétiques en zone méditerranéenne	<i>Abies alba</i> , <i>A. nebrodensis</i> , <i>A. cephalonica</i> , <i>A. normanniana</i> , <i>A. bormuelleriana</i> , <i>A. numidica</i> , <i>A. borisii regis</i> , <i>Cedrus atlantica</i> , <i>C. libani</i> , <i>Pinus halepensis</i> , <i>P. brutia</i> , <i>P. eldarica</i> , <i>P. pinaster</i> , <i>P. pinea</i> , <i>Cupressus sempervirens</i> , ...

	Conclusion d'accords régionaux pour la conservation <i>ex situ</i> en Méditerranée	Pas encore ; probablement à la fin du projet FFEM et de l'Action COST
	Ressources financières durables pour soutenir la stratégie régionale pour la conservation des ressources génétiques forestières méditerranéennes	La crise actuelle ne facilite pas la recherche de fonds permanents
Test de nouvelles méthodes de conservation <i>in situ</i> pour les territoires/espèces les plus critiques de la Méditerranée		Les sites pilotes sélectionnés pour la mise en œuvre de la composante 1 du projet FFEM (GCP/GLO/458/FRA) sont : Algérie : Djelfa/Senalba ; Liban : Jabal Moussa ; Maroc : Maarmora ; Tunisie : Siliana ; Turquie : Duzlercami De nouvelles méthodes seront bientôt développées dans le cadre de l'Action Cost FP1202 Une lettre d'entente a été développée avec le CRA SEL (Italie) afin de maximiser les connexions et interactions entre l'Action COST et le projet FFEM et ce, afin de soutenir les activités de test. Une autre a été signée avec l'INRA Avignon

Au cours de cette période, les actions suivantes ont également été réalisées :

- Organisation de l'atelier sur « Les ressources génétiques forestières dans la région méditerranéenne » à La Canée (Chania) en Crète avec le Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), EFIMED et la FAO du 24 au 26 novembre 2009.
- Organisation de l'atelier « Renforcer la conservation et la gestion des ressources génétiques forestières (RGF) : un enjeu majeur pour l'adaptation des forêts méditerranéennes aux changements environnementaux » à Tunis avec l'INRGREF, le CIHEAM et la Direction générale en charge des écosystèmes forestiers en Tunisie du 10 au 12 mars 2010.
- Organisation d'activités spécifiques (formations, ateliers, experts à court terme, etc.) pour aider les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée à préparer, d'ici la fin 2012, leurs rapports nationaux pour le premier Etat des Ressources Génétiques Forestières Mondiales (Atelier organisé à Hammamet en 2011).
- Contribution à la préparation de plusieurs propositions de projets s'intéressant en tout ou en partie aux ressources génétiques forestières :
 - Composante 1 du projet « Optimisation des biens et services fournis par les écosystèmes forestiers méditerranéens dans le contexte des changements globaux » du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM). Le projet FFEM, approuvé en novembre 2011, est d'un montant de 2,65 M€, dont 0,5 M€ pour la composante 1.
 - Action COST FP1202-MaP-FGR « Renforcer la conservation : une question clé pour l'adaptation des populations marginales/périphériques d'arbres en forêt au changement climatique en Europe ». L'atelier de lancement du projet a eu lieu au siège de la FAO à Rome en janvier 2013. Le projet est mis en œuvre par quatre groupes de travail, dont un (réseautage, communication) est coordonné par le Secrétariat de *Silva Mediterranea*.

Pour cette période, le document suivant a été publié :

- Besacier Ch, Ducci F., Malagnoux M., Souvannavong O. (Eds), 2011. Status of the Experimental Network of Mediterranean Forest genetic resources. CRA SEL, Arezzo Italy/FAO, Rome.

En 2013, une formation sur les populations marginales a été organisée à Chania et deux appels pour la formation de jeunes chercheurs ont été lancés dans le cadre de l'Action COST FP1202 (*short term scientific missions*)

Groupe de travail 5 : « Forêts méditerranéennes et changement climatique » (2009-2012)

Créé en 2008 à Sofia, le groupe de travail « changement climatique » dont le coordonnateur est le Maroc, avait l'intention dans un premier temps de se focaliser sur les actions à entreprendre pour une meilleure adaptation des écosystèmes forestiers méditerranéens au changement climatique, tout en prenant en considération également le développement de réseaux de recherche régionaux et nationaux, ainsi que les échanges d'expériences, à travers des visites, des ateliers et des publications.

Le premier programme de travail annoncé pour la période 2009-2012 comportait 4 objectifs principaux libellés comme suit :

- Développement d'une base de données des sols, basée sur l'analyse d'échantillons de sol effectués dans certains sites d'étude sélectionnés
- Estimation du carbone stocké dans le sol et de ses fluctuations
- Etablissement de cartes de stockage potentiel de carbone dans les sols
- Organisation d'ateliers régionaux et nationaux et autres manifestations scientifiques

Il en a résulté le développement d'un programme de recherche menée par le Maroc et orienté sur la quantification des stocks de carbone dans les écosystèmes méditerranéens.

En juin 2010, le groupe de travail a passé le relais au projet GIZ « *Adaptation au changement climatique des politiques forestières dans la région MENA* » qui a été le catalyseur ayant permis la création du PCFM. Ce projet régional a pour objectif d'améliorer les conditions de mise en œuvre des politiques dans certains pays de la région MENA (Maroc, Algérie, Tunisie, Turquie, Syrie, Liban) pour garantir une gestion durable des écosystèmes forestiers et préserver les multiples services environnementaux que procurent ces forêts aux populations rurales dans le contexte du changement climatique.

Le projet est construit autour de 3 composantes :

- Renforcement des capacités pour la gestion durable des forêts dans le contexte du changement climatique
- Amélioration de la communication et des relations publiques sur les questions liées au changement climatique et à la valeur de la forêt méditerranéenne pour les usagers
- Mobilisation de l'aide extérieure et partenariats pour la gestion des forêts dans le contexte du changement climatique

Lors du passage de témoin au projet GIZ et au PCFM, il n'y a pas eu d'actualisation formelle du programme de travail de ce groupe qui, faute d'activités propres, n'a jamais été mis en ligne sur le site Internet de *Silva Mediterranea*.

Groupe de travail 6 : « Mécanismes de financement durable »

Créé en 2008 à Sofia, le groupe dont le coordonnateur initial était la Bulgarie avait pour objectif de mobiliser des ressources financières pour renforcer la coopération régionale sur les questions forestières et promouvoir des mécanismes de financement innovant comme les Paiement pour Services Environnementaux (PES) et les Instruments Basés sur le Marché (MBI). Le but était de faire connaître les forêts méditerranéennes et leur importance au niveau régional et mondial et d'accroître les financements qui pourraient leur être destinés pour assurer leur gestion durable.

En 2010, le groupe, coordonné par le Secrétariat du Comité a recentré ses activités autour de trois objectifs qui s'inscrivent dans son propre programme de travail :

Programme de travail différé (2010-2012)		
Objectif	Activités	Réalisations
Développer de nouveaux outils de communication afin d'améliorer la visibilité des forêts méditerranéennes	Evaluation globale des ressources financières affectées au secteur de la forêt dans la région méditerranéenne	Base de données projets/programmes à partir de laquelle évaluer les ressources financières allouées au secteur forestier ; elle n'a pas été actualisée depuis sa mise en ligne en 2010
	Publication régulière d'un bulletin d'information de <i>Silva Mediterranea</i>	Publication d'au moins 4 bulletins <i>Silva Mediterranea</i> par an en anglais, français, espagnol et arabe
	Développement et mise à jour régulière du site Internet de <i>Silva Mediterranea</i>	Développement et mise à jour régulière du site Internet du Comité
	Elaboration d'un document de travail sur l'Etat des Forêts Méditerranéennes	Contribution à la conception, l'élaboration et l'édition du premier Etat des Forêts Méditerranéennes
	Publication d'un document sur l'Etat des Forêts Méditerranéennes	
	Soutien à l'organisation des Semaines Forestières Méditerranéennes	Rôle majeur dans les comités d'organisation des Semaines Forestières Méditerranéennes (2011 et 2013) Publication avec d'autres partenaires d'un numéro spécial de la revue « Forêt Méditerranéenne » sur la 2 ^{ème} semaine forestière méditerranéenne Contribution à un numéro spécial de la Lettre d'information du CIHEAM consacré aux forêts méditerranéennes après la 3 ^{ème} SFM
Améliorer la stratégie de plaidoyer pour les forêts méditerranéennes dans plusieurs instances internationales (Secrétariat, membres ou partenaires)	Plaidoyer sur les forêts méditerranéennes dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée	Aucune action spécifique engagée dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée Des activités ont cependant été engagées en 2012 dans le cadre de la préparation du CSFM qui constitue un support pour un plaidoyer sur les forêts méditerranéennes (document de travail réalisé à Antalya en 2010, atelier à Chania en mai 2012 et consultations pendant l'hiver 2012)
	Fourniture d'un appui de collecte de fonds à des groupes de travail et partenaires	Mise à jour régulière de la base de données des projets sur les forêts méditerranéennes disponibles sur le site Internet de <i>Silva Mediterranea</i> (anglais, français et espagnol) Organisation d'ateliers pour la préparation de nouvelles propositions de projets (projet FFEM et Action COST)

	Organisation / participation à des événements parallèles lors des réunions stratégiques des partenaires (UNCCD, l'IUFRO, le FNUF, COFO 2010, la Commission européenne des forêts, Proche-Orient Commission des forêts, etc...)	Organisation, en collaboration avec les membres du PCFM, d'événements parallèles pendant des réunions stratégiques de différents partenaires en particulier lors des COFO de 2010 et de 2012 et à Rio +20
Accroître la rentabilité et la mise en œuvre des instruments économiques novateurs en particulier les Paiements pour Services Environnementaux (PSE)	Capitalisation des études de cas concernant PES/MBI (Market based instruments), identification de réussites dans d'autres régions et échange d'expériences pour les parties prenantes de la Méditerranée	Atelier sur le paiement pour les services environnementaux (Tunis, juin 2011) En cours dans le cadre des activités de la composante 2 du projet FFEM
	Soutien à la préparation d'une proposition concernant le PES et le MBI en Méditerranée afin de renforcer les capacités et le réseautage sur ce sujet	En cours
	Contribution à la préparation d'une proposition de projet pour développer des actions pilote en Méditerranée	Projet FFEM préparé et approuvé en 2011

En 2013, le groupe a contribué à la finalisation du CSFM, à son adoption et à la publication de sa version finale en quatre langues. Il a coordonné la rédaction de la Déclaration de Tlemcen pour le segment de haut niveau de la 3^{ème} SFM. Il a assuré la coordination de la préparation de l'Etat des Forêts Méditerranéennes et sa publication en anglais et en français. Il a contribué à l'organisation d'une réunion au Parlement Européen pour présenter l'EdFM et le CSFM.

